



2014




RAPPORT ANNUEL DU DELEGATAIRE

Communauté d'Agglomération de Montpellier/ Lattes-Pérois

Une année de performance et de gestion durable de votre service public de l'assainissement (Conforme au décret 2005-236 du 14 mars 2005)

REPERES DE LECTURE

Notre mémoire explicatif intègre différents repères visuels destinés à faciliter sa lecture.
Vous trouverez ci-dessous une explication quant à l'usage de chacun des pictogrammes utilisés.

<i>Repère visuel</i>	<i>Objectif</i>
	<i>Identifier rapidement nos engagements clé</i>
	<i>Mettre en évidence certaines de nos innovations et nos points différenciants</i>
	<i>Identifier nos démarches en termes de responsabilité environnementale, sociale, et sociétale</i>

Rédacteur	Valideur	Date
Philippe PRADEILLES	Didier BENARD	29/04/15

L'édito



Veolia – Rapport annuel du délégataire 2014

Dans un marché en profonde mutation, Veolia Eau France s'emploie quotidiennement à faire évoluer ses métiers en plaçant l'innovation et les progrès des nouvelles technologies au cœur de sa stratégie de développement, et en se positionnant comme un véritable partenaire des territoires, grâce à une organisation de proximité tournée vers vos attentes.

Le rapport annuel constitue pour les équipes de Veolia, l'occasion de vous présenter les différentes composantes techniques, économiques, sociales et environnementales qui structurent la gestion de votre service public de l'assainissement. Il constitue ainsi un outil de synthèse et de pilotage intelligent vous permettant de juger et de vous approprier en toute transparence la performance de votre service.

Soyez assurés que nous veillons jour après jour à respecter et renforcer les engagements que nous avons pris dans le cadre du contrat qui nous lie et nous avons à cœur de conserver votre confiance dans nos équipes.

Vos interlocuteurs privilégiés sont à votre disposition pour venir vous présenter en détail le bilan annuel de votre contrat.

Alain Franchi
Directeur Général de Veolia Eau France

Sommaire

1. L'ESSENTIEL DE L'ANNEE	7
1.1. Le contrat	8
1.2. L'essentiel de l'année 2014	9
1.3. Les chiffres clés de l'année 2014	11
1.4. Le prix du service public de l'eau	13
1.5. Le Centre Languedoc-Roussillon	15
1.6. Une organisation au service des usagers	17
2. LA PERFORMANCE ET L'EFFICACITE OPERATIONNELLE A VOTRE SERVICE	19
2.1. L'efficacité de la collecte et de la depollution des eaux usées	20
3. LE PATRIMOINE DE VOTRE SERVICE	27
3.1. L'inventaire des biens du service	28
3.2. La gestion du patrimoine	31
3.3. Les recommandations de Veolia sur les évolutions à prévoir	41
3.4. Les indicateurs de suivi du patrimoine	44
4. LES ENGAGEMENTS DE VEOLIA	47
4.1. Les services aux clients	48
4.2. Les équipes et moyens au service du patrimoine	53
4.3. L'empreinte environnementale	56
4.4. Veolia, acteur économique et social du territoire	59
5. LE RAPPORT FINANCIER DU SERVICE	61
5.1. Le Compte Annuel de Résultat de l'Exploitation de la Délégation (CARE)	62
5.2. Le patrimoine du service	64
5.3. Les investissements et le renouvellement	65
5.4. Les engagements à incidence financière	66
6. ANNEXES	69
6.1. Inventaire des linéaires de réseau par diamètre, nature et par commune	70
6.2. Le bilan énergétique du patrimoine	72
6.3. Annexes financières	77
6.4. Les nouveaux textes réglementaires	86
6.5. Glossaire	92
6.6. Autres annexes	98



1.

L'ESSENTIEL DE L'ANNEE

1.1. Le contrat

- **Délégataire :** VEOLIA EAU - Compagnie Générale des Eaux
- **Périmètre du service :** LATTES, PEROLS
- **Numéro du contrat** J0691
- **Nature du contrat :** Affermage
- **Prestations du contrat :** Contrôle des installations intérieures, Analyses, Curage, Entretien et maint. postes relèvement, Facturation, Gestion clientèle, Refoulement, relèvement, Astreintes, Collecte des eaux usées
- **Durée du contrat**
Date de début : 01/01/2012
Date de fin : 31/12/2014
- **Les engagements vis-à-vis des tiers**

VEOLIA EAU - Compagnie Générale des Eaux assume les engagements suivants d'échanges d'effluents (réception ou déversement) avec les collectivités voisines ou les tiers :

1.2. L'essentiel de l'année 2014

SERVICE DE L'ASSAINISSEMENT - COMMUNE(S) DESSERVIE(S) LATTES, PEROLS

LES CHIFFRES DU SERVICE

Habitants desservis	Abonnés (clients)	Installation(s) de dépollution	Capacité de dépollution (EH)	Longueur de réseau (km)	Volume traité (m ³)
24 627	8 735	-	-	150	-

PRINCIPAUX FAITS MARQUANTS DE L'ANNEE

Service

La Communauté d'Agglomération de Montpellier assure le service d'assainissement pour les villes de Lattes et de Pérols.

Les effluents des communes de Lattes et de Pérols sont traités à la station de dépollution de la communauté d'agglomération MAERA située sur la commune de Lattes.

Le fait marquant de 2014 est la pluviométrie exceptionnelle enregistrée à partir de septembre, provoquant des déversements du fait de la saturation de la capacité de pompage. Certaines installations ont été endommagées, comme l'armoire électrique du PR Parc des expos qui a été inondée. Néanmoins, la continuité de service a été assurée durant ces événements.

Valorisation

Les déchets issus de l'exploitation sont traités dans des filières agréées.

Responsabilité

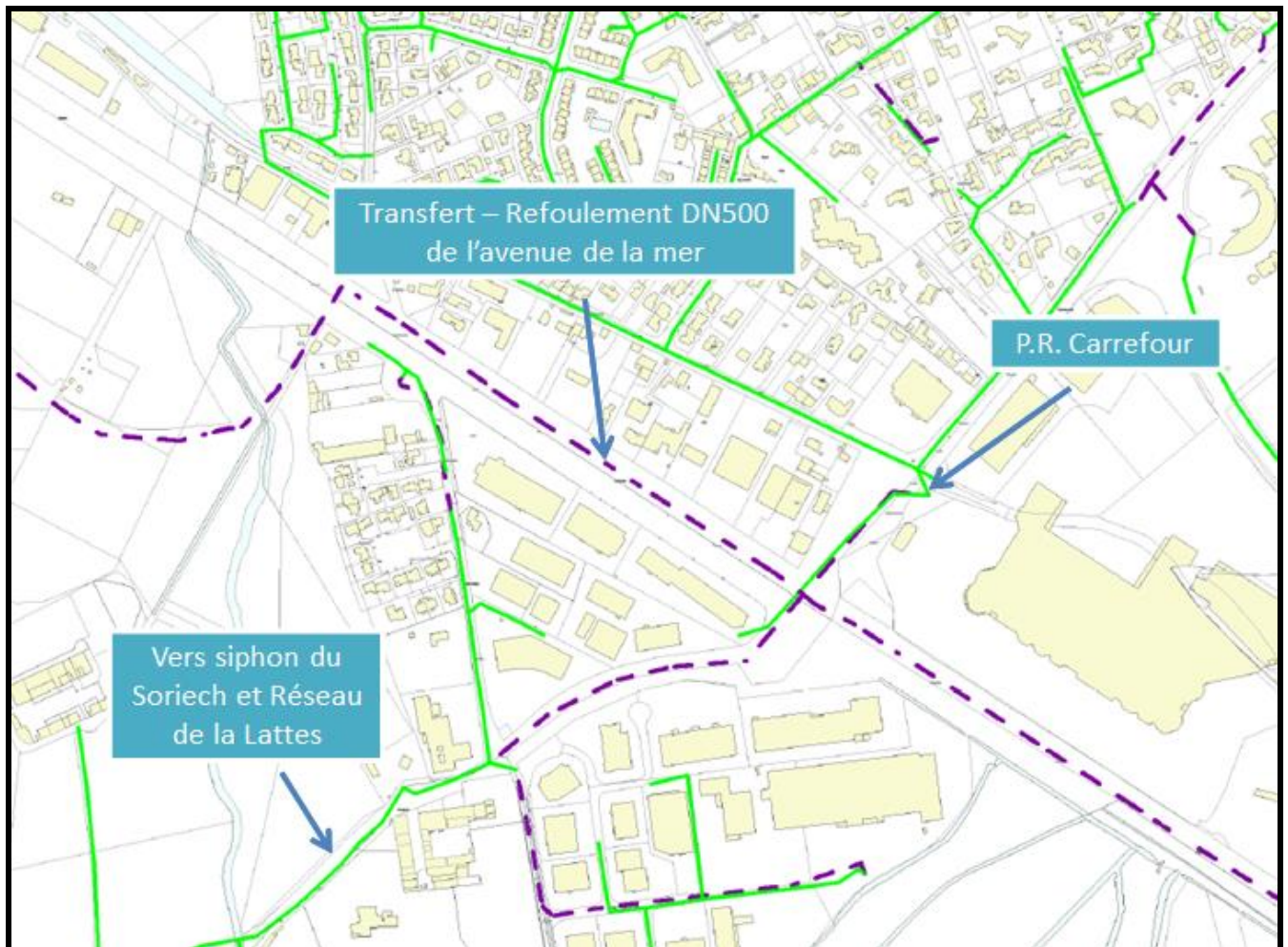
Le contrat d'affermage s'est terminé le 31 décembre 2014.

PROPOSITIONS D'AMELIORATION

Afin de limiter des débordements lors des évènements pluvieux, il serait bon de déconnecter le PR carrefour du réseau principal de collecte de Lattes et de le raccorder directement sur la conduite de transfert-refoulement DN500mm allant directement au PR de Pont Trinquat.

En effet, lors des gros évènements pluvieux, nous devons fonctionner en mode dégradé en bridant notamment le fonctionnement des pompes du PR Ariane 2, pour éviter que la tour d'équilibre de Gramenet ne déborde.

Cette action en amont limiterait donc les débits entrant et soulagerait le réseau.



1.3. Les chiffres clés de l'année 2014

PRIX DU SERVICE DE L'ASSAINISSEMENT		PRODUCTEUR	VALEUR
[D204.0]	Prix du service de l'assainissement seul au m ³ TTC (assainissement seul)	Déléataire	1,73 Euro/m3
LA PERFORMANCE ET L'EFFICACITE OPERATIONNELLE		PRODUCTEUR	VALEUR
[P201.1]	Taux de desserte par des réseaux de collecte des eaux usées	Collectivité (2)	%
[P203.3]	Conformité de la collecte des effluents	Police de l'eau	
[P255.3]	Indice de connaissance des rejets au milieu naturel par les réseaux de collecte des eaux usées	Collectivité (1)	-
[P204.3]	Conformité des équipements d'épuration	Police de l'eau	-
[P254.3]	Conformité des performances des équipements d'épuration	Déléataire	- %
[P205.3]	Conformité de la performance des ouvrages d'épuration	Police de l'eau	-
	Conformité réglementaire des rejets (arrêté préfectoral)	Déléataire	- %
	Conformité réglementaire des rejets (directive européenne)	Déléataire	- %
[P206.3]	Taux de boues issues des ouvrages d'épuration évacuées selon des filières conformes	Déléataire	- %
LA GESTION DU PATRIMOINE		PRODUCTEUR	VALEUR
	Nombre de branchements eaux usées et/ou unitaires	Déléataire	7 179
	Nombre de branchements eaux pluviales	Déléataire	-
	Nombre de branchements neufs	Déléataire	29
	Linéaire du réseau de collecte	Collectivité (2)	149 937 ml
[P202.2]	Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux de collecte	Déléataire	73
[P252.2]	Nombre de points du réseau de collecte nécessitant des interventions fréquentes de curage pour 100 km de réseau	Déléataire	11,34 u/100 km
[P253.2]	Taux moyen de renouvellement des réseaux de collecte des eaux usées	Collectivité (2)	-
	Nombre de postes de relèvement	Déléataire	51
	Nombre d'usines de dépollution	Déléataire	0
COLLECTE DES EAUX USEES		PRODUCTEUR	VALEUR
	Nombre de désobstructions sur réseau	Déléataire	244
	Longueur de canalisation curée	Déléataire	21 848 ml

LES CLIENTS DU SERVICE ET LEUR CONSOMMATION		PRODUCTEUR	VALEUR
	Nombre de communes desservies	Délégataire	2
[D201.0]	Nombre d'habitants desservis total (estimation)	Collectivité (2)	24 627
	Nombre total d'abonnés (clients)	Délégataire	8 735
	- Nombre d'abonnés du service	Délégataire	8 735
	- Nombre d'autres services (réception d'effluent)	Délégataire	-
	Assiette totale de la redevance	Délégataire	1 827 434 m3
	- Assiette de la redevance des abonnés du service	Délégataire	1 827 434 m3
	- Assiette de la redevance « autres services » (réception d'effluent)	Délégataire	- m3
[D202.0]	Nombre d'autorisations de déversement	Collectivité (2)	-
QUALITE DU SERVICE A L'USAGER		PRODUCTEUR	VALEUR
[P251.1]	Taux de débordement des effluents dans les locaux des usagers	Délégataire	0,00 u/1000 habitants
[P258.1]	Taux de réclamations	Délégataire	0,00 u/1000 abonnés
[P257.0]	Taux d'impayés sur les factures d'eau de l'année précédente	Délégataire	0,29 %
[P207.0]	Abandons de créance et versements à un fonds de solidarité	Collectivité (2)	-
	- Nombre d'abandons de créance et versements à un fonds de solidarité	Collectivité (2)	-
	- Montant d'abandons de créance et versements à un fonds de solidarité	Collectivité (2)	13
LA SATISFACTION DES USAGERS ET L'ACCES A L'EAU		PRODUCTEUR	VALEUR
	Existence d'une mesure de satisfaction clientèle	Délégataire	-
	Taux de satisfaction globale par rapport au Service	Délégataire	92,40 %
	Existence d'une Commission consultative des Services Publics Locaux	Délégataire	Oui
	Existence d'une Commission Fonds Solidarité Logement	Délégataire	Oui
LES CERTIFICATS		PRODUCTEUR	VALEUR
	Obtention de la certification ISO 9001	Délégataire	Non
	Obtention de la certification ISO 14001 (usine)	Délégataire	0 usine(s)
	Obtention de la certification ISO 14001 (réseau)	Délégataire	Non
	Liaison du service à un laboratoire accrédité	Délégataire	-

(1) Le délégataire fournit dans le corps du rapport les informations en sa possession en fonction de la prise en compte dans son contrat de délégation de l'arrêté du 22 juin 2007

(2) Les éléments de calcul connus du délégataire sont fournis dans le corps du présent rapport

En rouge figurent les codes indicateurs exigibles seulement pour les rapports soumis à examen de la CCSP

1.4. Le prix du service public de l'eau

LA GOUVERNANCE

Le contrat précise les rôles et responsabilités de l'autorité publique et de l'opérateur, les obligations de résultats, les objectifs de performance à atteindre et le prix du service ainsi que son évolution sur la durée du contrat.

DU SERVICE : ROLES

ET RESPONSABILITES

DES ACTEURS

Dans ce cadre, la gouvernance du service public de l'eau repose sur deux parties prenantes clés :

- ◆ L'autorité organisatrice publique souveraine : la collectivité locale fixe le niveau d'ambition pour le service public, définit les objectifs de performance à atteindre et contrôle l'opérateur,
- ◆ L'opérateur : Veolia gère le service, respecte ses engagements contractuels et assure l'amélioration continue de la performance. Il rend compte à la collectivité et facilite sa mission de contrôle.

Veolia respecte la gouvernance mise en œuvre et veille à développer des outils et des pratiques permettant à chacun d'exercer pleinement son rôle.

LE PRIX DU SERVICE

A titre indicatif sur la commune de l'évolution du prix du service de l'assainissement (redevances comprises, mais hors eau) par m³ **[D102.0]** et pour 120 m³, au 1er janvier est la suivante :

Prix du service de l'assainissement collectif	Montant Au 01/01/2014	Montant Au 01/01/2015	N/N-1
Prix TTC du service au m3 pour 120 m3	1,73	1,73	0,00%

LA FACTURE 120 M³

En France, l'intégralité des coûts du service public est supportée par la facture d'eau. Cette dernière représente l'équivalent de la consommation d'eau d'une année pour un ménage de 4 personnes.

Facture concernant la commune de Lattes et de Pérols

	Qté	Euro				Variation
		01/01/2014		01/07/2014		%
		Prix Unitaire HT	Montant HT	Prix Unitaire HT	Montant HT	
Collecte et traitement des eaux usées						
Consommation						
Consommation (part Intercommunale) (m3)	120	0.6562	78.74	0.6562	78.74	0.00 %
Consommation Collecte (part distributeur) (m3)	120	0.3942	47.30	0.3942	47.30	0.00 %
Consommation Traitement (part distributeur) (m3)	120	0.3696	44.35	0.3696	44.35	0.00 %
TOTAL COLLECTE ET TRAITEMENT DES EAUX USEES			170.39		170.39	0.00 %
Organismes publics						
(taxes et redevances)						
Modernisation des réseaux de collecte (Agence de l'Eau)	120	0.1500	18.00	0.1500	18.00	0.00 %
TOTAL ORGANISMES PUBLICS			18.00		18.00	0.00 %
TOTAL HT de la Facture		en Euro	188.39		188.39	0.00 %
TOTAL TTC de la Facture		en Euro	207.23		207.23	0.00 %
		<i>Soit en Franc</i>	<i>1359.41</i>		<i>1359.41</i>	
Prix TTC du m3 hors abonnement		en Euro	1.73		1.73	0.00 %

1.5. Le Centre Languedoc-Roussillon

1.5.1. Vos INTERLOCUTEURS PRIVILEGES



Didier Benard
Directeur du Centre
Régional Languedoc-Roussillon

765 rue Henri Becquerel
CS 29045
34967 Montpellier Cedex 2

Vos interlocuteurs privilégiés :
des professionnels disponibles et proches de vous

Arnaud Lavalette
Directeur
de l'Exploitation



Serge Bourdon
Directeur
du Développement



Jean-François Lluch
Directeur Territorial
Pyrénées-Orientales



Gérard Lacombe
Directeur Territorial
Aude



Philippe Forey
Directeur du Service
Ouest-Hérault
et Eau potable
Montpellier Métropole



Stéphane Lefebvre
Directeur du Service
Est-Hérault
et Assainissement
Montpellier Métropole



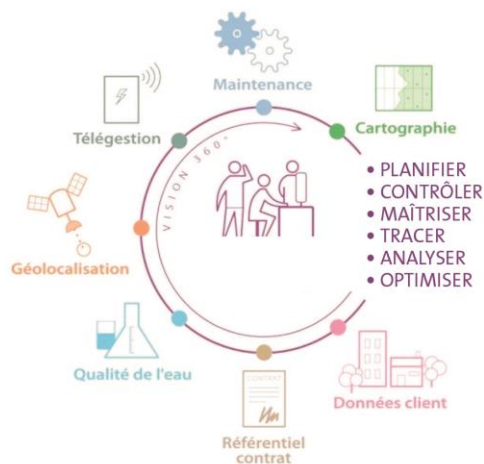
Renaud Orsucci
Directeur du Service
Cévennes-Lozère



Manuel Hernandez
Directeur du Service
Gard-Sud



1.5.2. LES SERVICES SUPPORT DE LA DIRECTION DES OPERATIONS



Charles-Henri Galmiche

Responsable Pivo

- Qualification et hiérarchisation des demandes d'intervention,
- Elaboration des feuilles de route des agents
- Optimisation de la planification des interventions

Nicolas Picard

Responsable du Service d'Aide à l'Exploitation

- Soutien technique à la performance d'exploitation des usines et des réseaux
- Assistance à la gestion dynamique du patrimoine,
- Contrôle qualité des Eaux
- Reporting technique

Sonia Eisenstaedt

Responsable Ingénierie - Bureau d'Études Techniques

- Expertise technique, process,
- Suivi des grands travaux
- Modélisation et diagnostic des réseaux

Luc Devèze

Responsable Qualité Environnement

- Gestion du système de management intégré
- Pilotage de l'ensemble des certifications
- Animation de la politique développement durable

Anthony Chauvin

Responsable Sécurité

- Déploiement de la politique sécurité et de son plan d'action
- Mise en place des formations sécurité
- Animation de la démarche sécurité au travail

Jean-Charles Brégeon

Responsable Méthodes

- Déploiement des méthodes auprès des exploitations
- Mise en place de nouveaux outils d'exploitation

1.6. Une organisation au service des usagers

TOUTE VOS

DEMARCHES

SANS VOUS

DEPLACER

Pour toutes les questions relatives aux abonnements contactez-nous du lundi au vendredi de 8h à 19h et le samedi de 9h à 12h.

Les abonnés peuvent également déposer directement leur relevé de consommation d'eau au **0 969 323 552** (services disponibles 24h/24, 365 jours par an).



Votre service client en ligne est accessible :

- 📍 www.service-client.veoliaeau.fr
- 📍 sur votre smartphone via nos applications Android et Apple



VOS URGENCES

Pour tout débordement, obstruction, incident ou fait anormal, touchant le réseau, un branchement, un poste de relèvement ou une usine de dépollution, nous intervenons jour et nuit.

7 JOURS SUR 7,

24H SUR 24





2.

LA PERFORMANCE ET
L'EFFICACITE OPERATIONNELLE A
VOTRE SERVICE

2.1. L'efficacité de la collecte et de la dépollution des eaux usées

Le niveau d'efficacité des services d'assainissement résulte de l'alliance de l'expertise des hommes et des femmes, du savoir-faire de Veolia et de l'existence d'une véritable démarche de management de la performance.

2.1.1. L'EFFICACITE DE LA COLLECTE

→ La maîtrise des entrants

La connaissance des raccordements domestiques et des déversements non domestiques dans le réseau de collecte, et leur surveillance étroite, sont indispensables à la bonne gestion de toute la filière en amont du système de traitement. En effet, elle est un des principaux moyens pour maîtriser les charges polluantes en entrée d'usine de dépollution, par temps sec comme en épisode pluvieux, et d'identifier les rejets accidentels.

→ L'avancement des politiques d'assainissement collectif est mesuré par le taux de desserte.

Le taux de desserte est le nombre d'abonnés (clients) desservis – au sens où le réseau existe devant l'immeuble - rapporté au nombre potentiel d'abonnés de la zone relevant de l'assainissement collectif (art. R 2224-6 du CGCT). Le nombre d'abonnés (clients) desservis ou abonnés sur le périmètre du service figure au tableau suivant, permettant à la collectivité de calculer ce taux.

	2013	2014	N/N-1
Nombre d'abonnés (clients) desservis sur le périmètre du service	8 687	8 735	0,6%

→ La conformité des branchements

Pour la commune de Lattes, sur les 103 branchements contrôlés, 25 apparaissent comme non-conformes. Pour la commune de Pérols, sur les 79 branchements contrôlés, 16 apparaissent comme non-conformes.

La liste des mises en conformité est détaillées dans le chapitre « la gestion du patrimoine ».

→ Le contrôle des établissements non domestiques

Les effluents non domestiques peuvent présenter des caractéristiques physico-chimiques particulières ne permettant pas un traitement similaire à celui effectué dans un système de collecte et de traitement collectif des eaux usées domestiques classiques.

L'impact de ces effluents, s'ils ne sont pas maîtrisés, peut être important sur le fonctionnement et la gestion du système d'assainissement collectif, mais aussi sur le milieu naturel.

Le renforcement de la maîtrise des rejets non domestiques dans les réseaux publics d'assainissement contribue à :

- ◆ améliorer le fonctionnement du système de collecte,
- ◆ renforcer la fiabilité des ouvrages et préserver le patrimoine de la Collectivité,

- ◆ garantir les performances du système de traitement,
- ◆ garantir la qualité des boues, et leur innocuité,
- ◆ respecter la réglementation.

→ **L'identification des rejets d'eaux usées d'origine non domestique**

Chaque année, un plan d'action est défini afin de cibler les établissements à contrôler en priorité dans l'année :

- ◆ A la demande de la Collectivité ou des industriels eux-mêmes : les services de l'Etat (DRIRE, ARS...) sont souvent à l'origine de la démarche des industriels,
- ◆ Après détection de substances pouvant nuire à la valorisation agricole des boues : l'identification des établissements pouvant être à l'origine de la pollution est réalisée.
- ◆ Après constats d'anomalies sur le réseau de collecte : plaintes d'usagers, opérations d'autocontrôle du réseau, contrôles de conformité des branchements,
- ◆ Sur la base des éléments de l'Agence de l'Eau tels que le type d'activité ou la consommation d'eau.

Le recueil des données tient compte de :

- ◆ La localisation à l'échelle de la Collectivité de l'ensemble des établissements déversant dans les réseaux des eaux usées autres que domestiques,
- ◆ L'évaluation des principaux apports - synthèse des données existantes (Etudes, autocontrôles, données Agence de l'Eau, consommations d'eau, ...),
- ◆ La définition des capacités et charges du système d'assainissement (Etudes dimensionnement, constatations d'exploitation, bilans de fonctionnement, ...),
- ◆ La caractérisation de la qualité des boues en métaux lourds, HAP et PCBs,
- ◆ L'établissement de la liste des établissements à risques.

Afin de s'adapter aux constatations de terrain, le plan d'action pourra être modifié en cours d'année à la demande de la Collectivité.

→ **Le bilan 2014 des Arrêtés d'Autorisation de Déversement (AAD) et des Conventions Spéciales de Déversement (CSD)**

Le tableau ci-dessous présente les arrêtés d'autorisation de déversement établis conformément au règlement du service avec les clients concernés :

CONTRAT	Communes	D.022 - Nombre d'autorisations de déversement d'effluents d'établissements industriels au réseau de collecte des EU (Arrêté en vigueur au 31 décembre 2014)	Autres industriels, dont l'AAD est en cours de notification
Lattes-Pérois	Lattes	ISDMND THOT	2

→ **La surveillance du réseau de collecte**

Les inspections télévisées des canalisations :

En 2014, ce sont 1 162,30 ml de réseaux d'assainissement des communes du contrat de de Lattes-Pérois qui ont fait l'objet d'opération d'inspection par passage caméra.

Ces opérations donnent lieu à un rapport transmis à la collectivité. Elles sont déclenchées pour répondre à une problématique d'exploitation des réseaux et permettent d'apporter des éléments des réponses à certains désordres constatés sur le terrain.

Ainsi, les tronçons inspectés en 2014 sont les suivants :

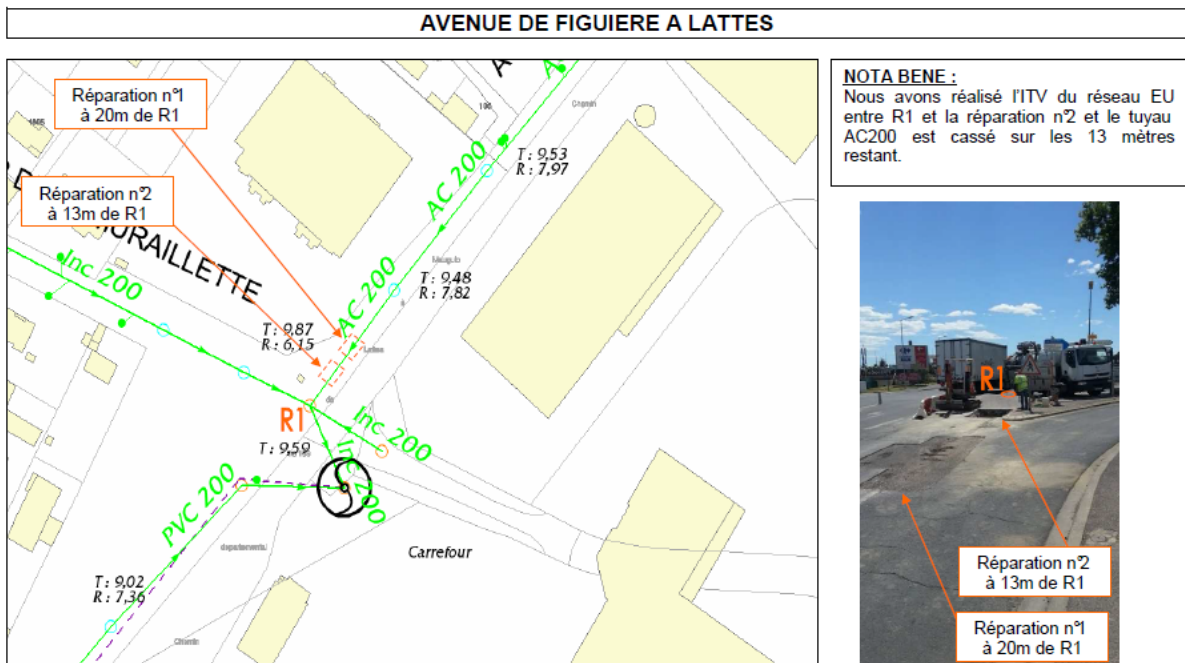
Date	Commune	Voie	Longueur inspectée en ml
08/01/2014	Pérols	Rue de Lorraine	32,80
27/02/2014	Lattes	Chemin de La Cereirede	202,80
03/03/2014	Lattes	Chemin de La 2 Eme Ecluse	114,70
10/04/2014	Pérols	Route de Lattes	61,90
28/10/2015	Lattes	Rue des Chasselas	642,20
17/11/2015	Lattes	Traverse des Robiniers	107,90

Les enquêtes réseaux :

A la demande de la collectivité, nous avons effectué tout au long de l'année, des contrôles branchements et contrôle raccordement au réseau de collecte. Comme pour les inspections télévisées, ces opérations donnent lieu à un rapport transmis à la collectivité



REGION MEDITERRANEE
CENTRE HERAULT
MERCREDI 14 MAI 2014
M. JOSSELYN DUBREUIL
Tél. : 04 67 20 74 04
Fax : 04 67 20 73 50



Veolia Eau - Compagnie Générale des Eaux
52 Rue d'Anjou - 75304 Paris Cedex 08
S.C.A. au capital de 2 207 287 340 euros
572 025 526 RCS Paris
Tél. : +33 (0)1 49 24 49 24
www.veoliaeau.com

Centre Hérault
765 Rue Henri Bequerel
CS 39030
34965 Montpellier Cedex 2
Tél. : +33 (0)4 67 20 74 38 - Fax : +33 (0)4 67 20 73 50

Exemple rapport

→ **La maîtrise des transferts et des déversements vers le milieu naturel**

Les déversoirs d'orage et les « trop plein » des postes de relèvement permettent de maîtriser les déversements d'effluents au milieu naturel par les réseaux unitaires en temps de pluie.

Il existe 9 trop pleins sur les postes de refoulement. Il s'agit des sites suivant :

- PR de l'Europe
- PR Le Mas
- PR du Pontil
- PR de la Maison de la Nature
- PR de Maurin
- PR Mas de Figuières
- PR Parc des expositions
- PR Faïsses
- PR Fenouillet

Le poste de refoulement de Mère Coste possède une pompe de délestage à déclenchement manuel qui rejette dans la roubine en face du poste.

Ouvrage équipé de débitmétrie	Volume déversé 2014
PR Le Pontil	105 276 m ³
PR Maurin	15 714 m ³
PR Europe	0 m ³
PR Mas de Figuières	3 185 m ³
PR Faïsses	8 687 m ³
PR Fenouillet Pérols	7 140 m ³

Les PR de Pérols ont déversé durant l'épisode pluvieux exceptionnel de septembre, alors que les PR de Lattes ont déversé lors de l'ensemble des épisodes pluvieux de septembre à décembre, et particulièrement en décembre lorsque le niveau des nappes a monté.

Parmi les 9 points de déversement précédents, 6 sont équipés d'une mesure du volume déversé et sont intégrés dans le schéma d'autosurveillance du réseau. Il s'agit des postes de refoulement suivants :

- PR de l'Europe
- PR du Pontil
- PR de Maurin
- PR Mas de Figuières
- PR Faïsses
- PR Fenouillet

Un rapport mensuel qui détaille et analyse les données d'autosurveillance, ainsi qu'un récapitulatif annuel, est transmis à la collectivité.

En 2014, il y a eu un déversement accidentel de 5 m³ au milieu naturel sur le PR Mas de Figuières le 18 mars lors du chantier de renouvellement complet de l'hydraulique du poste.

La connaissance fine de ces points de rejet et l'évaluation de la pollution rejetée sont nécessaires pour maîtriser l'impact environnemental du réseau d'assainissement. L'indicateur « Indice de connaissance des rejets au milieu naturel par les réseaux de collecte des eaux usées » **[P255.3]** (voir définition dans le glossaire en annexe du présent document) permet de mesurer l'avancement de cette politique.

Cet indicateur est à établir par la Collectivité.

→ *Le curage*

Le plan de curage préventif et son suivi

Interventions de curage préventif	2013	2014	N/N-1
Longueur de canalisation curée (ml)	38 933	21 848	-43,9%

	Lattes	Pérois
Longueur de canalisation curée (ml)	13 474	8 874

En accord avec la direction de l'eau et de l'assainissement de la communauté d'agglomération de Montpellier, les objectifs de performance concernant le curage préventif, sont calculés sur l'ensemble du territoire des contrats de Veolia Eau.



En 2014, les équipes de Veolia Eau ont réalisé 21 848 ml de curages préventifs, ce qui représente 13,93% du linéaire total connu au 31 décembre 2014.

Le détail des 21 848 ml de réseau curés en 2014 est précisé en annexe.

Les désobstructions

Interventions curatives	2013	2014	N/N-1
Nombre de désobstructions sur réseau	160	244	52,5%
sur branchements	-	132	-
sur canalisations	-	112	-
Longueur de canalisation curée dans le cadre d'une opération de désobstruction (ml)	420	536	27,6%

Nombre de désobstructions sur réseau	Lattes	Pérois
sur branchements	78	54
sur canalisations	62	50

En 2014 le taux de curage curatif sur branchements et canalisations est de **27,93 / 1000 abonnés**.

Concernant le réseau de collecte, le nombre de points du réseau nécessitant des interventions fréquentes de curage **[P252.2]** permet d'évaluer l'état d'exploitation et d'identifier les défauts structurels et les améliorations prioritaires à apporter.

	2013	2014	N/N-1
Nombre de points du réseau nécessitant des interventions fréquentes de curage, par 100 km	6,01	11,34	88,7%
Nombre de points concernés sur le réseau	9	17	88,9%
Longueur du réseau de collecte des eaux usées hors branchements (ml)	149 639	149 937	0,2%

→ Les points noirs

Suite aux interventions de désobstruction, 8 points noirs, ont été mis en évidence sur la commune de Lattes et 9 points noirs sur la commune de Pérois :

Communes	Voies	Nombres Interventions
LATTES	RUE DU FORUM	3
LATTES	ALLÉS DES PLATANES	3
LATTES	RUE DES CYPRES	4
LATTES	RUE DES PRUNUS	2
LATTES	RUE DES ROBINIERS	2
LATTES	RUE DU PETIT TINAL	2
LATTES	RUE LE SORIECH	3
LATTES	RUE NEOPOLIS	2
PEROLS	AVENUE DE MONTPELLIER	6
PEROLS	AVENUE MARCEL PAGNOL	2
PEROLS	GRANDE RUE	2
PEROLS	PORT DE CARENNE	2
PEROLS	RUE BLAISE PASCAL	2
PEROLS	RUE CANTAGRILL	2

PEROLS	RUE DE LA RÉSISTANCE	2
PEROLS	RUE DES COMÈTES	2
PEROLS	RUE DU VIEUX CHENE	4



3.

LE PATRIMOINE DE
VOTRE SERVICE

3.1. L'inventaire des biens du service

L'inventaire des équipements et installations qui constituent le patrimoine du service, permet d'en connaître l'état et d'en suivre l'évolution. Il distingue :

- ◆ les biens financés par la Collectivité et mis à la disposition du délégataire au début et en cours du contrat,
- ◆ les biens financés par le délégataire dans le cadre du contrat en précisant s'il s'agit de biens de retour ou de biens de reprise.

L'inventaire englobe les canalisations, les branchements, le matériel électromécanique et le génie civil. Il comporte également, dans la mesure du possible, une description sommaire.

Le patrimoine de la collectivité, géré dans le cadre du service de l'assainissement est composé :

- ◆ des usines d'épuration
- ◆ des postes de relèvement
- ◆ des réseaux de collecte
- ◆ des équipements du réseau
- ◆ des branchements

→ *Les installations et ouvrages de collecte*

Poste de relèvement / refoulement	Type	Débit des pompes (m3/h)	Qualification
PR CABANES DE PEROLS	Refoulement	27m3/h	Bien de Retour
PR CARREFOUR	Refoulement	36m3/h	Bien de Retour
PR CLOS LAGARDE	Refoulement	20m3/h	Bien de Retour
PR CLOS MEJEAN	Refoulement	48m3/h	Bien de Retour
PR DE L'EUROPE	Refoulement	120m3/h	Bien de Retour
PR DOMAINE DE BOIRARGUES	Refoulement	37m3/h	Bien de Retour
PR DU MAS	Refoulement	72m3/h	Bien de Retour
PR ESTAGNOL	Refoulement	48m3/h	Bien de Retour
PR ETOILE DE MER	Refoulement	14m3/h	Bien de Retour
PR FAÏSSES	Refoulement	595m3/h	Bien de Retour
PR FENOUILLET PEROLS	Relèvement	750m3/h	Bien de Retour
PR GRAMENET	Refoulement	48m3/h	Bien de Retour
PR ICV	Refoulement	48m3/h	Bien de Retour
PR IMPASSE DE LA GUETTE	Refoulement	10m3/h	Bien de Retour
PR LA CALADE	Refoulement	48m3/h	Bien de Retour
PR LA VASQUE	Refoulement	17m3/h	Bien de Retour
PR LAC DES REVES	Refoulement	27m3/h	Bien de Retour
PR LANTISSARGUES	Refoulement	65m3/h	Bien de Retour
PR LE FENOUILLET	Refoulement	48m3/h	Bien de Retour
PR LE PONTIL	Refoulement	80m3/h	Bien de Retour
PR LES AIGRETTES	Refoulement	48m3/h	Bien de Retour

PR LES MARESTELLES	Refoulement	50m3/h	Bien de Retour
PR LES TREILLES	Refoulement	48m3/h	Bien de Retour
PR MAISON DE LA NATURE	Refoulement	65m3/h	Bien de Retour
PR MAS DE FIGUIERES	Refoulement	210m3/h	Bien de Retour
PR MAS DE JAUMES	Refoulement	33m3/h	Bien de Retour
PR MAS DE MERLE	Refoulement	48m3/h	Bien de Retour
PR MAURIN	Refoulement	130m3/h	Bien de Retour
PR MERE COSTE	Refoulement	60m3/h	Bien de Retour
PR MONTOUZERES	Refoulement	27m3/h	Bien de Retour
PR OCCITANIE	Refoulement	34m3/h	Bien de Retour
PR PARC DES EXPOSITIONS	Refoulement	100m3/h	Bien de Retour
PR PORT ARIANE 1	Refoulement	60m3/h	Bien de Retour
PR PORT ARIANE 2	Refoulement	180m3/h	Bien de Retour
PR PORTES DE L'OR	Refoulement	14m3/h	Bien de Retour
PR PROVIBAT	Refoulement	12m3/h	Bien de Retour
PR PUECH RADIER	Refoulement	25m3/h	Bien de Retour
PR REGANOUS	Refoulement	60m3/h	Bien de Retour
PR ROUTE DE LATTES	Refoulement	47m3/h	Bien de Retour
PR RUE DE L'ETANG	Refoulement	42m3/h	Bien de Retour
PR SAINT MARTIAL BOIRARGUES	Refoulement	5m3/h	Bien de Retour
PR SORIECH	Refoulement	14m3/h	Bien de Retour
PR TABARLY PEROLS	Refoulement	25m3/h	Bien de Retour
PR ZAC COMMANDEURS	Refoulement	65m3/h	Bien de Retour
PR ZAC MEDITERRANEE	Refoulement	67m3/h	Bien de Retour
PR 2e ECLUSE	Refoulement	10m3/h	Bien de Retour

Autres installations	Qualification
DO1 COLLEGE MISTRAL PEROLS	
DO2 RUE COMETE PEROLS	
DO3 RUE COSTE BELLONTE	
DO4 RUE DU VIEUX CHENE PEROLS	
DO5 RUE DU PRADAS	

→ **Les réseaux de collecte**

Canalisations		Qualification
Canalisations gravitaires (ml)	132 576	Bien de retour
dont eaux usées (séparatif)	132 576	Bien de retour
Canalisations de refoulement (ml)	17 361	Bien de retour
dont eaux usées (séparatif)	17 361	Bien de retour

→ *Les branchements en domaine public*

Branchements		Qualification
Nombre de branchements eaux usées séparatifs ou unitaires	7 179	Bien de retour
dont branchements eaux usées séparatifs ou unitaires Lattes	3 837	Bien de retour
dont branchements eaux usées séparatifs ou unitaires Pérols	3 342	Bien de retour

3.2. La gestion du patrimoine



La réalité du quotidien de l'exploitation consiste en un ensemble d'actions complexes et coordonnées pour garantir le fonctionnement 24h/24 du service et apporter aux clients une qualité de service irréprochable.

A ce titre deux types d'interventions sont mis en œuvre :

- des opérations programmées d'entretien, maintenance, réparation ou renouvellement, définies grâce à des outils d'exploitation, analysant notamment les risques de défaillance,
- des interventions non-programmées (urgences ou crises) qui nécessitent une réactivité maximale de ses équipes et qui, avec l'aide de procédures d'intervention parfaitement décrites et expérimentées, permettent en particulier que les interruptions du service restent l'exception.

La réalisation de ces interventions peut conduire à faire appel à des moyens mutualisés et aux équipes régionales et nationales d'experts.

De nouveaux outils informatiques de maintenance des installations (GAMA) et de gestion des interventions (PICRU) ont été déployés et viennent en appui des équipes locales pour optimiser les programmes d'intervention.



PivO, ou la gestion centralisée des interventions

La cellule Méthodes et Planification PivO assure le pilotage centralisé de toutes les interventions de nos techniciens, qu'elles soient programmées ou imprévues, qu'il s'agisse de la maintenance d'un équipement, d'une intervention sur le branchement d'un abonné, ou de la maîtrise d'un déversement d'eaux usées.

Connectée aux différents systèmes d'information, la cellule PivO dispose d'une vision à 360° de l'exploitation, ainsi que des demandes et besoins d'interventions.

3.2.1. LA MAINTENANCE DU PATRIMOINE EXISTANT

Pour maintenir en valeur ce patrimoine dans la durée, il est nécessaire d'avoir une connaissance précise du tracé du réseau, des éléments qui le constituent, de son fonctionnement hydraulique, des événements d'exploitation ou encore de son vieillissement. Cette capitalisation des informations permet d'intervenir efficacement au quotidien et de construire une stratégie optimisée de l'exploitation et du renouvellement.

→ Installations

L'exploitation des ouvrages comprend notamment l'entretien électromécanique, la réalisation des contrôles annuels du matériel d'autosurveillance, ainsi que le nettoyage des ouvrages.

Interventions de curage 2014 sur postes de relèvement / refoulement :

Poste de relèvement / refoulement	Curage 2014
PR CABANES DE PEROLS	1
PR CARREFOUR	1
PR CLOS LAGARDE	1

PR CLOS MEJEAN	4
PR DE L'EUROPE	5
PR DOMAINE DE BOIRARGUES	1
PR DU MAS	1
PR ESTAGNOL	1
PR ETOILE DE MER	2
PR FAÏSSES	1
PR FENOUILLET PEROLS	0
PR GRAMENET	1
PR ICV	1
PR IMPASSE DE LA GUETTE	0
PR LA CALADE	2
PR LA VASQUE	3
PR LAC DES REVES	2
PR LANTISSARGUES	1
PR LE FENOUILLET	2
PR LE PONTIL	3
PR LES AIGRETTES	1
PR LES MARESTELLES	0
PR LES TREILLES	1
PR MAISON DE LA NATURE	0
PR MAS DE FIGUIERES	2
PR MAS DE JAUMES	1
PR MAURIN	2
PR MERE COSTE	2
PR MONTOUZERES	1
PR OCCITANIE	0
PR PARC DES EXPOSITIONS	0
PR PORT ARIANE 1	2
PR PORT ARIANE 2	2
PR PORTES DE L'OR	0
PR PROVIBAT	0
PR PUECH RADIER	0
PR REGANOUS	1
PR ROUTE DE LATTES	0
PR RUE DE L'ETANG	0
PR SAINT MARTIAL BOIRARGUES	1
PR SORIECH	0
PR TABARLY PEROLS	0
PR ZAC COMMANDEURS	1
PR ZAC MEDITERRANEE	0
PR 2e ECLUSE	1

→ Réseaux et branchements

Commune de Lattes

Date	Désignation Chantier	Adresse	Unité	DN	Linéaire
14/02/2014	Scellement tampon fonte de regard de branchement	8 impasse des pluviers	1	40*40	
25/02/2014	Obturation branchement	chemin st hubert et chemin de la deuxième écluse	3	160	
27/03/2014	Obturation branchement	chemin de la ceiréréde	4	160	
12/05/2014	Réparation collecteur	avenue de figuières	2	200	3,3
12/05/2014	Réparation collecteur	avenue de figuières	2	200	5,5
16/05/2014	Scellement tampon fonte de regard de branchement	2-3-5 rue des palmiers	3	40*40	
30/06/2014	Scellement tampon fonte de regard de branchement	avenue de figuières	1	40*40	
26/08/2014	Réparation collecteur	campin floreal - chemin de la 1ere écluse	1	200	2
22/09/2014	Scellement tampon fonte de regard de branchement	rue de soriech - mas de gouran	2	40*40	
21/10/2014	Scellement tampon fonte de regard de branchement	chemin de la seconde écluse	1	40*40	
17/12/2014	Obturation branchement	chemin de la cereirede	1	160	

Commune de Pérols

Date	Désignation Chantier	Adresse	Unité	DN	Linéaire
10/01/2014	Renouvellement tampon fonte de regard de branchement	rue Lamartine	2	30*50	
20/01/2014	Réparation collecteur	rue du vieux chêne	1	200	10
12/02/2014	Renouvellement tampon fonte de regard de visite	rd132 - route de lattes	1	1000	
17/02/2014	Réparation collecteur	3 Rue de la Lorraine	1		
30/07/2014	Scellement tampon fonte de regard de branchement	5 rue de l'étang de l'or	1	40*40	
22/09/2014	Renouvellement tampon fonte de regard de branchement	place carnot	3	50*50	
10/10/2014	Renouvellement tampon fonte de regard de visite	20 rue pont de gaze	1	800	
21/10/2014	Renouvellement tampon fonte de regard de visite	15 rue de la Camargue	1	800	



3 Rue de la lorraine – Pérols

Rue du vieux chêne - Pérols

Le 20 Janvier 2014 après midi, nous recevons un mail de la part des services techniques de la ville de Pérols, nous signalant un engorgement collecteur au niveau de la rue du vieux chêne.

Après une tentative de désobstruction des agents de VEOLIA eau constate qu'il s'agit d'une casse de la canalisation. Pour éviter tout déversement, nous décidons de stopper le poste de relèvement dit Lac des rêves (P.R) et intervenons avec une équipe travaux afin de réparer.

Le lundi 20 Janvier en fin d'après-midi, après un arrêt du P.R, une équipe travaux commence à terrasser au droit de la canalisation. La nuit tombant, nous plaçons de façon provisoire un bout de tuyaux en PVC 200 mm afin de rendre l'hydraulicité du réseau, balisons le chantier et reportons l'intervention au lendemain. Les photos ci-dessous sont prises le mardi 21 janvier à 08h00.

Le mardi 21 janvier, nous arrêtons une fois de plus le P.R., mettons volontairement le réseau en charge afin de pouvoir intervenir toute la journée et continuons à terrasser afin de pouvoir se raccorder sur une partie de canalisation saine.



Cependant, Le terrassement laisse apparaître une canalisation totalement désagrégée.

En effet, sur site nous trouvons une conduite en fonte DN200mm, avec la génératrice supérieure totalement désagrégée par l'H2S. Après 8 ml de terrassement, nous décidons de stopper l'avancée et de renouveler ce petit tronçon par du PVC DN200mm (voir photo).



Pour assurer le bon fonctionnement du réseau, la collectivité a fait renouveler 40 ml de ce même collecteur.



3.2.2. LES RENOUVELLEMENTS REALISES

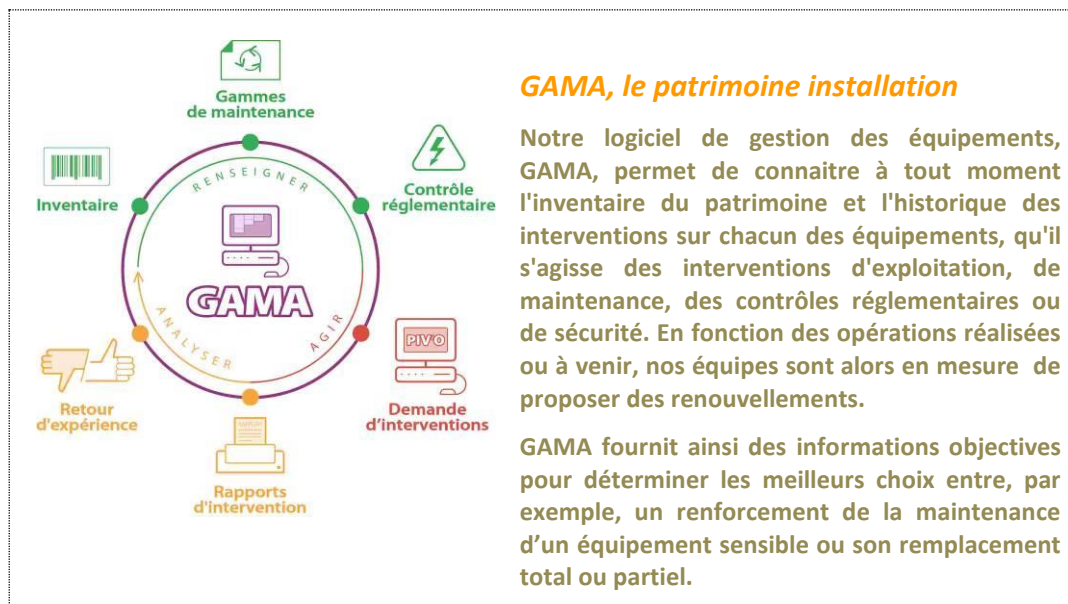
Le renouvellement des installations techniques du service est un aspect important de l'exploitation d'un service d'eau ou d'assainissement : il conditionne l'avenir de court et long termes du service et, sur un cycle de vie complet des installations, représente près de 10 % des coûts. A court terme, les actions d'exploitation permettent de maintenir ou d'améliorer la performance technique des installations. A long terme, elles deviennent insuffisantes pour compenser leur vieillissement, et il faut envisager leur remplacement, en cohérence avec les niveaux de service fixés par la collectivité.

Le renouvellement peut concerner les installations (usines...) ainsi que les équipements de réseau. Il peut correspondre au remplacement à l'identique (ou à caractéristiques identiques compte tenu des évolutions technologiques) complet ou partiel d'un équipement, ou d'un certain nombre d'articles d'un lot (ex : compteurs).

Le renouvellement peut être assuré soit dans le cadre d'un Programme Contractuel, d'une Garantie de Continuité de Service ou d'un Compte de renouvellement. Le suivi des renouvellements à faire et réalisés chaque année est enregistré dans une application informatique dédiée.

De façon générale, la sélection des équipements se base sur l'expérience des hommes de terrain, des experts métier, des équipes support, avec l'appui de plateformes de tests et de programmes de R&D, visant à retenir le meilleur rapport qualité/fiabilité/coût/durée de vie.

Le développement d'outils avancés de gestion du patrimoine a permis la gestion de plus de 2000 installations de dépollution, des 70.000 km de réseaux d'assainissement et des équipements associés. Si nécessaire, des outils de modélisation peuvent être utilisés pour dimensionner très précisément les installations lors de leur remplacement.





Le SIG, le patrimoine réseau

Notre Système d'Information Géographique permet de connaître à tout moment le patrimoine réseau et ses caractéristiques. Des éditions de plans et des extractions de données contribuent à évaluer l'état du réseau et décider des renouvellements à réaliser si besoin.

Le SIG rassemble les données techniques et d'exploitation nécessaires à la modélisation du fonctionnement du réseau. Il fournit aussi les informations utiles à l'établissement des plans prévisionnels de renouvellement des canalisations et des branchements.

→ Installations et ouvrages de collecte

Le tableau ci-dessous présente l'ensemble des équipements renouvelés ou rénovés en 2014 :

Commune de LATTES	EQUIPEMENT
PR Pontil	Pompe 2
PR Europe	Agitateur
PR Europe	Hydraulique
PR Europe	Débitmètre
PR Mère Coste	Pompe 1
PR Port Ariane 2	Débitmètre
PR Domaine de Boirargues	Armoire électrique
PR Reganous	Canalisation / tuyauterie
PR Calade	Pompe 2
PR Lantissargues	Armoire électrique
PR ICV	Pompe 1
PR ICV	Hydraulique
PR Montouzères	Canalisation / Tuyauterie
PR ZAC Commandeurs	Armoire électrique
PR Gramenet	Pompe 1
PR 2 ^e écluse	Pompe 1

Commune de PEROLS	EQUIPEMENT
PR Occitanie	Canalisation / tuyauterie – hydraulique
PR Mas de Figuières	Canalisation / tuyauterie – hydraulique
PR Cabanes de Pérols	Pompe 1
PR Clos Lagarde	Pompe 2
PR Clos Lagarde	Vannes / Clapets
PR Lac des rêves	Pompe 2
PR Lac des rêves	Vannes / Clapets
PR Zac Méditerranée	Vannes / clapets

PR Porte de l'or	Pompe 2
PR Tabarly	Pompe 1
PR Route de Lattes	Pompe 1
PR Route de Lattes	Vannes / clapets

→ **Réseaux et branchements**

En 2014, Veolia Eau a réalisé 30 opérations de renouvellement ayant pour but direct de répondre aux problématiques d'exploitation.

Le détail de ces opérations est porté dans les tableaux suivants :

Commune de Lattes

Date	Désignation Chantier	Adresse	Unité	DN	Linéaire
12/02/2014	Création regard de branchement	31 Rue des Arbousiers	1	315	
22/04/2014	Création regard de branchement	160 avenue de la méditerranée	1	315	
12/12/2014	Création regard de branchement	Traverse des Robiniers	17	315	
06/01/2014	Renouvellement branchement	1565 avenue de Boirargues	1	160	21
13/01/2014	Renouvellement branchement	10 Rue Francis Poulenc	1	160	2,5
16/10/2014	Renouvellement branchement	14 rue du trident	1	125	19
07/03/2014	Renouvellement regard de branchement	9 ter chemin du prévost	1	315	
27/03/2014	Renouvellement regard de branchement	52 rue des muscadels	1	315	
01/04/2014	Renouvellement regard de branchement	6 rue des thuyas	1	315	
18/06/2014	Renouvellement regard de branchement	36 et 38 rue Francis Poulenc	2	315	

Commune de Pérols

Date	Désignation Chantier	Adresse	Unité	DN	Linéaire
25/06/2014	Création regard de branchement	14 rue de la gaze	1	315	
07/03/2014	Renouvellement branchement	5 rue des hirondelles	1	125	
15/01/2014	Renouvellement regard de branchement	14 Avenue de Montpellier	1	315	

3.2.3. LES TRAVAUX NEUFS REALISES

→ Réseaux et branchements

Canalisations	2013	2014	N/N-1
Longueur totale du réseau (km)	149,6	149,9	0,2%
Canalisations gravitaires (ml)	131 933	132 576	0,5%
<i>dont eaux usées (séparatif)</i>	131 933	132 576	0,5%
Canalisations de refoulement (ml)	17 706	17 361	-1,9%
<i>dont eaux usées (séparatif)</i>	17 706	17 361	-1,9%
Branchements	2013	2014	N/N-1
Nombre de branchements eaux usées séparatifs ou unitaires	7 150	7 179	0,4%

Les principales opérations réalisées par le délégataire figurent au tableau suivant :

En 2014, Veolia Eau a réalisé 17 branchements neufs sur la commune de Lattes, dont le détail est présenté ci-dessous :

Adresse des travaux	Nombre de branchement	DN (en mm)
LES SERRES AV DE MAGUELONE	1	200
RUE DES FLAMANTS ROSE ARENE	1	160
RUE CITE ST JACQUES	1	160
LOT LE GRAND JARDIN RD 189 ROUTE DE BOIRARGUES	1	200
296 RUE DES FLEURS	1	160
REPRESENTE PAR MR VAILLAT GERARD	1	160
ZAC DES CONSTELLATIONS 46 RUE HIMALIA	1	160
19 RUE DES AMANDIERS	1	200
328 RUE DU MISTRAL	1	160
RUE ST MARTIAL	1	160
CHEMIN DE SORIECH	1	160
CHEMIN DE SORIECH	1	100
AVENUE DE MONTOUZERES	1	160
CHEMIN DU FLOREAL PARCELLE BX14	1	160
1292 AVENUE DES PLATANES	1	200
1292 AVENUE DES PLATANES	1	200
588 (580) CHEMIN DE LA BASCULE	1	160

En 2014, Veolia Eau a réalisé 12 branchements neufs sur la commune de Pérols, dont le détail est présenté ci-dessous :

Adresse des travaux	Nombre de branchement	DN (en mm)
DE LA MOULENAGUE	1	160
8TER ROUTE DE LATTES	1	160
AVENUE DES LEVADES	1	160
RUE DES LIBELLULES	1	160
RUE DES LIBELLULES	1	160
16 RUE DU VIEUX CHÊNE	1	160
11 RUE CLEMENT ADER	1	160
21A RUE PIERRE MARIE CURIE	1	160
8 RUE KLEBER	1	160
RUE DES GABIANS	1	160
990 AV MARCEL PAGNOL	1	160
1 BAUDIN	1	160

3.3. Les recommandations de Veolia sur les évolutions à prévoir

L'expertise développée par Veolia permet soit d'apporter les conseils à la Collectivité utiles à l'établissement de ses priorités patrimoniales, soit d'optimiser le renouvellement dont elle a la charge dans une perspective de gestion durable du service.

La Collectivité pourra être conseillée afin d'avoir une vision d'ensemble sur le patrimoine et ainsi les évolutions à apporter pour une bonne adaptation du service public de l'eau.

→ *Insuffisances et propositions d'amélioration*

Insuffisances constatées sur le réseau de collecte et nos propositions d'amélioration :

LATTES : Passage de la Lironde (Zone du Soriech).

Le passage en siphon de la Lironde joue malgré lui un rôle de piège à graisse (eaux usées en provenance de Boirargues). Ces ouvrages demandent donc un entretien régulier qui ne peut être réalisé faute d'accès suffisant pour les camions hydrocureurs. Un aménagement des accès aux regards amont-aval du passage de la Lironde est donc à prévoir.

Passage de Lironde



PEROLS : Rue de la comète – Rue de l'Estelle – Rue de la Constellation. Les canalisations de ce quartier possèdent une forte réactivité par temps de pluie, et restent donc en charge. De nombreuses contre pentes sont présentes. Diagnostic complet à faire.

PEROLS : Grand Rue. Réseau plat, peu de pente – à reprendre

LATTES : Rue Francis Poulenc. Le collecteur présente un important flash sur plus de 50 ml. Ce collecteur est un point noir du réseau.

Rue Francis Poulenc



Insuffisances constatées sur les ouvrages et nos propositions d'amélioration :

POSTES DE REFOULEMENT	COMMUNE DE LATTES		
	LOCALISATION	ETAT	ACTIONS
PR de MERE COSTE	Hydraulique	> Absence de débitmètre sur le refoulement de la pompe de délestage permettant de comptabiliser avec précision les volumes délestés	> prévoir la mise en place d'un débitmètre
	Clôture / Trappes	> Absence de clôture	> Installer une clôture
PR ARIANE 2	Hydraulique	> Soupape de sécurité : celle-ci n'est pas équipée d'une vanne d'isolement. Bien que prévue initialement dans le cadre des travaux, celle-ci n'a pas été posée. Il a été convenu de laisser l'installation telle quelle d'un point de vue « technique » (emprise insuffisante dans le regard). Cependant, il est à noter que si nous devons intervenir sur cette soupape nous serions dans l'obligation de fermer le refoulement au niveau de la cheminée d'équilibre pour la partie aval.	
PR CARREFOUR	Clôture / Trappes	> Absence de clôture	> Installer une clôture
	Cuve	> Le béton du poste est fortement corrodé par l' H ₂ S	> Réfection de la structure intérieure du poste à prévoir
PR ARIANE 1	Clôture / Trappes	> Absence de clôture	> Installer une clôture
PR du FENOUILLET	Clôture / Trappes	> Absence de clôture	> Installer une clôture
PR des MARESTELLES	Hydraulique	> Problème de surcharge hydraulique constaté lors des épisodes pluvieux	> Réhabilitation des réseaux amont
	Cuve	> Absence de canalisation de trop-plein, les débordements éventuels se font chez les usagers du Plan des Volubilis	> Etude pour la réalisation d'une canalisation de trop-plein
PR du REGANOUS	Clôture / Trappes	> Absence de clôture	> Installer une clôture
		> Accès dangereux (double voie à proximité)	> Création d'une aire de stationnement sécurisée
	Cuve	> Le béton du poste est fortement corrodé à cause du H ₂ S	> réhabilitation à prévoir

PR du SORIECH	Clôture / Trappes	> Absence de clôture : problème de stationnement de l'hydrocureuse (véhicules appartenant au garage situé à proximité mal garés empêchant l'entretien)	> Installer une clôture
PR de ST MARTIAL	Clôture / Trappes	> Absence de clôture	> Installer une clôture
PR de la ZAC des COMMANDEURS	Clôture / Trappes	> Absence de clôture : Circulation fréquente d'adolescents sur les capots compte tenu de la proximité avec le lycée et les grands magasins.	> Déplacement à étudier
		> Stationnement lors de l'entretien gênant .circulation du fait de sa situation sur un îlot central	
PR de l'ESTAGNOL	Clôture / Trappes	> Accès impossible par temps de pluie : le chemin d'accès traverse une vigne en terre	> Aménagement d'un chemin empruntable par tous les temps
PR ZAC MEDITERRANEE	Accès	> Difficulté d'accès à cause d'une présence d'encolement	> Aménagement de l'accès à modifier
PR MAS DE FIGUIERES	Accès	> Difficulté d'accès à cause d'une présence d'encolement	> Aménagement de l'accès à modifier
PR CABANES DE PEROLS	Clôture / Trappes	> Accès dangereux	> Déplacement à étudier ou définition d'une aire d'intervention
PR RUE DE L'ETANG	Télégestion	> Pas de poste de télétransmission installé comme prévu dans l'inventaire	> Faire installer un poste de télétransmission

PR Carrefour : sécurisation du site. Le poste de refoulement du PR Carrefour présente des risques importants en terme sécurité pour les tiers et pour les intervenants sur site. Cela est renforcé par la présence d'un stockage de nitrate de calcium. Des travaux de déplacement des cuves de nitrate de calcium, financés par la collectivité, ont débuté en fin d'année.

3.4. Les indicateurs de suivi du patrimoine

Branchements, réseaux, postes de relèvement, usines de dépollution, installations de traitement des boues, bâtiments..., constituent un patrimoine physique et financier considérable pour la Collectivité.

Dans le cadre d'une responsabilité partagée – selon le cadre défini par le contrat - une démarche de gestion durable et optimisée de ce patrimoine est mise en œuvre afin de garantir le maintien en bon état des ouvrages et le bon fonctionnement des équipements.

La mise à jour de l'intégralité des données patrimoniales du service est réalisée grâce à des outils de connaissance du patrimoine et d'un système d'information géographique. L'analyse de ces données permet d'apporter à la collectivité une connaissance détaillée de son patrimoine et de son état. Veolia est à même de procéder au bon moment aux arbitrages entre réparation et renouvellement, et de proposer à la Collectivité, pour les opérations à sa charge, les éléments justifiant les priorités en matière de travaux d'investissement et de renouvellement.

3.4.1. INDICE DE CONNAISSANCE ET DE GESTION PATRIMONIALE DES RESEAUX ET SYNTHÈSE DES OPERATIONS REALISEES [P202.2]

La loi de Grenelle 2 s'inscrit dans le plan national d'adaptation au changement climatique de 2011.

Rappels des obligations réglementaires issues de la loi Grenelle 2

Le décret du 27 janvier 2012 (« limitation des pertes en eau sur les réseaux ») précise qu'à l'échéance initiale du 31 décembre 2013, les collectivités doivent avoir établi un descriptif détaillé des réseaux d'eau et d'assainissement.

L'article 36 de la loi de finances rectificative du 29 décembre 2014 reporte au 31 décembre 2014 (et non plus au 31 décembre 2013) l'échéance à laquelle les collectivités doivent avoir établi le descriptif détaillé de leurs réseaux et précise les conditions à satisfaire par le service pour que, le cas échéant, évite le doublement de la redevance prévu au décret du 27 janvier 2012.

L'arrêté du 2 décembre 2013 (JO du 19 décembre 2013) assure l'articulation entre l'obligation de réaliser un descriptif détaillé introduite par le décret du 27 janvier 2012 et l'arrêté du 2 mai 2007 sur le Rapport sur le Prix et la Qualité du Service à travers un nouveau barème sur 120 points de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux (précédent barème sur 100 points). Pour s'assurer que le service dispose du descriptif détaillé, l'indice devra atteindre un total de 40 points sur les 45 premiers points accessibles.

Indice de connaissance et de gestion patrimoniale

Calculée sur le barème de 120 points, la valeur de cet indice P202.2 pour l'année 2014 est de :

Gestion patrimoine - Niveau de la politique patrimoniale du réseau	2013	2014
Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux	73	73

Gestion patrimoine - Niveau de la politique patrimoniale du réseau	Valeur si pas de seuil	Valeur officielle
ICGPR Existence d'un plan des réseaux	10	10
ICGPR Mise à jour annuelle du plan des réseaux	5	5
ICGPR Informations structurelles complètes sur tronçon (diamètre, matériaux)	15	15
ICGPR Connaissance pour chaque tronçon de l'âge des canalisations	13	13
ICGPR Existence information géographique précisant altimétrie canalisations	0	0
ICGPR Localisation et description des ouvrages annexes et des servitudes	10	10
ICGPR Inventaire pompes et équipements électromécaniques	10	10
ICGPR Dénombrement et localisation des branchements sur les plans de réseaux	0	0
ICGPR Localisation des autres interventions	10	10
ICGPR Définition mise en œuvre plan pluriannuel enquête et auscultation réseau	0	0
ICGPR Mise en œuvre d'un plan pluriannuel de renouvellement des canalisations	0	0
Total:	73	73

En conséquence, le service dispose du descriptif détaillé tel qu'exigé par le décret du 27 janvier 2012. Toutefois, un plan d'action pourra être utilement mis en œuvre pour consolider ce descriptif détaillé. Ce plan d'action visera à compléter l'inventaire des canalisations par des informations relatives à leur date de pose (à défaut, leur période de pose) et/ou à leur matériau et diamètre. Les modalités d'accès aux informations complémentaire à recueillir, ou la confirmation de celles partiellement disponibles mais sujettes à de fortes incertitudes, seront à définir selon l'historique des informations dont dispose vos services. A titre d'exemple, la période de pose des canalisations peut être indirectement identifiée par le biais des phases successives d'urbanisation du territoire.

Dans le cadre de sa mission de délégataire du service, VEOLIA procédera régulièrement à l'actualisation des informations patrimoniales à partir des données acquises dans le cadre de ses missions et interventions ainsi que les informations que vos services lui auront communiquées, notamment, celles relatives aux extensions de réseau.

3.4.2. TAUX MOYEN DE RENOUVELLEMENT DES RESEAUX [P253.2]

Le tableau suivant permet à la collectivité de calculer le taux moyen de renouvellement des réseaux d'assainissement, en ajoutant aux valeurs de la longueur renouvelée par le délégataire (ml), le linéaire renouvelé sous sa maîtrise d'ouvrage, en moyennant sur 5 ans et en divisant par la longueur totale du réseau :

Canalisations	2013	2014
Longueur du réseau de collecte des eaux usées hors branchements (ml)	149 639	149 937



4.

LES ENGAGEMENTS DE VEOLIA

4.1. Les services aux clients

Une relation multiple est proposée aux clients du service de l'eau. Afin d'offrir plus de conseils, plus d'informations et aussi plus de réactivité dans le cas de situations exceptionnelles, des points de contact variés et complémentaires sont accessibles aux clients :



Les services proposés aux clients sont donc l'accueil de proximité, le Centre d'appel, le choix des différents modes de paiement, les propositions de rendez-vous dans une plage horaire définie et limitée à deux heures.

Tout incident sur le service d'assainissement est pris en compte rapidement de manière à perturber le moins possible les usagers du service. Toute interruption importante du service donne lieu à une intervention d'un technicien :

- ◆ au préalable, dans le cas d'opérations programmées dans les deux heures en zone urbaine
- ◆ dans les quatre heures en zone rurale, lorsqu'il s'agit d'interventions accidentelles.

En cas de crise, nous avertissons les clients concernés via un système d'alerte téléphonique.

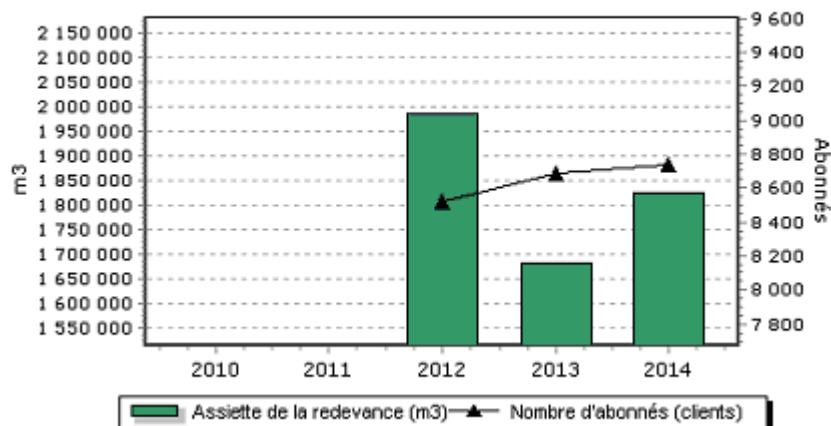
4.1.1. LES CLIENTS DU SERVICE ET LEUR CONSOMMATION

→ Les abonnés du service et l'assiette de la redevance

Le nombre d'abonnés (clients) par catégorie constaté au 31 décembre, au sens du décret du 2 mai 2007, et le nombre d'habitants desservis [D201.0] figurent au tableau suivant :

	2013	2014	N/N-1
Nombre d'abonnés (clients) desservis	8 687	8 735	0,6%
Abonnés sur le périmètre du service	8 687	8 735	0,6%
Assiette de la redevance (m3)	1 682 893	1 827 434	8,6%
Effluent collecté sur le périmètre du service	1 682 893	1 827 434	8,6%
Nombre d'habitants desservis total (estimation)	24 762	24 627	-0,5%

Evolution comparative du nombre d'abonnés et de l'assiette de redevance



Les données par commune:

	2013	2014	N/N-1
LATTES			
Nombre d'habitants desservis total (estimation)	16 118	15 953	-1,0%
Nombre d'abonnés (clients) desservis	5 001	5 017	0,3%
Assiette de la redevance (m3)	973 797	1 040 434	6,8%
PEROLS			
Nombre d'habitants desservis total (estimation)	8 644	8 674	0,3%
Nombre d'abonnés (clients) desservis	3 686	3 718	0,9%
Assiette de la redevance (m3)	709 096	787 000	11,0%

L'assiette de la redevance correspondant à la réception d'effluents en provenance d'autres services se détaille de la façon suivante :

→ Les principaux indicateurs de la gestion clientèle

	2013	2014	N/N-1
Nombre d'interventions avec déplacement chez le client	3 465	3 645	5,2%
Nombre annuel de demandes d'abonnement	702	499	-28,9%
Taux de mutation	8,2 %	5,8 %	-29,3%

4.1.2. LA SATISFACTION DES CLIENTS

Pour adapter les services proposés aux abonnés et aux habitants, Veolia réalise un baromètre semestriel de satisfaction.

Il porte à la fois sur :

- ◆ la qualité de la relation avec l'abonné : accueil par les conseillers du Centre d'appel, par ceux de l'accueil de proximité,...
- ◆ la disponibilité et la ponctualité des équipes d'intervention clients : respect des plages de rendez-vous,
- ◆ la qualité de l'information adressée aux abonnés.

Les résultats pour notre Région en décembre 2014 sont :

	2014
Satisfaction globale	92,40
La continuité de service	95,42
Le niveau de prix facturé	55,08
La qualité du service client offert aux abonnés	86,94
Le traitement des nouveaux abonnements	88,75
L'information délivrée aux abonnés	75,44

Des indicateurs de performance permettent d'évaluer de manière objective la qualité du service rendu au client :

→ **Taux de débordement des effluents dans les locaux des usagers [P251.1]**

En 2014, le taux de débordement des effluents dans les locaux des usagers est de 0,00u/ 1000 abonnés.

→ **Taux de réclamations écrites [P258.1]**

En 2014, le taux de réclamations écrites **[P258.1]** pour votre service est de 0,00/ 1000 abonnés.

→ **Taux d'impayés sur les factures d'eau de l'année précédente [P257.0]**


Le taux d'impayé est de 0,29 %. Il correspond au taux d'impayés au 31/12 de l'année 2014 sur les factures émises au titre de l'année précédente.

	2013	2014
Taux d'impayés	0,21 %	0,29 %
Montant des impayés au 31/12/N en € TTC (sur factures N-1)	6 752	5 773

→ La charte Eau +, les engagements de Veolia

Les engagements de service auprès des abonnés du service public sont formalisés dans une Charte. Elle regroupe les huit engagements pris pour apporter chaque jour aux habitants un service public de qualité.

Nos engagements sont pour vous une vraie garantie



1 Vos urgences n'attendent pas
Veolia Eau répond 24 heures sur 24, 7 jours sur 7 à vos urgences techniques. Nous intervenons rapidement en cas de problème d'alimentation en eau ou d'évacuation des eaux usées.
Votre garantie délai
En cas d'urgence, intervention d'un technicien dans les 2 heures en zone urbaine, dans les 4 heures en zone rurale.


2 Vos rendez-vous sont respectés
Nous nous engageons à respecter les horaires de rendez-vous pour toute demande nécessitant une intervention à votre domicile.
Votre garantie délai
Respect d'un rendez-vous, fixé avec vous, dans une plage horaire de 2 heures maximum.

3 Toutes vos questions sur la qualité de l'eau ont une réponse
Notre équipe de chargés de clientèle s'engage à répondre à toutes vos questions sur les caractéristiques essentielles de votre eau (numéro figurant au dos de ce dépliant) tous les jours, même le samedi matin et 24 heures sur 24 sur internet.
Votre garantie délai
Si votre question demande une recherche technique plus détaillée, nous vous donnons ces informations par téléphone dans les 24 heures, les jours ouvrables. Si vous le souhaitez, nous pouvons aussi vous adresser une confirmation écrite dans les 8 jours.

4 Votre eau est contrôlée régulièrement
Pour votre eau, nous nous engageons à effectuer régulièrement de nombreuses analyses de la qualité, en plus du contrôle réglementaire déjà fait par les services du Ministère de la Santé. Les résultats sont affichés dans votre mairie et la synthèse officielle vous est envoyée une fois par an. Vous pouvez aussi les obtenir par téléphone ou sur internet.

5 Votre facture est expliquée en détail
Nous nous engageons à vous envoyer une facture présentant clairement ce que vous payez. Sur simple appel à Veolia Eau (numéro figurant au dos de ce dépliant), nous vous l'expliquons dans les moindres détails. Des explications sont aussi disponibles sur notre site internet.
Votre garantie délai
Réponse à un courrier concernant une question sur votre facture dans les 8 jours à compter de la date de réception de votre lettre.

6 Nous installons vos branchements
Nous nous engageons à étudier et réaliser pour vous un nouveau branchement d'eau et d'assainissement, le cas échéant, lorsque vous construisez votre maison. Il vous suffit d'appeler Veolia Eau (numéro figurant au dos de ce dépliant).
Votre garantie délai
Envoi d'un devis d'installation d'un branchement : dans les 8 jours suivant le rendez-vous d'étude des lieux ou de réception de la demande de desserte en eau si nécessaire.
Réalisation des travaux de branchement : à la date qui vous convient ou au plus tard dans les 15 jours après acceptation du devis et obtention des autorisations administratives et municipales.



7 Emménagez, votre eau est là
Vous pouvez effectuer toutes vos démarches d'abonnement ou de résiliation par téléphone (numéro figurant au dos de ce dépliant) sans avoir à vous déplacer. Dès votre arrivée dans un nouveau logement, nous nous engageons à vous alimenter rapidement en eau.
Votre garantie délai
Rétablissement de l'eau suite à un emménagement au plus tard le jour ouvré suivant votre appel.

8 Nous nous engageons contre l'exclusion
Pour toute personne ayant des difficultés financières, nous nous engageons à éviter une coupure d'eau et à trouver des solutions avec les services sociaux de votre commune, dans le cadre du Fonds de Solidarité pour le Logement (soumis à certaines conditions).

Application de notre garantie Charte Service Client

En cas de non-respect de ces délais, nous vous offrons l'équivalent en euros de 10 000 litres d'eau, toutes taxes et redevances comprises (selon les tarifs en vigueur dans votre commune), avec un minimum de 23 euros. Les autres préjudices que vous pourriez éventuellement subir seront indemnisés dans les conditions habituelles.

Pour la mise en eau immédiate et l'installation d'un branchement, la garantie d'engagement n'est pas applicable si notre intervention est repoussée hors des délais à la demande du client.

L'application de la garantie de service doit être demandée de bonne foi dans des conditions normales et équitables. Cette application ne peut être exigée lorsque son exécution est rendue impossible momentanément ou définitivement dans les cas suivants : cas de forte pluie et circonstances assimilées, conditions climatiques difficiles (gel, inondation), dégradation volontaire de nos installations et équipements, installations et équipements inaccessibles, absence d'un client ou rendez-vous fixé, coupure d'eau par défaut de paiement, fourniture d'eau suspendue en cas d'intervention sur le réseau.

En cas de non-respect de la Charte, Veolia offre à l'abonné l'équivalent de 10 m³ d'eau. Le nombre d'indemnisations charte accordées en 2014 s'élève à : 0

4.1.3. L'ACCES AUX SERVICES ESSENTIELS

Assurer l'accès de tous au service public est une priorité pour Veolia. Les dispositifs mis en œuvre s'articulent autour de trois axes fondamentaux :

- ◆ Urgence : des facilités de paiement (échéanciers, mensualisation, mandat-compte sans frais,...) sont proposées aux abonnés rencontrant temporairement des difficultés pour régler leur facture d'eau.
- ◆ Accompagnement : en partenariat avec les services sociaux, nous nous engageons à accueillir et orienter les personnes en situation de précarité, en recherchant de façon personnalisée les solutions les plus adaptées pour faciliter l'accès à l'eau.
- ◆ Assistance : pour les foyers en grande difficulté financière, Veolia participe au dispositif Solidarité Eau intégré du Fonds de Solidarité Logement départemental.

→ Montant des abandons de créance et total des aides accordées [P207.0]

Le montant des créances abandonnées par Veolia au titre du Fonds de Solidarité Logement pour le département de l'Hérault s'élève à 26 603 € pour l'année 2014.

Le conseil départemental a décidé d'utiliser cette enveloppe chronologiquement en fonction de la date de traitement des dossiers d'aide jusqu'à épuisement du solde.

Le tableau ci-dessous donne le montant des créances abandonnées au titre du contrat :

	2013	2014
Montant des abandons de créances ou des versements à un fonds de solidarité par le délégataire (€)	1 063,74	13,35
Assiette totale (m3)	1 682 893	1 827 434

Ces éléments permettent à la Collectivité de calculer l'indicateur du décret **[P 207.0]**, en ajoutant à ce montant ses propres versements et en divisant par l'assiette de la redevance.

	2013	2014
Nombre d'échéanciers de paiements ouverts au cours de l'année	168	184

4.2. Les équipes et moyens au service du patrimoine

4.2.1. UNE ORGANISATION REACTIVE

Des moyens nationaux, régionaux et locaux sont mobilisés pour vous apporter toute leur expertise et garantir une haute performance de service dans le domaine de l'eau.

→ Les fonctions support : des services experts

Chaque Direction Régionale de Veolia dispose de services experts dans les domaines de :

- ◆ la clientèle
- ◆ la maîtrise technique et l'aide à l'exploitation
- ◆ la qualité, la sécurité et l'environnement
- ◆ les ressources humaines et la formation
- ◆ la finance
- ◆ l'informatique technique et de gestion
- ◆ la communication
- ◆ la veille juridique et réglementaire.

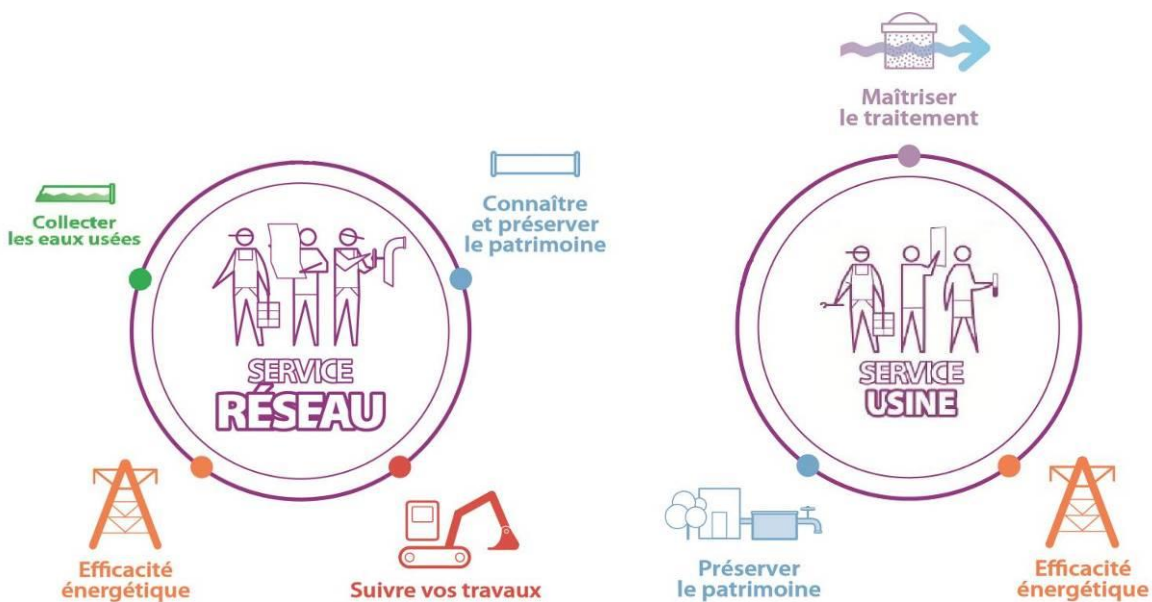
Garante de la bonne exécution des contrats de gestion déléguée, la Direction Régionale, en lien avec la Direction Nationale, détermine les orientations et les objectifs de performance durable tout en améliorant la qualité du service.

→ L'organisation locale : mettre nos compétences au plus près du terrain

En 2012, Veolia a développé une nouvelle vision métier en organisant ses compétences au plus près du terrain.

Deux filières métiers ont été créées :

- ◆ une filière dédiée à la clientèle,
- ◆ une filière exploitation structurée autour de services réseaux et usines, eau et assainissement,



Afin de renforcer la proximité avec vos équipes, un Responsable de Contrat permet à votre Collectivité de disposer d'un interlocuteur dédié. Il répondra à toutes vos questions et est garant de la qualité de notre reporting.

→ *L'organisation de l'astreinte*

Le service d'astreinte peut être mobilisé sur simple appel au Centre d'appel.



Le numéro de l'astreinte sur votre territoire est : **0 969 323 552**

A ce numéro, 7 jours/7 et 24h/24, un interlocuteur est à votre disposition pour prendre en charge toute demande d'intervention ou pour vous renseigner sur la nature et la localisation des incidents en cours de réparation sur votre commune.

4.2.2. DES MOYENS GARANTS DE LA PERFORMANCE

→ *Les outils informatiques d'exploitation :*

Nous utilisons des applications informatiques adaptées à nos besoins, pour l'ensemble de nos tâches d'exploitation :

- ◆ La gestion patrimoniale du réseau
- ◆ La maintenance des équipements électromécaniques
- ◆ Le Système d'Information Géographique (SIG)
- ◆ La télésurveillance et la télégestion des installations
- ◆ L'autosurveillance de la qualité des rejets
- ◆ Le diagnostic permanent du réseau
- ◆ La planification et le suivi des interventions terrain
- ◆ La gestion clientèle

→ Les bureaux mobiles :

Les techniciens de terrain disposent de Smartphones, tablettes graphiques ou Netbook (mini ordinateurs portables).

Sur ces « bureaux mobiles », ils peuvent :

- ◆ Accéder à des informations techniques, à leur planning d'intervention ou encore la procédure de maintenance d'un équipement,
- ◆ Etre alertés d'un dysfonctionnement, notamment par notre application de télésurveillance
- ◆ Agir à distance, par exemple, en modifiant la consigne d'un équipement télégéré (ouverture d'une vanne, régulation du débit d'une pompe...)
- ◆ Alimenter à tout moment et en tout lieu nos applications informatiques. Ils saisissent directement un rapport d'intervention, signalent un dysfonctionnement non urgent nécessitant une action corrective.

Ces outils renforcent leur réactivité. Ils facilitent les opérations de maintenance et le reporting.

4.2.3. LA CERTIFICATION DU SERVICE

L'intégralité des périmètres opérationnels de Veolia est certifiée ISO 9001. La majeure partie des activités en France est également certifiée ISO 14001.

Cette action a été concrétisée dans le département de l'Hérault par l'obtention des certificats selon la norme ISO 14001 sur les sites suivants :

- Production d'eau potable Source du Lez et usine François Arago en 2007,
- Production d'eau potable Source d'Issanka et usine du quai des Moulins à Sète en 2011,
- Système de collecte et de traitement des eaux usées de Lunel en 2005,
- STEP Maera et son émissaire en mer en 2007,
- STEP de Mireval en 2009 étendu au réseau de collecte des eaux usées de Mireval en 2011,
- STEP de Baillargues St Brès en 2012.

Parallèlement à cette certification, VEOLIA EAU a souhaité s'investir, dans le département de l'Hérault, en matière de systèmes de management de l'énergie, par l'obtention du certificat selon la norme ISO 50001 sur le site suivant :

- STEP de Baillargues St Brès en 2013.

VEOLIA EAU détient par ailleurs les premiers certificats OSHAS 18001 et ILO-OSH 2001 de la profession qui concernent le système de management de la santé et de la sécurité du personnel.



4.3. L'empreinte environnementale

Le développement d'outils adaptés permet d'évaluer de manière pertinente l'empreinte carbone et l'empreinte eau des services publics de l'eau. Chaque évaluation donne lieu à un plan d'actions visant à limiter les impacts et à réduire l'empreinte du service.

Veolia s'est également engagée dans la cotation développement durable de certains services publics d'eau et d'assainissement afin de mesurer l'efficacité de ses actions au regard d'une performance globale. La direction technique et performance consolide l'ensemble des Reporting et peut si la collectivité le souhaite calculer des indicateurs spécifiques tels que le Water Impact Index.

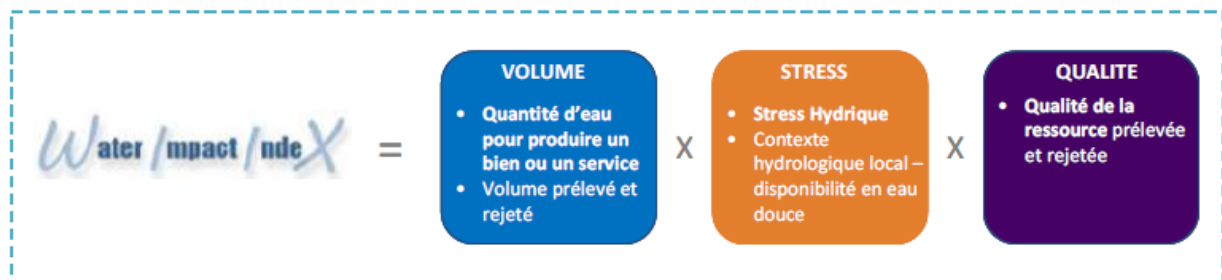


Le Water Impact Index

Le WIIX (Water Impact IndeX) est l'indicateur d'empreinte eau que nous avons développé pour évaluer l'impact de nos activités sur la ressource « eau ». Le WIIX prend en compte l'ensemble des prélèvements et des rejets d'eau directs et indirects dans le milieu naturel.

Il permet d'évaluer l'impact d'une activité sur la disponibilité des ressources en eau. Le Water Impact IndeX prend en compte la quantité d'eau utilisée et également sa qualité et le stress hydrique local.

Compatible avec la norme ISO 14046, le WIXX permet d'identifier si l'empreinte eau est générée directement par le service ou si elle se situe en amont (énergie et réactifs consommés) ou en aval (traitement des déchets)



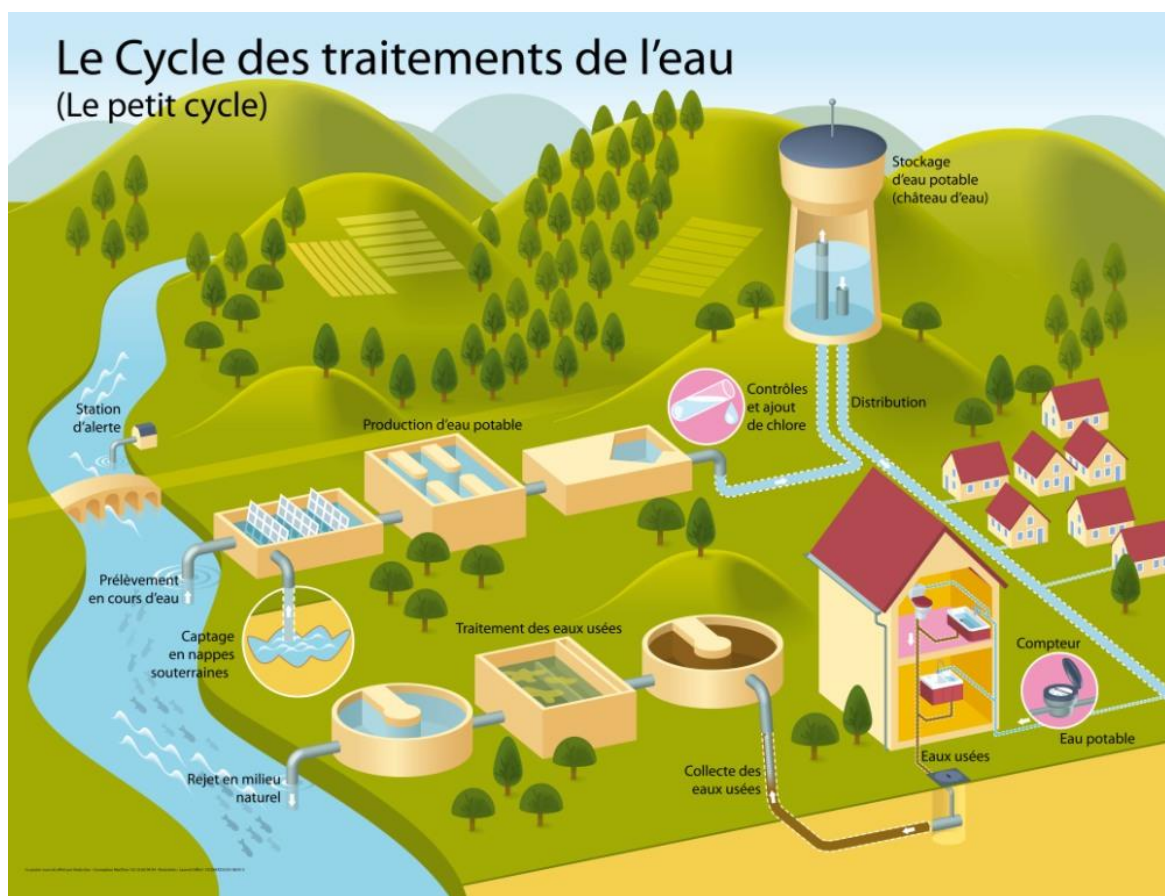
4.3.1. LA PROTECTION DU MILIEU NATUREL



Protéger l'eau, c'est d'abord collecter les eaux usées et les dépolluer. Le bon fonctionnement de ces installations contribue à protéger la qualité des milieux aquatiques et des ressources en eau.

De nombreuses actions en matière de préservation des cours d'eau et de protection de la faune et de la flore aquatique ont été initiées. Des campagnes de mesures biologiques sont menées chaque année sur de nombreuses rivières afin de surveiller l'impact des rejets des stations d'épuration sur le milieu naturel.

La protection des ressources passe aussi par la lutte contre les pollutions chroniques ou accidentelles. Pour ce faire, des modélisations évaluant les risques de pollution sont réalisées afin de mettre en place des programmes de protection adaptés.



4.3.2. L'ÉNERGIE



Un véritable management de la performance énergétique des installations est mis en œuvre. La performance énergétique des équipements est prise en compte dans leur renouvellement. Cela contribue ainsi à la réduction des consommations d'énergie et à la limitation des émissions de gaz à effet de serre.

→ Bilan énergétique du patrimoine

	2013	2014	N/N-1
Energie consommée facturée (kWh)	305 690	649 397	112,4%

L'augmentation de la consommation d'énergie en 2014 est liée d'une part aux volumes pompés plus importants du fait des intempéries, mais également à l'intégration sur une année complète des PR Faïsses et Fenouillet sur la commune de Pérols.

Le tableau détaillé du Bilan énergétique du patrimoine se trouve en annexe 6.2.

4.3.3. LES REACTIFS

Selon les cas, le choix du réactif est établi de façon à optimiser le traitement :

- ◆ Assurer un rejet au milieu naturel de qualité conforme à la réglementation
- ◆ Réduire les quantités de réactifs à utiliser

→ **La consommation de réactifs**

Les quantités de réactifs utilisés sur l'exercice s'élèvent à :

Ouvrage	Commune	Réactif	2012	2013	2014
PR CARREFOUR	LATTES	Nitrate de calcium	42,9 T	41,8 T	58 T
PR EUROPE	LATTES	Nitrate de calcium	20,0 T	49,5 T	52,9 T
PR MAS	LATTES	Nitrate de calcium	52,6 T	27,4 T	21,5 T
PR PONTIL	LATTES	Nitrate de calcium	16,0 T	18,8 T	20 T
PR MAURIN	MAURIN	Nitrate de calcium	140,6 T	139,2 T	116,4 T
PR ESTAGNOL	LATTES	Nitrate de calcium	12,0 T	16,8 T	25,5 T
PR FENOUILLET	LATTES	Nitrate de calcium		145,2 T	304,6 T
PR FAISSES	LATTES	Nitrate de calcium		91,8 T	55,5 T
PR FAISSES	LATTES	FeCl3		65,6 T	9,5 T

Soit 654,3 T de nitrate de calcium et 9,5 T de FeCl3.

La consommation de nitrate de calcium est en augmentation de 23 %. Ce réactif est utilisé dans la lutte préventive contre la formation des sulfures et la génération des odeurs.

4.4. Veolia, acteur économique et social du territoire

4.4.1. LA FORMATION ET LA SECURITE DES PERSONNES

La formation et la gestion prévisionnelle des emplois et des compétences est au centre de la politique des ressources humaines.

Veolia est ainsi la seule entreprise de services en France à disposer de Campus dédiés aux métiers de l'environnement. Chaque année, ces Campus dispensent plus de 210 000 heures de formation aux salariés de l'entreprise.

En matière de sécurité, chaque salarié dispose des équipements de protection individuelle nécessaires à l'exercice de ses fonctions. Des actions de sensibilisation sont menées dans toutes les unités opérationnelles pour promouvoir un comportement la sécurité au travail. L'évaluation annuelle de managers de Veolia intègre les résultats de l'entité dont ils ont la responsabilité.

4.4.2. LES RELATIONS AVEC LES PARTIES PRENANTES

Une implication forte dans les territoires d'intervention est essentielle. Cela se traduit dans votre collectivité par l'implication des équipes de la direction locale afin de :

- ◆ Mettre en place des actions favorisant l'emploi local,
- ◆ Participer à la vie associative
- ◆ Soutenir financièrement, ou par le biais de mécénat de compétences, des actions dynamisant la vie locale.

Ces actions s'inscrivent en complément des projets soutenus par la Fondation Veolia Environnement.



Veolia Force

La Fondation Veolia Environnement consacre chaque année des moyens importants au soutien de projets d'intérêt général porteurs de développement local, partout dans le monde.

Elle œuvre notamment en faveur de l'insertion professionnelle des plus démunis et des plus vulnérables, en soutenant des initiatives sociales locales parrainées par des collaborateurs du Groupe.

Sur la base du volontariat, 500 de nos collaborateurs interviennent partout dans le monde après une catastrophe, pour améliorer les conditions de vie des plus démunis ou encore pour apporter une aide d'urgence aux populations exposées à des crises majeures.



5.

LE RAPPORT FINANCIER
DU SERVICE

5.1. Le Compte Annuel de Résultat de l'Exploitation de la Délégation (CARE)

Le présent chapitre est présenté conformément aux dispositions du décret 2005-236 du 14 mars 2005, codifié à l'article R 1411-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

→ Le CARE

Le compte annuel et l'état détaillé des produits figurent ci-après. Les modalités retenues pour la détermination des produits et charges et l'avis des Commissaires aux Comptes sont présentés en annexe du présent rapport « Annexes financières »

(Données en €)

VEOLIA Eau - REGION 04

Veolia Eau - Compagnie Générale Des Eaux

Assainissement

Compte Annuel de Résultat de l'Exploitation Année 2014

(en application du décret du 14 mars 2005)

Collectivité : J0691

Communauté d'Agglomération de Montpellier/ Lattes-Pérols

LIBELLE	2013	2014	Ecart en %
PRODUITS	1 688 041	2 197 395	30,17 %
Exploitation du service	585 298	704 635	
Collectivités et autres organismes publics	1 078 720	1 414 842	
Travaux attribués à titre exclusif	20 791	75 356	
Produits accessoires	3 232	2 562	
CHARGES	1 699 670	2 294 054	34,97 %
Personnel	47 173	200 543	
Energie électrique	86 778	87 993	
Produits de traitement	150 366	169 913	
Sous-traitance, matières et fournitures	60 640	87 562	
Impôts locaux et taxes	1 817	6 208	
Autres dépenses d'exploitation			
	Télécommunication, poste et télégestion	2 246	7 374
	Engins et véhicules	3 734	15 377
	Informatique	3 408	8 745
	Assurances	703	1 798
	Locaux	2 465	6 426
	Autres	-4 178	-8 022
Contribution des services centraux et recherche	6 117	20 757	
Collectivités et autres organismes publics	1 078 720	1 414 842	
Charges relatives aux renouvellements	Fonds contractuel (Renouvellements)	122 748	123 760
Charges relatives aux investissements	Programme contractuel (Investissements)	110 302	163 157
Provision pour investissements futurs		-19 322	-76 485
Pertes sur créances irrécouvrables et contentieux recouvrement		45 953	64 106
RESULTAT AVANT IMPOT	-11 629	-96 659	NS
RESULTAT	-11 629	-96 659	NS

Conforme à la circulaire FP2E de janvier 2006

→ **L'état détaillé des produits**

L'état suivant détaille les produits figurant sur la première ligne du CARE.

Données en €

Les principales évolutions des produits et des charges sont les suivantes :

VEOLIA Eau - REGION 04

Veolia Eau - Compagnie Générale Des Eaux

Assainissement

Etat détaillé des produits (1)
Année 2014

Collectivité : J0691

**Communauté d'Agglomération de Montpellier/
Lattes-Pérois**

LIBELLE	2013	2014	Ecart en %
Recettes liées à la facturation du service	601 285	688 156	14,45 %
<i>dont produits au titre de l'année (hors estimations sur consommations)</i>	636 920	712 072	
<i>dont variation de la part estimée sur consommations</i>	-35 635	-23 916	
Subvention d'exploitation des stations de dépollution	-15 988	16 480	NS
Exploitation du service	585 298	704 635	20,39 %
Produits : part de la collectivité contractante	857 088	1 150 255	34,21 %
<i>dont produits au titre de l'année (hors estimations sur consommations)</i>	970 832	1 185 845	
<i>dont variation de la part estimée sur consommations</i>	-113 744	-35 589	
Redevance Modernisation réseau	221 631	264 587	19,38 %
<i>dont produits au titre de l'année (hors estimations sur consommations)</i>	235 867	272 911	
<i>dont variation de la part estimée sur consommations</i>	-14 236	-8 324	
Collectivités et autres organismes publics	1 078 720	1 414 842	31,16 %
Produits des travaux attribués à titre exclusif	20 791	75 356	NS
Produits accessoires	3 232	2 562	-20,72 %

(1) Cette page contient le détail de la première ligne du CARE (produits hors TVA).

Compte tenu des arrondis effectués pour présenter la valeur sans décimales, le total des produits ci-dessus peut être différent à quelques euros près du total des produits inscrits sur le compte annuel de résultat de l'exploitation.

5.2. Le patrimoine du service

→ *Variation du patrimoine immobilier*

Cet état retrace les opérations d'acquisition, de cession ou de restructuration d'ouvrages financées par le délégataire, qu'il s'agisse de biens du domaine concédé ou de biens de reprise.

→ *Inventaire des biens*

L'inventaire au 31 décembre de l'exercice est établi selon les préconisations de la FP2E. Les biens propres de la Société y figurant sont ceux, conformément au décret n° 2005-236 du 14 mars 2005, expressément désignés au contrat comme biens de reprise.

Cet inventaire est détaillé au chapitre 3 Le patrimoine de votre service dans la partie 3.1.

→ *Situation des biens*

Par ce compte rendu, Veolia présente une vue d'ensemble de la situation du patrimoine du service délégué, à partir des constats effectués au quotidien (interventions, inspections, auto-surveillance, astreinte,...) et d'une analyse des faits marquants, des études disponibles et d'autres informations le cas échéant.

Ce compte rendu permet ainsi à la Collectivité, par une connaissance précise des éventuels problèmes, de leur probable évolution et des solutions possibles, de mieux programmer ses investissements.

Les biens dont l'état ou le fonctionnement sont satisfaisants, ou pour lesquels Veolia n'a pas décelé d'indice négatif, et qui à ce titre n'appellent pas ici de commentaire particulier, ne figurent pas dans ce compte rendu.

La situation des biens détaillée se trouve dans le présent rapport, au chapitre 3.3 Les recommandations de Veolia sur les évolutions à prévoir.

5.3. Les investissements et le renouvellement

Les états présentés permettent de tracer, selon le format prévu au contrat, la réalisation des programmes d'investissement et/ou de renouvellement à la charge du délégataire, et d'assurer le suivi des fonds contractuels d'investissement.

La méthode de calcul de la charge économique imputée au compte de la délégation est présentée dans l'annexe financière 6.6 « Les modalités d'établissement du CARE ».

- *Programme contractuel d'investissement*
- *Programme contractuel de renouvellement*
- *Les autres dépenses de renouvellement*

Les états présentés dans cette section permettent de suivre les dépenses réalisées dans le cadre d'une obligation en garantie pour continuité du service ou d'un fonds contractuel de renouvellement.

La méthode de calcul de la charge économique imputée au compte de la délégation est présentée dans l'annexe financière 6.6 «Les modalités d'établissement du CARE».

Dépenses relevant d'une garantie pour continuité du service :

Cet état fournit, sous la forme préconisée par la FP2E, les dépenses de renouvellement réalisées au cours de l'exercice dans le cadre d'une obligation en garantie pour continuité du service.

Dépenses relevant d'un fonds de renouvellement :

Un fonds de renouvellement a été défini au contrat. Les dépenses et la situation du fonds relatives à l'exercice sont résumées dans le tableau suivant :

AU CREDIT	
* solde positif à fin 2013	83 304,10 €
* dotation de l'exercice 2014	123 759,67 €
AU DEBIT	
* solde négatif à fin 2013	0,00 €
* dépense de l'exercice 2014	219 512,31 €
SOLDE A FIN 2014	-12 413,14 €
Actualisation Solde	35,40 €
BRANCHEMENTS	12 415,93 €
CANALISATIONS	45 839,29 €
EQUIPEMENTS	161 257,09 €

5.4. Les engagements à incidence financière

Ce chapitre a pour objectif de présenter sommairement les engagements liés à l'exécution du service public, et qui à ce titre peuvent entraîner des obligations financières entre Veolia, actuel délégataire de service, et toute entité (publique ou privée) qui pourrait être amenée à reprendre à l'issue du contrat l'exécution du service. Ce chapitre constitue pour les élus un élément de transparence et de prévision.

Conformément aux préconisations de l'Ordre des Experts Comptables, ce chapitre ne présente que les « engagements significatifs, sortant de l'ordinaire, nécessaires à la continuité du service, existant à la fin de la période objet du rapport, et qui à la fois devraient se continuer au-delà du terme normal de la convention de délégation et être repris par l'exploitant futur ».

Afin de rester simples, les informations fournies ont une nature qualitative. A la demande de la Collectivité, et en particulier avant la fin du contrat, Veolia pourra détailler ces éléments.

5.4.1. FLUX FINANCIERS DE FIN DE CONTRAT

Les flux financiers de fin de contrat doivent être anticipés dans les charges qui s'appliqueront immédiatement à tout nouvel exploitant du service. Sur la base de ces informations, il est de la responsabilité de la Collectivité, en qualité d'entité organisatrice du service, d'assurer la bonne prise en compte de ces contraintes dans son cahier des charges.

Régularisations de TVA

Si Veolia a assuré pour le compte de la Collectivité la récupération de la TVA au titre des immobilisations (investissements) mises à disposition¹, deux cas se présentent :

- Le nouvel exploitant est assujéti à la TVA2 : aucun flux financier n'est nécessaire. Une simple déclaration des montants des immobilisations, dont la mise à disposition est transférée, doit être adressée aux services de l'Etat.
- Le nouvel exploitant n'est pas assujéti à la TVA : l'administration fiscale peut être amenée à réclamer à Veolia la part de TVA non amortie sur les immobilisations transférées. Dans ce cas, le repreneur doit s'acquitter auprès de Veolia du montant dû à l'administration fiscale pour les immobilisations transférées, et simultanément faire valoir ses droits auprès du Fonds de Compensation de la TVA. Le cahier des charges doit donc imposer au nouvel exploitant de disposer des sommes nécessaires à ce remboursement.

Biens de retour

Les biens de retour (listés dans l'inventaire détaillé des biens du service) sont, sauf stipulations spécifiques, remis gratuitement à la Collectivité à l'échéance du contrat selon les modalités prévues au contrat.

¹ art. 210 de l'annexe II du Code Général des Impôts

² Conformément au principe posé par le nouvel article 257 bis du Code Général des Impôts précisé par l'instruction 3 A 6 36 parue au BOI N°50 du 20 Mars 2006

Biens de reprise

Les biens de reprise (listés dans l'inventaire détaillé des biens du service) seront remis au nouvel exploitant, si celui-ci le souhaite, à l'échéance du contrat selon les modalités prévues au contrat. Ces biens doivent généralement être achetés par le nouvel exploitant.

Autres biens ou prestations

Hormis les biens de retour et des biens de reprise prévus au contrat, Veolia utilise, dans le cadre de sa liberté de gestion, certains biens et prestations. Le cas échéant, sur demande de la Collectivité et selon des conditions à déterminer, les parties pourront convenir de leur mise à disposition auprès du nouvel exploitant.

Consommations non relevées et recouvrement des sommes dues au délégataire à la fin du contrat

Les sommes correspondantes au service exécuté jusqu'à la fin du contrat sont dues au délégataire sortant. Il y a lieu de définir avec la Collectivité les modalités de facturation (relevé spécifique, prorata temporis) et de recouvrement des sommes dues qui s'imposeront au nouvel exploitant, ainsi que les modalités de reversement des surtaxes correspondantes.

5.4.2. DISPOSITIONS APPLICABLES AU PERSONNEL

Les dispositions applicables au personnel du délégataire sortant s'apprécient dans le contexte de la période de fin de contrat. Les engagements qui en découlent pour le nouvel exploitant ne peuvent pas faire ici l'objet d'une présentation totalement exhaustive, pour deux motifs principaux :

- ♦ ils évoluent au fil du temps, au gré des évolutions de carrière, des aléas de la vie privée des agents et des choix d'organisation du délégataire,
- ♦ ils sont soumis à des impératifs de protection des données personnelles.

Veolia propose de rencontrer la Collectivité sur ce sujet pour baliser les contraintes qui s'appliqueront en fin de contrat.

Dispositions conventionnelles applicables aux salariés de Veolia

Les salariés de Veolia bénéficient :

- ♦ des dispositions de la Convention Collective Nationale des Entreprises des Services d'Eau et d'Assainissement du 12 avril 2000 ;
- ♦ des dispositions de l'accord interentreprises de l'Unité Economique et Sociale " VEOLIA EAU - Générale des Eaux " du 12 novembre 2008 qui a pris effet au 1er janvier 2009, d'accords conclus dans le cadre de cette Unité Economique et Sociale et qui concernent notamment : l'intéressement et la participation, le temps de travail des cadres, la protection sociale (retraites, prévoyance, handicap, formation) et d'accords d'établissement, usages et engagements unilatéraux.

Protection des salariés et de l'emploi en fin de contrat

Des dispositions légales assurent la protection de l'emploi et des salariés à l'occasion de la fin d'un contrat, lorsque le service est susceptible de changer d'exploitant, que le futur exploitant ait un statut public ou privé. A défaut, il est de la responsabilité de la Collectivité de prévoir les mesures appropriées.

Lorsque l'entité sortante constitue une entité économique autonome, c'est-à-dire comprend des moyens corporels (matériel, outillage, marchandises, bâtiments, ateliers, terrains, équipements), des éléments incorporels (clientèle, droit au bail, ...) et du personnel affecté, le tout organisé pour une mission identifiée,

l'ensemble des salariés qui y sont affectés sont automatiquement transférés au nouvel exploitant, qu'il soit public ou privé (art. L 1224-1 du Code du Travail).

Dans cette hypothèse, Veolia transmettra à la Collectivité, à la fin du contrat, la liste des salariés affectés au contrat ainsi que les éléments d'information les concernant (en particulier masse salariale correspondante ...).

Le statut applicable à ces salariés au moment du transfert et pendant les trois mois suivants est celui en vigueur chez Veolia. Au-delà de ces trois mois, le statut Veolia est soit maintenu pendant une période de douze mois maximum, avec maintien des avantages individuels acquis au-delà de ces douze mois, soit aménagé au statut du nouvel exploitant.

Lorsque l'entité sortante ne constitue pas une entité économique autonome mais que le nouvel exploitant entre dans le champ d'application de la Convention collective Nationale des entreprises d'eau et d'assainissement d'avril 2000, l'application des articles 2.5.2 ou 2.5.4 de cette Convention s'impose tant au précédent délégataire qu'au nouvel exploitant avant la fin de la période de 12 mois.

A défaut d'application des dispositions précitées, seule la Collectivité peut prévoir les modalités permettant la sauvegarde des emplois correspondant au service concerné par le contrat de délégation qui s'achève. Veolia se tient à la disposition de la Collectivité pour fournir en amont les informations nécessaires à l'anticipation de cette question.

En tout état de cause, d'un point de vue général, afin de clarifier les dispositions applicables et de protéger l'emploi, nous proposons de préciser avec la Collectivité avant la fin du contrat, le cadre dans lequel sera géré le statut des salariés et la protection de l'emploi à la fin du contrat. Il est utile que ce cadre soit précisé dans le cahier des charges du nouvel exploitant.

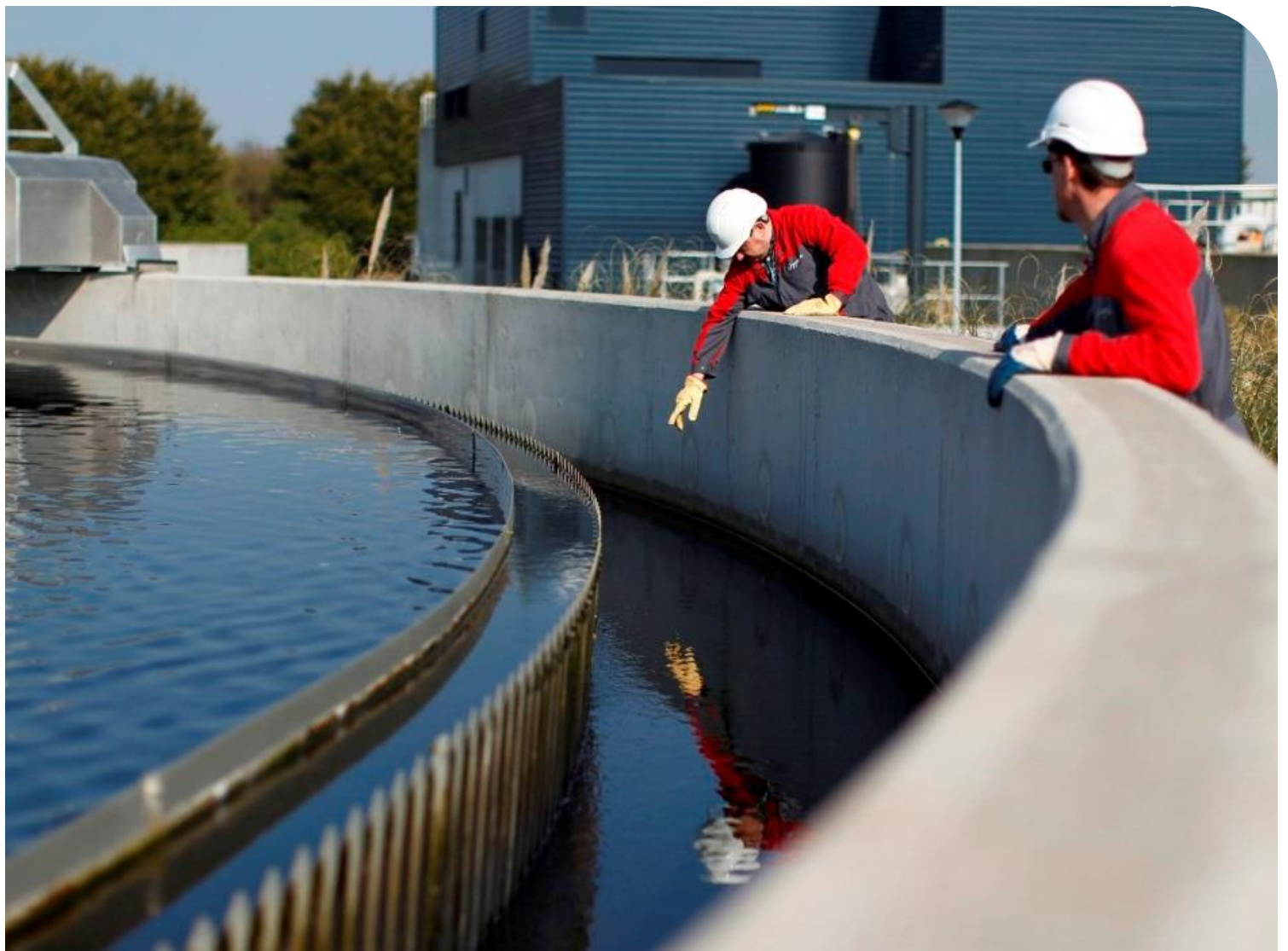
La liste nominative des agents³ affectés au contrat peut varier en cours de contrat, par l'effet normal de la vie dans l'entreprise : mutations, départs et embauches, changements d'organisation, mais aussi par suite d'événements de la vie personnelle des salariés. Ainsi, la liste nominative définitive ne pourra être constituée qu'au cours des dernières semaines d'exécution du contrat.

Comptes entre employeurs successifs

Les dispositions à prendre entre employeurs successifs concernant le personnel transféré sont les suivantes :

- ◆ de manière générale, dispositions identiques à celles appliquées en début du contrat
- ◆ concernant les salaires et notamment salaires différés : chaque employeur supporte les charges afférentes aux salaires (et les charges sociales ou fiscales directes ou indirectes y afférentes) rattachables à la période effective d'activité dont il a bénéficié ; le calcul est fait sur la base du salaire de référence ayant déterminé le montant de la charge mais plafonné à celui applicable au jour de transfert : ce compte déterminera notamment les prorata 13ème mois, de primes annuelles, de congés payés, décomptes des heures supplémentaires ou repos compensateurs,....
- ◆ concernant les autres rémunérations : pas de compte à établir au titre des rémunérations différées dont les droits ne sont exigibles qu'en cas de survenance d'un événement ultérieur non encore intervenu : indemnité de départ à la retraite, droits à des retraites d'entreprises à prestations définies, médailles du travail,...

³ Certaines informations utiles ont un caractère confidentiel et n'ont pas à figurer dans le rapport annuel qui est un document public. Elles pourront être fournies, dans le respect des droits des personnes intéressées, séparément à l'autorité délégante, sur sa demande justifiée par la préparation de la fin de contrat.



6.

ANNEXES

6.1. Inventaire des linéaires de réseau par diamètre, nature et par commune

CONTRAT	COMMUNE	TYPE	MATERIAU	DIAMETRE	LONGUEUR			
J0691	Lattes	EU_GRAVITAIRE	Amiante ciment	125	365			
				150	13717			
				200	14354			
				250	2707			
				300	736			
				400	728			
			Fonte	300	88			
			Gres	200	39			
				300	44			
			Inc	150	815			
				160	22			
				200	5337			
				250	535			
				300	393			
				Inc	198			
			PRV	200	277			
				300	593			
			PVC	150	185			
				160	4495			
				200	31374			
				250	2471			
				300	924			
				400	120			
			Total EU_GRAVITAIRE					80518
			EU_REFOULEMENT	Fonte	80	80	219	
						90	303	
						150	1007	
		200				751		
		250				41		
		300				265		
		Inc			Inc	109		
					PEHD	90	804	
		PVC			60	1192		
					75	576		
					90	1405		
					110	3581		
					125	74		
					150	400		
					200	985		
		250			763			
		400			45			
		Total EU_REFOULEMENT					12521	
		Total Lattes					93039	

Pérols	EU_GRAVITAIRE	Amiante ciment	125	17	
			150	1573	
			200	1013	
			250	54	
			300	97	
			600	59	
			Ciment	200	79
			Fonte	200	397
			250	128	
			400	18	
		Gres	300	383	
		500	11		
		Inc	150	12	
		400	22		
		600	36		
		PRV	200	400	
		250	39		
		400	164		
		600	106		
		PVC	60	97	
		75	41		
		100	51		
		150	7576		
		160	1483		
		200	35056		
		250	691		
		300	1608		
		350	34		
		400	814		
		Total EU_GRAVITAIRE			52058
		EU_REFOULEMENT	Acier	150	169
				Fonte	150
			300	1469	
PVC	75		236		
	90		488		
	110		56		
	125		481		
200	1482				
Total EU_REFOULEMENT			4841		
Total Pérols			56899		
Total J0691			149938		

6.2. Le bilan énergétique du patrimoine

→ *Bilan énergétique détaillé du patrimoine*

Poste de relèvement

PR FENOUILLET PEROLS	2014	N/N-1
Energie facturée consommée (kWh)	168 832	-
Volume pompé (m3)	1 740 986	-
Temps de fonctionnement (h)	2 308	-
PR PONT DE GUERRE LATTES	2014	N/N-1
Energie facturée consommée (kWh)	1 305	-

Poste de refoulement

PR CABANES DE PEROLS	2013	2014	N/N-1
Energie facturée consommée (kWh)	12 516	11 162	-10,8%
Volume pompé (m3)	145 363	127 853	-12,0%
Temps de fonctionnement (h)	4 752	4 238	-10,8%
PR CARREFOUR	2013	2014	N/N-1
Energie facturée consommée (kWh)	10 611	12 344	16,3%
Volume pompé (m3)	148 684	184 165	23,9%
Temps de fonctionnement (h)	3 129	3 640	16,3%
PR CLOS LAGARDE	2013	2014	N/N-1
Energie facturée consommée (kWh)	1 685	1 371	16,1%
Volume pompé (m3)	10 099	1 955	16,1%
Temps de fonctionnement (h)	719	834	16,0%
PR CLOS MEJEAN	2013	2014	N/N-1
Energie facturée consommée (kWh)	3 731	4 180	12,0%
Volume pompé (m3)	33 377	37 401	12,1%
Temps de fonctionnement (h)	2 086	2 337	12,0%
PR DE L'EUROPE	2013	2014	N/N-1
Energie facturée consommée (kWh)	30 666	30 514	-0,5%
Volume pompé (m3)	610 256	568 072	-6,9%
Temps de fonctionnement (h)	5 057	5 032	-0,5%
PR DOMAINE DE BOIRARGUES	2013	2014	N/N-1
Energie facturée consommée (kWh)	1 344	1 642	22,2%
Volume pompé (m3)	11 082	13 567	22,4%
Temps de fonctionnement (h)	482	589	22,2%
PR DU MAS	2013	2014	N/N-1
Energie facturée consommée (kWh)	5 961	7 088	18,9%
Volume pompé (m3)	99 651	107 947	8,3%
Temps de fonctionnement (h)	1 608	1 912	18,9%
PR ESTAGNOL	2013	2014	N/N-1
Energie facturée consommée (kWh)	2 029	3 108	53,2%
Volume pompé (m3)	12 127	13 008	7,3%
Temps de fonctionnement (h)	173	265	53,2%

PR ETOILE DE MER	2013	2014	N/N-1
Energie facturée consommée (kWh)	3 047	3 757	23,3%
Volume pompé (m3)	13 721	16 920	23,3%
Temps de fonctionnement (h)	980	1 209	23,3%
PR FAÏSSES		2014	N/N-1
Energie facturée consommée (kWh)		93 131	-
Volume pompé (m3)		1 597 428	-
Temps de fonctionnement (h)		3 123	-
PR GRAMENET	2013	2014	N/N-1
Energie facturée consommée (kWh)	5 940	6 754	13,7%
Volume pompé (m3)	99 972	119 850	19,9%
Temps de fonctionnement (h)	3 782	4 300	13,7%
PR ICV	2013	2014	N/N-1
Energie facturée consommée (kWh)	528	195	-63,1%
Volume pompé (m3)	11 272	3 705	-67,1%
Temps de fonctionnement (h)	667	204	-69,4%
PR IMPASSE DE LA GUETTE	2013	2014	N/N-1
Energie facturée consommée (kWh)	403	390	-3,2%
Volume pompé (m3)	829	826	-0,4%
Temps de fonctionnement (h)	83	82	-1,2%
PR LA CALADE	2013	2014	N/N-1
Energie facturée consommée (kWh)	1 586	1 841	16,1%
Volume pompé (m3)	38 561	44 760	16,1%
Temps de fonctionnement (h)	726	843	16,1%
PR LA VASQUE	2013	2014	N/N-1
Energie facturée consommée (kWh)	3 067	2 922	-4,7%
Volume pompé (m3)	13 946	13 308	-4,6%
Temps de fonctionnement (h)	889	847	-4,7%
PR LAC DES REVES	2013	2014	N/N-1
Energie facturée consommée (kWh)	15 353	13 784	-10,2%
Volume pompé (m3)	114 198	121 451	6,4%
Temps de fonctionnement (h)	4 199	3 770	-10,2%
PR LANTISSARGUES	2013	2014	N/N-1
Energie facturée consommée (kWh)	4 148	4 227	1,9%
Volume pompé (m3)	50 796	51 776	1,9%
Temps de fonctionnement (h)	3 175	3 235	1,9%
PR LE FENOUILLET	2013	2014	N/N-1
Energie facturée consommée (kWh)	12 516	14 819	18,4%
Volume pompé (m3)	19 078	22 618	18,6%
Temps de fonctionnement (h)	636	753	18,4%
PR LE PONTIL	2013	2014	N/N-1
Energie facturée consommée (kWh)	28 130	29 677	5,5%
Volume pompé (m3)	413 709	440 275	6,4%
Temps de fonctionnement (h)	4 619	4 873	5,5%
PR LES AIGRETTES	2013	2014	N/N-1
Energie facturée consommée (kWh)	960	758	-21,0%

Volume pompé (m3)	7 548	5 965	-21,0%
Temps de fonctionnement (h)	377	298	-21,0%
PR LES MARESTELLES	2013	2014	N/N-1
Energie facturée consommée (kWh)	1 842	1 914	3,9%
Volume pompé (m3)	27 523	29 012	5,4%
Temps de fonctionnement (h)	493	512	3,9%
PR LES TREILLES	2013	2014	N/N-1
Energie facturée consommée (kWh)	1 865	4 159	20,4%
Volume pompé (m3)	23 634	28 583	20,9%
Temps de fonctionnement (h)	1 832	2 205	20,4%
PR MAISON DE LA NATURE	2013	2014	N/N-1
Energie facturée consommée (kWh)	1 050	1 400	33,3%
Volume pompé (m3)	3 061	4 074	33,1%
Temps de fonctionnement (h)	255	340	33,3%
PR MAS DE FIGUIERES	2013	2014	N/N-1
Energie facturée consommée (kWh)	16 202	19 183	18,4%
Volume pompé (m3)	295 640	358 211	21,2%
Temps de fonctionnement (h)	1 179	1 396	18,4%
PR MAS DE JAUMES	2013	2014	N/N-1
Energie facturée consommée (kWh)	236	249	5,4%
Volume pompé (m3)	5 920	6 243	5,5%
Temps de fonctionnement (h)	296	312	5,4%
PR MAURIN	2013	2014	N/N-1
Energie facturée consommée (kWh)	22 575	22 172	-1,8%
Volume pompé (m3)	171 554	134 014	-21,9%
Temps de fonctionnement (h)	1 960	1 925	-1,8%
PR MERE COSTE	2013	2014	N/N-1
Energie facturée consommée (kWh)	12 322	12 852	4,3%
Volume pompé (m3)	87 767	95 776	9,1%
Temps de fonctionnement (h)	2 947	3 075	4,3%
PR MONTOUZERES	2013	2014	N/N-1
Energie facturée consommée (kWh)	797	731	-8,3%
Volume pompé (m3)	10 233	9 392	-8,2%
Temps de fonctionnement (h)	372	341	-8,3%
PR OCCITANIE	2013	2014	N/N-1
Energie facturée consommée (kWh)	939	1 021	8,7%
Volume pompé (m3)	6 448	6 877	6,7%
Temps de fonctionnement (h)	218	237	8,7%
PR PARC DES EXPOSITIONS	2013	2014	N/N-1
Energie facturée consommée (kWh)	939	814	-13,3%
Volume pompé (m3)	14 971	13 063	-12,7%
Temps de fonctionnement (h)	150	130	-13,3%
PR PORT ARIANE 1	2013	2014	N/N-1
Energie facturée consommée (kWh)	2 292	2 384	4,0%
Volume pompé (m3)	38 612	40 417	4,7%
Temps de fonctionnement (h)	1 369	1 424	4,0%

PR PORT ARIANE 2	2013	2014	N/N-1
Energie facturée consommée (kWh)	67 847	10 018	3,2%
Volume pompé (m3)	1 077 285	1 069 569	-0,7%
Temps de fonctionnement (h)	4 920	5 077	3,2%
PR PORTES DE L'OR	2013	2014	N/N-1
Energie facturée consommée (kWh)	987	588	-40,4%
Volume pompé (m3)	5 420	3 386	-37,5%
Temps de fonctionnement (h)	460	325	-29,3%
PR PROVIBAT	2013	2014	N/N-1
Energie facturée consommée (kWh)	279	63	-77,4%
Volume pompé (m3)	2 947	388	-86,8%
Temps de fonctionnement (h)	246	32	-87,0%
PR PUECH RADIER	2013	2014	N/N-1
Energie facturée consommée (kWh)	2 359	2 072	-12,2%
Volume pompé (m3)	16 247	16 645	2,4%
Temps de fonctionnement (h)	608	534	-12,2%
PR REGANOUS	2013	2014	N/N-1
Energie facturée consommée (kWh)	8 107	9 461	16,7%
Volume pompé (m3)	50 189	59 320	18,2%
Temps de fonctionnement (h)	2 585	3 017	16,7%
PR ROUTE DE LATTES	2013	2014	N/N-1
Energie facturée consommée (kWh)	12 320	9 701	-21,3%
Volume pompé (m3)	258 665	220 028	-14,9%
Temps de fonctionnement (h)	5 820	4 583	-21,3%
PR RUE DE L'ETANG	2013	2014	N/N-1
Energie facturée consommée (kWh)	222	54	-75,7%
PR SAINT MARTIAL BOIRARGUES	2013	2014	N/N-1
Volume pompé (m3)	7 375	6 635	-10,0%
Temps de fonctionnement (h)	295	265	-10,2%
PR SORIECH	2013	2014	N/N-1
Energie facturée consommée (kWh)	306	394	28,7%
Volume pompé (m3)	3 389	4 378	29,2%
Temps de fonctionnement (h)	272	350	28,7%
PR TABARLY PEROLS		2014	N/N-1
Energie facturée consommée (kWh)		3 148	-
Volume pompé (m3)		3 792	-
Temps de fonctionnement (h)		252	-
PR ZAC COMMANDEURS	2013	2014	N/N-1
Energie facturée consommée (kWh)	1 811	5 511	304,3%
Volume pompé (m3)	16 244	32 883	102,4%
Temps de fonctionnement (h)	301	1 217	304,3%
PR ZAC MEDITERRANEE	2013	2014	N/N-1
Energie facturée consommée (kWh)	4 216	4 503	6,8%
Volume pompé (m3)	32 949	35 298	7,1%
Temps de fonctionnement (h)	474	506	6,8%

PR 2e ECLUSE	2013	2014	N/N-1
Energie facturée consommée (kWh)	513	739	44,1%
Volume pompé (m3)	4 222	6 083	44,1%
Temps de fonctionnement (h)	211	304	44,1%

6.3. Annexes financières

→ Les modalités d'établissement du CARE

Introduction générale

Le décret 2005-236, codifié aux articles R1411-7 et R1411-8 du Code Général des Collectivités Territoriales, a fourni des précisions sur les données devant figurer dans le Rapport Annuel du Délégué prévu à l'article L1411-3 du même CGCT, et en particulier sur le Compte Annuel de Résultat de l'Exploitation (CARE) de la délégation.

Le CARE établi au titre de 2014 respecte ces principes. La présente annexe fournit les informations relatives à ses modalités d'établissement.

Organisation de la Société au sein de la Région

L'organisation de la Société **Veolia Eau Compagnie Générale des Eaux** au sein de la Région **MEDITERRANEE** de Veolia Eau (groupe Veolia Eau - Compagnie Générale des Eaux) comprend différents niveaux opérationnels qui apportent quotidiennement leur contribution au bon fonctionnement des services publics de distribution d'eau potable et d'assainissement qui leur sont confiés.

La décentralisation et la mutualisation de l'activité aux niveaux adaptés représentent en effet un des principes majeurs d'organisation de Veolia Eau et de ses sociétés.

En outre, pour faire face aux nouveaux défis auxquels se trouvent confrontés ses métiers, et notamment pour accroître la qualité des services rendus à ses clients, la Société **Veolia Eau Compagnie Générale des Eaux** a pris part à la démarche engagée par Veolia Eau visant à accroître la collaboration entre ses différentes sociétés avec la mise en place de pôles régionaux.

Dans ce contexte, au sein de la Région **MEDITERRANEE** de Veolia Eau, la Société est associée à d'autres sociétés du Groupe pour mettre en commun au sein d'un GIE régional un certain nombre de fonctions supports (service clientèle, bureau d'étude technique, service achats...).

Aujourd'hui, les exploitations de la Société bénéficient des interventions tant de ses moyens propres que des interventions du GIE régional, au travers d'une organisation décentralisée, au niveau adapté, les différentes fonctions.

L'architecture comptable de la Société est le reflet de cette structure décentralisée et mutualisée. Elle permet de suivre aux niveaux adéquats les produits et les charges relevant d'une part de la Région (niveaux successifs de la direction régionale, du centre, du service, de l'unité opérationnelle), et d'autre part les charges de niveau national (contribution des services centraux).

En particulier, et conformément aux principes du droit des sociétés, et à partir d'un suivi analytique commun à toutes les sociétés de la Région, la Société facture au GIE régional le coût des moyens qu'elle met à sa disposition ; réciproquement, le GIE régional lui facture le coût de ses prestations.

Le compte annuel de résultat de l'exploitation relatif à un contrat de délégation de service public, établi sous la responsabilité de la Société délégataire, regroupe l'ensemble des produits et des charges imputables à ce contrat, selon les règles exposées ci-dessous.

La présente annexe a pour objet de préciser les modalités de détermination de ces produits et de ces charges.

Faits Marquants

Dans le contexte très évolutif dans lequel s'inscrit son activité et qui est marqué par des attentes renforcées des clients, Veolia Eau a décidé de mettre en œuvre à compter de 2015 une nouvelle organisation plus adaptée aux enjeux du secteur.

Cette nouvelle organisation, qui s'articule autour de 22 centres régionaux aux moyens renforcés, s'est mise en place à compter du 1^{er} janvier 2015. Les CARE établis au titre de 2014 s'inscrivent par conséquent dans le même cadre que ceux de l'année précédente.

En revanche, la mise en place de cette nouvelle organisation a engendré dès l'année 2014 des coûts de restructuration - par nature exceptionnels - qui ont été répartis selon le critère de la Valeur Ajoutée entre les contrats de la Société.

1. Produits

Les produits inscrits dans le compte annuel de résultat de l'exploitation regroupent l'ensemble des produits d'exploitation hors TVA comptabilisés en application du contrat, y compris ceux des travaux attribués à titre exclusif.

En ce qui concerne les activités de distribution d'eau et d'assainissement, ces produits se fondent sur les volumes distribués de l'exercice, valorisés en prix de vente, en appréciant grâce aux données de gestion les volumes livrés aux consommateurs et non encore relevés à la clôture de l'exercice. Le cas échéant, les écarts d'estimation sont régularisés dans le chiffre d'affaires de l'année suivante.

S'agissant des produits des travaux attribués à titre exclusifs, ils correspondent aux montants comptabilisés en application du principe de l'avancement.

Le détail des produits annexé au compte annuel du résultat de l'exploitation fournit une ventilation des produits entre produits facturés au cours de l'exercice et variation de la part estimée sur consommations.

2. Charges

Les charges inscrites dans le compte annuel du résultat de l'exploitation englobent :

les charges qui sont exclusivement imputables au contrat (charges directes § 2.1);

la quote-part, imputable au contrat, des charges communes à plusieurs contrats (charges réparties § 2.2).

Le montant de ces charges résulte soit directement de dépenses inscrites en comptabilité soit de calculs à caractère économique (charges calculées § 2.1.2).

2.1 Charges exclusivement imputables au contrat

Ces charges comprennent :

les dépenses courantes d'exploitation,

un certain nombre de charges calculées, selon des critères économiques, au titre des investissements (domaines privé et délégué) et de l'obligation contractuelle de renouvellement. Pour être calculées, ces charges n'en sont pas moins identifiées contrat par contrat, en fonction de leurs opérations spécifiques,

les charges correspondant aux produits perçus pour le compte des collectivités et d'autres organismes,

2.1.1 Dépenses courantes d'exploitation

Il s'agit des dépenses d'énergie électrique, d'achats d'eau, de produits de traitement, d'analyses, des redevances contractuelles et obligatoires, de certains impôts locaux, etc.

A noter toutefois que l'année 2010 a vu l'entrée en vigueur de la Contribution sur la Valeur Ajoutée des Entreprises (CVAE) qui est venue, avec la Contribution Foncière des Entreprises, se substituer à la Taxe Professionnelle. Alors que cette dernière était largement assise sur les installations et immobilisations attachées aux contrats (et alors imputée directement sur ceux-ci), la CVAE est calculée globalement au niveau de l'entreprise. A ce titre, elle a un caractère de charge indirecte et est répartie en application des modalités décrites au paragraphe § 2.2 (Charges réparties). La CFE est quant à elle imputée directement au contrat ou à un niveau supérieur (et alors répartie en tant charge indirecte) selon le périmètre de l'assiette.

Par ailleurs, il est précisé à nouveau que d'éventuels rappels de Taxe Professionnelle dus à l'issue d'un redressement (fonction des délais de reprise dont dispose l'administration même si cet impôt a été remplacé par la CET en 2010) avaient été portés dans les CARE de l'année 2013, exercice au cours duquel ils ont été acquittés.

Enfin, le déploiement de nouveaux outils en 2014 a permis de renforcer la finesse d'imputation des dépenses de personnel opérationnel en facilitant l'imputation au contrat ou au chantier.

En cours d'année, ces imputations sont valorisées suivant un coût standard par catégorie d'agent qui intègre également une quote part de frais de véhicule et de déplacement. En fin d'année, l'écart entre le montant réel des dépenses engagées au niveau de l'unité opérationnelle dont dépendent les agents et le coût standard imputé fait l'objet d'une répartition à la valeur ajoutée selon les modalités présentées au paragraphe § 2.2.1 (Principe de répartition). Cette évolution n'a pas d'incidence sur la présentation des charges selon leur nature dans les différentes rubriques du CARE.

2.1.2 Charges calculées

Un certain nombre de charges doivent faire l'objet d'un calcul économique. Les éléments correspondants résultent de l'application du principe selon lequel : "Pour que les calculs des coûts et des résultats fournissent des valeurs correctes du point de vue économique...il peut être nécessaire en comptabilité analytique, de substituer à certaines charges calculées en comptabilité générale selon des critères fiscaux ou sociaux, les charges correspondantes calculées selon des critères techniques et économiques" (voir note 1 ci-après).

Ces charges concernent principalement les éléments suivants :

Charges relatives au renouvellement :

Conformément aux préconisations de la FP2E, les charges économiques calculées relatives au renouvellement sont présentées sous des rubriques distinctes en fonction des clauses contractuelles (y compris le cas échéant au sein d'un même contrat).

- Garantie pour continuité du service

Cette rubrique correspond à la situation dans laquelle le délégataire est tenu de prendre à sa charge et à ses risques et périls l'ensemble des dépenses d'entretien, de réparation et de renouvellement des ouvrages nécessaires à la continuité du service. Le délégataire se doit de les assurer à ses frais, sans que cela puisse donner lieu à ajustement (en plus ou en moins) de sa rémunération contractuelle.

La garantie pour continuité du service a pour objet de faire face aux charges que le délégataire aura à supporter en exécution de son obligation contractuelle, au titre des biens en jouissance temporaire (voir note 2 ci-après) dont il est estimé que le remplacement interviendra pendant la durée du contrat.

Afin de prendre en compte les caractéristiques économiques de cette obligation (voir note 3 ci-après), le montant de la garantie pour continuité du service s'appuie sur les dépenses de renouvellement lissées sur la durée de la période contractuelle en cours. Cette charge économique calculée est déterminée en additionnant :

d'une part le montant, réactualisé à la fin de l'exercice considéré, des renouvellements déjà réalisés depuis le début de la période contractuelle en cours ;

d'autre part le montant des renouvellements prévus jusqu'à la fin de cette période, tel qu'il résulte de l'inventaire quantitatif et qualitatif des biens du service à jour à la date d'établissement des comptes annuels du résultat de l'exploitation (fichier des installations en jouissance temporaire);

et en divisant le total ainsi obtenu par la durée de la période contractuelle en cours (voir notes 4 et 5 ci-après).

Des lissages spécifiques sont effectués en cas de prolongation de contrat ou de prise en compte de nouvelles obligations en cours de contrat.

Ce calcul permet donc de réévaluer chaque année, en euros courants, la dépense que le délégataire risque de supporter, en moyenne annuelle sur la durée de la période contractuelle en cours, pour les renouvellements nécessaires à la continuité du service (renouvellement dit « fonctionnel » dont le délégataire doit couvrir tous les risques et périls dans le cadre de la rémunération qu'il perçoit).

- Programme contractuel

Cette rubrique est renseignée lorsque la Société s'est contractuellement engagée à réaliser un programme prédéterminé de travaux de renouvellement selon les priorités que la Collectivité s'est fixée.

La charge économique portée dans le compte annuel de résultat de l'exploitation est alors calculée en additionnant :

d'une part le montant, réactualisé à la fin de l'exercice considéré, des renouvellements déjà effectués depuis le début de la période contractuelle en cours (voir note 5 ci après);

d'autre part, le montant des renouvellements contractuels futurs jusqu'à la fin de cette même période,

et en divisant le total ainsi obtenu par la durée de la période contractuelle en cours.

- Fonds contractuel de renouvellement

Cette rubrique est renseignée lorsque la Société est contractuellement tenue de prélever tous les ans sur ses produits un certain montant et de le consacrer aux dépenses de renouvellement dans le cadre d'un suivi pluriannuel spécifique. Un décompte contractuel délimitant les obligations des deux parties est alors établi. C'est le montant correspondant à la définition contractuelle qui est repris dans cette rubrique.

Charges relatives aux investissements

Les investissements financés par le délégataire sont pris en compte dans le compte annuel du résultat de l'exploitation, sous forme de redevances permettant d'étaler leur coût financier total :

- pour les biens appartenant au délégataire (biens propres et en particulier les compteurs du domaine privé) : sur leur durée de vie économique puisqu'ils restent lui appartenir indépendamment de l'existence du contrat,
- pour les investissements contractuels (biens de retour) : sur la durée du contrat (voir note 5 ci après) puisqu'ils ne servent au délégataire que pendant cette durée,
- avec, dans les deux cas, une progressivité prédéterminée et constante (+1,5 % par an) d'une année sur l'autre de la redevance attachée à un investissement donné.

Le montant de ces redevances résulte d'un calcul actuariel permettant de reconstituer, sur ces durées et en euros courants, le montant de l'investissement initial. S'agissant des compteurs, ce dernier comprend, depuis 2008, les frais de pose valorisés par l'application de critères opérationnels et qui ne sont donc en contrepartie plus compris dans les charges de l'exercice.

Le taux financier retenu se définit comme le taux de référence d'un financement par endettement en vigueur l'année de la réalisation de l'investissement (calculé à partir du Taux Moyen des Emprunts d'Etat majoré de 0,5% pour les investissements réalisés jusqu'au 31.12.2007 et de 1,0% pour les investissements réalisés depuis cette date compte tenu de l'évolution tendancielle du coût des emprunts souscrits par le Groupe VEOLIA ENVIRONNEMENT). Un calcul financier spécifique garantit la neutralité actuarielle de la progressivité annuelle de 1,5 % indiquée ci-dessus.

Enfin, et compte tenu de leur nature particulière, les biens immobiliers du domaine privé font l'objet d'un calcul spécifique comparable à l'approche retenue par les professionnels du secteur. Le montant de la redevance initiale attachée à un bien est pris égal à 7% du montant de l'investissement immobilier (terrain + constructions + agencements du domaine privé) puis est ajusté chaque année de l'évolution de l'indice de la construction. Les agencements pris à bail donnent lieu à un calcul similaire.

- Annuités d'emprunts de la Collectivité prises en charge

Lorsque le délégataire s'est engagé contractuellement à prendre à sa charge le paiement d'annuités d'emprunts contractées par la Collectivité, le montant de la charge inscrite dans les comptes annuels du résultat de l'exploitation est égal au total des annuités correspondantes échues au cours de l'exercice considéré.

Le montant des annuités peut varier pendant la durée du contrat ; la charge correspondante peut être déterminée selon un calcul actuariel permettant de lisser cette charge sur cette durée.

- Investissements du domaine privé

Hormis le parc de compteurs relevant du domaine privé du délégataire (avec une redevance portée sur la ligne « Charges relatives aux compteurs du domaine privé ») et quelques cas où Veolia Eau ou ses filiales sont propriétaires d'ouvrages de production (avec une redevance alors portée sur la ligne « Charges relatives aux investissements du domaine privé »), les redevances attachées aux biens du domaine privé sont portées sur les lignes correspondant à leur affectation (la redevance d'un camion cureur sera affectée sur la ligne « engins et véhicules », celle relative à un ordinateur à la ligne « informatique »...).

- Provisions pour investissements futurs

Les comptes annuels de résultat de l'exploitation peuvent tenir compte sous la forme de provisions pour investissements futurs de l'obligation du délégataire de financer des investissements qui ne seront réalisés qu'ultérieurement, sans que cela entraîne augmentation de la rémunération du délégataire lors de la réalisation de ces investissements. Le montant de la provision pouvant être constituée, correspond à l'étalement du coût financier total des investissements prévus.

2.1.3 Impôt sur les sociétés

L'impôt calculé correspond à celui qui serait dû par une entité autonome, en appliquant au résultat brut bénéficiaire, le taux en vigueur de l'impôt sur les sociétés.

Dans un souci de simplification, le taux normatif retenu en 2014 correspond au taux de base de l'impôt sur les sociétés (33,33 %), hors contributions sociale et exceptionnelle additionnelles (représentant au total jusqu'à 4,67 points d'impôt) applicables lorsque l'entreprise dépasse certains seuils. Il s'entend également hors effet du crédit d'impôt Compétitivité Emploi (CICE) dont a pu bénéficier la société et qui a été porté en minoration de son impôt sur les sociétés dans ses comptes sociaux.

2.2 Charges réparties

Comme rappelé en préambule de la présente annexe, l'organisation de la Société repose sur un ensemble de niveaux de compétences en partie mutualisés au sein d'un GIE régional.

Les charges communes d'exploitation à répartir proviennent donc de chacun de ces niveaux opérationnels.

2.2.1 Principe de répartition

Le principe de base est celui de la répartition des charges concernant un niveau organisationnel donné entre les diverses entités dépendant directement de ce niveau ou, dans certains cas, entre les seules entités au profit desquelles elles ont été engagées.

Ces charges proviennent de chaque niveau organisationnel de Veolia Eau intervenant au profit du contrat : services centraux, directions régionales, centres, services, unités opérationnelles (et regroupements spécifiques de contrats le cas échéant).

Lorsque les prestations effectuées par le GIE régional à un niveau bénéficient à plusieurs sociétés, les charges correspondantes sont refacturées par celui-ci aux sociétés concernées au prorata de la valeur ajoutée des contrats de ces sociétés rattachés à ce niveau. La valeur ajoutée utilisée est celle disponible à la date de refacturation.

Ensuite, la Société répartit dans ses comptes annuels de résultat de l'exploitation l'ensemble de ses charges communes telles qu'elles résultent de sa comptabilité sociale (après facturation des prestations du GIE régional) selon le critère de la valeur ajoutée de l'exercice. Ce critère unique de répartition s'applique à chaque niveau, jusqu'au contrat qu'il s'agisse d'un contrat de Délégation de Service Public (DSP) ou d'un contrat Hors Délégation de Service Public (HDSP). La valeur ajoutée se définit ici comme la différence entre le volume d'activité (produits) et la valeur des consommations intermédiaires (charges d'exploitation – hors frais de personnel). Le calcul permettant de déterminer le montant de la valeur ajoutée s'effectue en « cascade », ce qui permet d'en déterminer le montant à chaque niveau organisationnel. Il est donc déterminé la valeur ajoutée de chaque région, de chaque centre ; pour les services, les unités opérationnelles (et regroupements de contrats le cas échéant) on détermine la valeur ajoutée des différents périmètres géographiques couverts par ces entités ; il est également déterminé la valeur ajoutée de chaque contrat.

Par ailleurs, lorsque la valeur ajoutée d'un contrat est négative ou nulle, un calcul spécifique est effectué visant à affecter à ce contrat une quote-part de frais répartis au moins égale à 5 % de son chiffre d'affaires hors travaux et hors produits des collectivités et autres organismes.

Les charges indirectes sont donc réparties, par ces imputations successives, sur les contrats au profit desquelles elles ont été engagées.

A noter toutefois que par exception à la règle décrite ci-dessus, les frais de production d'eau d'une installation donnée sont répartis entre les contrats desservis par cette installation au prorata des volumes.

Par ailleurs, et en tant que de besoin, les redevances (cf. § 2.1.2) calculées au titre des compteurs dont la Société a la propriété sont réparties entre les contrats concernés au prorata du nombre de compteurs desdits contrats.

Enfin, les charges relatives aux travaux exclusifs étant en général suivies globalement au niveau d'un service alors que les produits correspondant sont suivis au niveau du contrat, il est techniquement impossible de recourir à la clé valeur ajoutée pour répartir ces charges ; elles sont donc réparties au prorata des produits.

2.2.2 Prise en compte des frais centraux

Après détermination de la quote-part des frais de services centraux imputable à l'activité Eau France, la quote-part des frais des services centraux engagée au titre de l'activité des Régions a été facturée à chaque GIE en fonction de la valeur ajoutée de la région concernée, à charge pour chaque GIE régional de la refacturer à ses membres selon les modalités décrites ci-dessus.

Au sein de la Société, la répartition des frais des services centraux s'effectue par imputations successives, du niveau de la région jusqu'au contrat, au prorata de la valeur ajoutée.

2.3 Autres charges

2.3.1 Valorisation des travaux réalisés dans le cadre d'un contrat de délégation de service public (DSP)

Pour valoriser les travaux réalisés dans le cadre d'un contrat de DSP, une quote-part de frais de structure est calculée sur la dépense brute du chantier. Cette disposition est applicable à l'ensemble des catégories de travaux relatifs aux délégations de service public (travaux exclusifs, production immobilisée, travaux de renouvellement), hors frais de pose des compteurs. Par exception, la quote-part est réduite à la seule composante « frais généraux » si la prestation intellectuelle est comptabilisée séparément. De même, les taux forfaitaires de maîtrise d'œuvre et de gestion contractuelle des travaux ne sont pas automatiquement applicables aux opérations supérieures à 500 K€ ; ces prestations peuvent alors faire l'objet d'un calcul spécifique.

L'objectif de cette approche est de prendre en compte les différentes prestations intellectuelles associées réalisées en interne (maîtrise d'œuvre en phase projet et en phase chantier, gestion contractuelle imposée par le contrat DSP : suivi des programmes pluriannuels, planification annuelle des chantiers, reporting contractuel et réglementaire, mises à jour des inventaires,..).

La quote part de frais ainsi attribuée aux différents chantiers est portée en diminution des charges indirectes réparties selon les règles exposées au § 2.2 (de même que la quote part « frais généraux » affectée aux chantiers hors DSP sur la base de leurs dépenses brutes).

2.3.2 Participation des salariés aux résultats de l'entreprise

Les charges de personnel indiquées dans les comptes annuels de résultat de l'exploitation comprennent la participation des salariés acquittée par la Société en 2014 au titre de l'exercice 2013.

3. Autres informations

Lorsque la Société a enregistré dans sa comptabilité une charge initialement engagée par le GIE régional ou un de ses membres dans le cadre de la mutualisation de moyens, cette charge est mentionnée dans le compte annuel de résultat de l'exploitation selon sa nature et son coût d'origine, et non pas en soustraction.

Enfin, au-delà des charges économiques calculées présentées ci-dessus et substituées aux charges enregistrées en comptabilité générale, la Société a privilégié, pour la présentation de ses comptes annuels de résultat de l'exploitation, une approche selon laquelle les risques liés à l'exploitation, qui donnent lieu à la constatation de provisions pour risques et charges ou pour dépréciation en comptabilité générale, sont pris en compte pour leur montant définitif au moment de leur concrétisation. Les dotations et reprises de provisions relatives à ces risques ou dépréciation en sont donc exclues (à l'exception des dotations et reprises pour investissements futurs évoquées ci-dessus).

Lorsqu'un contrat bénéficie d'un apport d'eau en provenance d'un autre contrat de la société, le compte annuel de résultat de l'exploitation reprend les écritures enregistrées en comptabilité analytique, à savoir :

- inscription dans les produits du contrat « vendeur » de la vente d'eau réalisée,
- inscription dans les charges du contrat « acheteur » de l'achat d'eau réalisé.

Dans une recherche d'exactitude, et compte tenu de la date avancée à laquelle la Société a été amenée à arrêter ses comptes sociaux pour des raisons d'intégration de ses comptes dans les comptes consolidés du groupe Veolia Eau - Compagnie Générale des Eaux, les comptes annuels de résultat de l'exploitation présentés anticipent sur 2014 certaines corrections qui seront portées après analyse approfondie dans les comptes sociaux de l'exercice 2015.

Notes :

1. Texte issu de l'ancien Plan Comptable Général de 1983, et dont la refonte opérée en 1999 ne traite plus des aspects relatifs à la comptabilité analytique.
2. C'est-à-dire les biens indispensables au fonctionnement du service public qui seront remis obligatoirement à la collectivité délégante, en fin de contrat.
3. L'obligation de renouvellement est valorisée dans la garantie lorsque les deux conditions suivantes sont réunies:
 - le bien doit faire partie d'une famille technique dont le renouvellement incombe contractuellement au délégataire ;
 - la date de renouvellement passée ou prévisionnelle entre dans l'horizon de la période contractuelle en cours
4. Compte tenu des informations disponibles, pour les périodes contractuelles ayant débuté avant 1990, le montant de la garantie de renouvellement est calculé selon le même principe d'étalement linéaire, en considérant que le point de départ de ces périodes se situe au 1er janvier 1990.
5. S'agissant des contrats concernés par l'arrêt du Conseil d'Etat du 8 avril 2009 concernant les contrats de Délégation de Service Public dans le domaine de l'Eau et de l'Assainissement pour lesquels l'examen des clauses contractuelles prévu par l'Arrêt n'étaient pas encore finalisées au 31 12 2014 ou encore faisant l'objet d'une procédure judiciaire, la durée initiale du contrat a été maintenue.

→ ***Avis des commissaires aux comptes***

La Société a demandé à l'un des Co-Commissaires aux Comptes de Veolia Eau d'établir un avis sur la procédure d'établissement de ses CARE. Une copie de cet avis est disponible sur simple demande de la Collectivité.

6.4. Les nouveaux textes réglementaires

Certains textes présentés ci-dessous peuvent avoir un impact contractuel. Veolia se tient à disposition pour assister la collectivité dans l'évaluation de leur impact local et la préparation en tant que de besoin des projets d'avenant.

6.4.1. SERVICES PUBLICS LOCAUX

→ *Loi Mapam et GEMAPI*

Les articles 56 à 59 de la loi de Modernisation de l'Action Publique et d'Affirmation des Métropoles (MAPAM) du 27 janvier 2014 introduisent le transfert obligatoire d'un bloc de 4 des 12 compétences désignées dans l'article L211-7 du Code de l'Environnement vers les communes ou les EPCI à fiscalité propre. Cette disposition législative est désignée sous l'acronyme GEMAPI pour « GEstion des Milieux Aquatiques et Prévention des Inondations ».

La loi prévoit la possibilité pour les EPCI de confier ce bloc de compétences à un Etablissement Public d'Aménagement et de Gestion des Eaux (EPAGE), structure de maîtrise d'ouvrage créée ex-nihilo par la loi MAPAM, ou un Etablissement Public Territorial de Bassin (EPTB) – syndicat de rivière, mixte ou ouvert.

Par ailleurs, pour l'exercice de cette compétence, la loi permet la mise en place d'une taxe plafonnée et affectée répartie « entre toutes les personnes physiques ou morales assujetties aux taxes foncières sur les propriétés bâties et non bâties, à la taxe d'habitation et à la cotisation foncière des entreprises. ».

La prise de compétence GEMAPI par les communes et/ou EPCI est prévue en principe au 1 janvier 2016. Les structures de type syndicat de rivière ou EPTB déjà existantes pourront continuer à exercer leur compétence jusqu'au 1 janvier 2018 (et au-delà en cas de confirmation du transfert de la compétence GEMAPI par l'ensemble des EPCI la constituant).

Ces articles de la loi MAPAM seront complétés par 4 décrets d'application durant l'année 2015.

→ *Marchés publics*

Le décret 2014-1097 du 26 septembre 2014 s'inscrit dans le cadre de la transposition des deux directives européennes sur la passation des marchés publics (Directives 2014/24/UE et 2014/25/UE du 26 février 2014).

Ce décret s'articule autour de trois mesures de simplification applicables aux marchés publics, à savoir :

- le plafonnement du chiffre d'affaires annuel minimal demandé aux candidats au double de la valeur estimée du marché,
- l'allègement du dossier de candidature,
- l'instauration du partenariat d'innovation : une nouvelle forme de marché qui permet au pouvoir adjudicateur d'acquérir sans remise en concurrence les fournitures, services ou travaux innovants qui résultent de la recherche et du développement menés spécifiquement pour le marché.

→ *Lutte contre les retards de paiement*

L'arrêté du 3 mars 2014 modifie l'arrêté du 8 septembre 2009 et vise à la réduire les retards de paiement à travers différentes dispositions notamment la nouvelle rédaction des articles 13.3 et 13.4 du Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de travaux. De nouveaux délais sont fixés pour toutes les parties et des dispositions nouvelles sont introduites à l'article 13.4.4 en cas d'absence de production d'un décompte général par le représentant du pouvoir adjudicateur dans les délais contractuels. Ces dispositions intègrent une procédure d'alerte du titulaire auprès du maître d'ouvrage

→ **Travaux à proximité des réseaux**

La réglementation concernant les travaux à proximité des réseaux de transport et de distribution dite « DT-DICT » est entrée en application dans le courant des années 2012 et 2013.

Un décret du 17 juin 2014 et deux arrêtés du 18 et 19 juin 2014 ont modifié cette réglementation en y introduisant des ajustements.

Ces textes, complétés par un avis ministériel en date du 24 juin 2014, visent à simplifier le cadre réglementaire et sont entrés en application le 1er juillet 2014, à l'exception des délais de déclaration pour les réponses aux DICT, qui ne sera effective qu'à compter du 1er avril 2015. Ils traitent de cinq volets distincts :

- Les dispenses d'enregistrement ;
- Les précisions sur le caractère obligatoire des investigations complémentaires ;
- La dématérialisation des échanges ;
- Les travaux d'urgence ;
- Les redevances pour le financement du guichet unique ;

Enfin, l'arrêté du 12 août 2014, publié le 26 août 2014, fixe pour l'année 2014 le barème des redevances instituées pour financer le téléservice www.reseaux-et-canalisation.gouv.fr.

→ **Amiante**

Entrée en vigueur au 1 juillet 2014 de différentes dispositions réglementaires visant à renforcer la prévention du risque « amiante ». Parmi l'ensemble des dispositions prévues, certaines portent sur :

- Le repérage exhaustif et le recensement des infrastructures et réseaux routiers dont les enrobés sont susceptibles de contenir de l'amiante ;
- Le statut et la gestion des déchets contenant de l'amiante (enrobés et, le cas échéant, canalisations déposées, etc).

→ **Facturation électronique**

L'ordonnance no 2014-697 du 26 juin 2014 introduit l'obligation, à compter du 1^{er} janvier 2017, pour certaines entreprises titulaires de contrats de la commande publique de transmettre obligatoirement leurs factures par voie électronique. Selon la taille des entreprises, l'introduction de cette mesure s'échelonne dans le temps pour devenir obligatoire pour toutes les entreprises à compter du 1^{er} janvier 2020.

→ **Principe « silence vaut acceptation »**

Par la loi n° 2013-1005 du 12 novembre 2013 habilitant le Gouvernement à simplifier les relations entre l'administration et les citoyens, le législateur a entendu inverser le principe selon lequel le silence de l'administration valait implicitement refus. Cette loi a ainsi modifié l'article 21 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations et a amené l'ensemble des services ministériels à recenser leurs procédures d'autorisations, au total plus de 1200 procédures.

Le 1er novembre 2014, ont été publiés 42 décrets d'application qui tendent à préciser les exceptions et adaptations du nouveau principe « le silence de l'administration gardé pendant 2 mois vaut décision implicite d'acceptation ».

Ce nouveau principe entre en vigueur à compter :

- du 12 novembre 2014 pour l'Etat et ses établissements publics,
- du 12 novembre 2015 pour les collectivités territoriales et leurs établissements.

Il est assorti de conditions (forme et fond) et de nombreuses exceptions et, pour chaque procédure, il appartiendra à tout demandeur de vérifier au préalable dans des listes annexées à la loi ou aux décrets d'application si la demande adressée à l'administration est susceptible de faire naître une décision implicite d'accord ou une décision implicite de refus et dans quel délai (2 mois ou bien au-delà).

→ **Certificats d'Economie d'Energie**

Le Décret 2014-1557 du 22/12/14 (publié au JO du 24 décembre 2014) définit les nouvelles modalités de mise en œuvre du dispositif de certificats d'économies d'énergie (CEE) pour la période couvrant les années 2015 à 2017.

→ **Eaux pluviales urbaines**

La loi de finances du 29 décembre 2014 supprime un certain nombre de taxes à faible rendement, notamment la taxe pour la gestion des eaux pluviales urbaines.

La loi crée un chapitre au Code général des collectivités territoriales, avec un article précisant que "la gestion des eaux pluviales urbaines correspondant à la collecte, au transport, au stockage et au traitement des eaux pluviales des aires urbaines constitue un service public administratif relevant des communes, dénommé service public de gestion des eaux pluviales urbaines" et pour lequel un décret en Conseil d'État précise les modalités d'application.

6.4.2. SERVICES PUBLICS DE L'ASSAINISSEMENT

→ **Injection de biogaz produit en station d'épuration**

Trois textes réglementaires publiés au Journal officiel du 26 juin modifient le cadre réglementaire établi en novembre 2011 encadrant l'injection de biogaz dans le réseau de gaz naturel. Notamment, ces textes modifient la réglementation en vigueur de telle sorte à ce que le biogaz produit en station d'épuration (Step) puisse être injecté au réseau.

Le décret n° 2014-672 du 24 juin 2014, qui modifie le décret n° 2011-1597 du 21 novembre 2011 relatif aux conditions de contractualisation entre producteurs de bio-méthane et fournisseurs de gaz naturel, fixe le tarif d'achat du biogaz issu d'installations mises en service pour la première fois après le 22 novembre 2011.

Un arrêté du 24 juin 2014 fixe les conditions d'achat du bio-méthane produit à partir des boues de STEP et injecté dans les réseaux de gaz naturel.

Un autre arrêté du 24 juin 2014 fixe la nature des intrants dans la production de bio-méthane pour l'injection dans les réseaux de gaz naturel (boues, graisses, etc., résultant du traitement des eaux usées, traitées en digesteur).

→ **Réutilisation des Eaux Usées traitées à des fins d'irrigation**

L'arrêté du 25 juin 2014 modifie l'arrêté du 2/08/2010 portant sur la réutilisation des eaux usées après traitement à des fins d'irrigation de cultures et d'espaces verts.

Ce nouvel arrêté met fin au régime de l'expérimentation prévu dans l'arrêté du 2 août 2010 et apporte quelques modifications techniques mineures sur l'encadrement du volet 'sanitaire'.

→ **Redevance pour pollution de l'eau d'origine non domestique**

Le décret 2014 - 1578 du 23/12/14 porte sur la prise en compte des substances dangereuses pour l'environnement dans le calcul de l'assiette de la redevance pour pollution de l'eau d'origine non domestique. Ce décret définit les catégories de substances dangereuses pour l'environnement prises en compte dans la redevance pour pollution de l'eau d'origine non domestique et les modalités de détermination de la quantité de substances dangereuses pour l'environnement ajoutée dans le milieu naturel qui sert d'assiette pour le calcul du montant de la redevance ainsi que le seuil à partir duquel un suivi régulier des rejets doit être mis en place par les personnes assujetties.

→ **Emissions polluantes**

Le décret n° 2014-1666 du 29 décembre 2014, pris en application de l'article 33 de la loi de finances pour 2014, fixe les seuils d'assujettissement à la taxe générale sur les activités polluantes (TGAP) des émissions dans l'atmosphère de certaines substances polluantes : plomb (200 kg/an), zinc (200 kg/an), chrome (100 kg/an), cuivre (100 kg/an), nickel (50 kg/an), cadmium (10 kg/an) et vanadium (10 kg/an). La TGAP sur la pollution atmosphérique est due par les ICPE soumises à autorisation qui émettent ces substances dans des quantités supérieures aux seuils indiqués sur une année, ainsi que par les installations de combustion d'une puissance thermique d'au moins 20 MW et par les installations de traitement thermique des ordures ménagères de capacité supérieure à 3 tonnes par heure.

Ce texte étant rattaché à la loi de finances pour 2014, il s'applique rétroactivement aux émissions constatées à partir du 1er janvier 2014.

L'arrêté du 11 décembre 2014 a modifié l'arrêté du 31 janvier 2008 relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions polluantes et des déchets. Cette déclaration concerne désormais les installations de stockage de déchets inertes, qui relèvent à présent, de la réglementation ICPE. L'annexe II du texte modifie aussi certains critères déclenchant l'obligation de déclaration dans le domaine des rejets atmosphériques. Il prévoit par ailleurs que les incinérateurs de déchets, non dangereux ou dangereux, devront communiquer le rendement et les quantités de chaleur et d'électricité produites

→ **Observatoire des services publics d'eau et d'assainissement**

Suite à la publication des rapports nationaux des données du système d'information sur les services publics d'eau et d'assainissement (Sispea) pour les années 2010 et 2011, la ministre de l'Ecologie a adressé le 27 octobre une note aux services déconcentrés de l'Etat et établissements publics concernés par le Sispea qui permet d'alimenter l'observatoire proposé sur le site www.service.eaufrance.fr. La note rappelle que cet observatoire, qui met à la disposition du public les données relatives au prix et à la qualité du service d'eau et d'assainissement, est l'une des priorités de la feuille de route gouvernementale pour la politique de l'eau issue de la dernière conférence environnementale. Cette note fixe comme objectif d'atteindre au 31 décembre 2014, une représentation d'au moins 50% de la population et de 25% des services de chaque département, et ce pour chacune des compétences (eau potable, assainissement collectif, assainissement non collectif).

→ **Indicateurs de performance**

L'article 36 de la loi de finances rectificative 2014 (2014-1655) reporte d'un an l'échéance à laquelle les services d'eau et d'assainissement doivent disposer du descriptif détaillé, à savoir, le 31 décembre 2014 au lieu du 31 décembre 2013. Ce même article apporte des précisions sur les modalités de l'éventuel doublement de la redevance de prélèvement auquel les services d'eau ne satisfaisant aux critères de performance introduits dans le décret du 27 janvier 2012 pourraient être soumis.

6.4.3. ASSAINISSEMENT ET QUALITE DES MILIEUX

→ **Elaboration des SDAGE 2016 – 2021**

Les Sdage constituent des outils essentiels pour l'atteinte du bon état prévu par la Directive cadre européenne sur l'eau (DCE), car ils permettent de fixer les objectifs à atteindre et de planifier la gestion de l'eau.

Le processus d'élaboration des Sdage pour la période 2016-2021 s'est poursuivi tout au long l'année 2014. A ce titre, différents arrêtés 'techniques' et circulaires ont été publiés (Instruction du Gouvernement du 22 avril 2014 relative à la mise à jour des SDAGE et des programmes de mesures associés, arrêté du 18 décembre 2014 modifiant l'arrêté du 17 mars 2006 relatif au contenu des schémas directeurs d'aménagement et de gestion des eaux, ...).

Les Sdage des sept bassins versants en France métropolitaine et des cinq en Outre-mer sont ouverts à la consultation publique depuis le 19 décembre 2014 et, ce, jusqu'au 18 juin 2015.

Par cohérence, cette consultation des Sdage est conjointe avec celles concernant les Plans de gestion des risques d'inondation (PGRI) pour les eaux continentales et les programmes de mesures des Plans d'actions pour le milieu marin (PAMM).

Cette étape de consultation est la dernière avant l'adoption de l'ensemble de ces documents

→ *Zonages réglementaires*

Par une note datée du 21 août 2014, la ministre de l'Ecologie a demandé aux préfets coordonnateurs de bassin de procéder à la révision des zones sensibles à l'eutrophisation en application de la Directive n°91/271/CEE du Conseil du 21 mai 1991 relative au traitement des eaux résiduaires urbaines (ERU).

Cette directive européenne impose aux Etats membres un traitement plus rigoureux des eaux usées urbaines qui sont rejetées dans les zones sensibles. Elle prévoit une révision de ces zones au minimum tous les quatre ans.

Les arrêtés définitifs seront publiés en juin 2015. Le cas échéant, chaque projet de révision des zones sensibles devra tenir compte des travaux déjà effectués au titre de la directive cadre sur l'eau (DCE) et de l'état des lieux des Sdage.

De même, le ministère de l'écologie a initié une nouvelle révision des zones vulnérables au titre de la Directive Européenne 91/676/CEE du 12 décembre 1991, dite «

Cette révision vise à l'atteinte des objectifs de bon état des eaux au titre de la directive cadre sur l'eau (DCE) sur les nombreuses masses d'eau souterraines, superficielles et littorales qui restent déclassées au motif d'une présence excessive de nitrates.

6.4.4. ASSAINISSEMENT ET BIODIVERSITE - ENVIRONNEMENT

→ *Substances soumises à autorisation*

Le règlement (UE) n° 895/2014 du 14 août 2014, entré en vigueur le 22 août, ajoute neuf substances à la liste des substances soumises à autorisation figurant à l'annexe XIV du règlement Reach, qui en compte 31.

Rappel. Ces substances ne peuvent plus être mises sur le marché ni utilisées ni importées, à moins qu'une autorisation soit accordée pour une utilisation spécifique. Le règlement indique la date à partir de laquelle cette interdiction court ainsi que la date limite pour présenter une demande d'autorisation.

→ *Troisième Plan National Santé Environnement*

La Direction Générale de la Santé (DGS) a publié en novembre 2014 le 3^e Plan National Santé Environnement pour la période 2015-2019 (PNSE III).

Cinq actions concernent à des degrés divers l'eau de consommation humaine :

- Action n°32 : surveiller les substances émergentes prioritaires dans les milieux aquatiques et les captages d'eau destinée à la consommation humaine.
- Action n°53 : élaborer un nouveau plan "micropolluants" qui devra intégrer les plans sur les « résidus de médicaments dans les eaux » et sur les PCB.
- Action n°54 : mieux prendre en compte le caractère perturbateur endocrinien des micropolluants.
- Action n°55 : promouvoir la mise en place de plans de sécurité sanitaire « AEP ».
- Action n°56 : mettre en œuvre la protection des captages utilisés pour l'alimentation en eau potable (AEP) contre les pollutions accidentelles et les pollutions diffuses.

→ **Directive 2014/101/UE**

La directive n°2014/101 du 30 octobre 2014 a actualisé la liste des normes internationales fixant les méthodes pour le contrôle des éléments de qualité des eaux de surface et des eaux souterraines.

Les États membres doivent établir des programmes de surveillance de l'état des eaux de surface et des eaux souterraines afin de dresser un tableau cohérent et complet de leur état au sein de chaque district hydrographique. Cette nouvelle version sera applicable à compter du 20 mai 2016

6.5. Glossaire

Le présent glossaire est établi sur la base des définitions de l'arrêté du 2 mai 2007 et de la circulaire n°12/DE du 28 avril 2008 et de compléments jugés utiles à la compréhension du document.

Abonnement :

L'abonnement désigne le contrat qui lie l'abonné à l'opérateur pour la prestation du service de l'eau ou de l'assainissement conformément au règlement du service. Il y a un abonnement pour chaque point d'accès au service (point de livraison d'eau potable ou de collecte des effluents qui dessert l'abonné, ou installation d'assainissement non collectif). (Circulaire n° 12/DE du 28 avril 2008). Pour Veolia, à chaque abonnement correspond un client distinct : le nombre d'abonnements est égal au nombre de clients.

Assiette de la redevance d'assainissement :

Volume total facturé aux usagers du service.

Arrêté d'autorisation de déversement :

Arrêté d'autorisation de déversement signé par la collectivité responsable de l'ouvrage où sont rejetés les effluents du bénéficiaire de l'arrêté.

Bilans disponibles :

Sur une usine de dépollution, les bilans disponibles sont les bilans 24h réalisés, exception faite des bilans inutilisables

Capacité épuratoire :

Capacité de traitement des ouvrages d'épuration donnée par le constructeur. Elle s'exprime en capacité épuratoire (kg de DBO5/jour) et en capacité hydraulique (m³/jour) ou en équivalent-habitants.

Certification ISO 14001 :

Attestation fournie par un organisme certificateur qui valide la démarche environnementale effectuée par le délégataire

Certification ISO 9001 :

Attestation fournie par un organisme certificateur qui valide la démarche management qualité effectuée par le délégataire

Certification OHSAS 18001 :

Attestation fournie par un organisme certificateur qui valide la démarche sécurité et santé effectuée par le délégataire

Client (abonné) :

Personne physique ou morale ayant souscrit un ou plusieurs abonnements auprès de l'opérateur du service public (par exemple service de l'eau, de l'assainissement, etc..). Le client est par définition desservi par l'opérateur. Il peut être titulaire de plusieurs abonnements, en des lieux géographiques distincts appelés points de service et donc avoir plusieurs points de service. Pour distinguer les services, on distingue les clients eau, les clients assainissement collectif et les clients assainissement non collectif. Le client perd sa qualité d'abonné à un point de service donné lorsque le service n'est plus délivré à ce point de service, quelle que soit sa situation vis-à-vis de la facturation (il n'est plus desservi, mais son compte peut ne pas encore être soldé). (cf. circulaire n° 12/DE du 28 avril 2008). Pour Veolia, un client correspond à un abonnement : le nombre de clients est égal au nombre d'abonnements.

Conformité de la collecte des effluents aux prescriptions définies en application de l'arrêté du 22 juin 2007 [P203.3] :

En attente de la publication de la fiche indicateur sur le site de l'Observatoire national des services d'eau et d'assainissement : <http://services.eaufrance.fr/>

Conformité des équipements d'épuration aux prescriptions définies en application de l'arrêté du 22 juin 2007 [P204.3] :

En attente de la publication de la fiche indicateur sur le site de l'Observatoire national des services d'eau et d'assainissement : <http://services.eaufrance.fr/>

Conformité de la performance des ouvrages d'épuration aux prescriptions définies en application de l'arrêté du 22 juin 2007 [P205.3] :

En attente de la publication de la fiche indicateur sur le site de l'Observatoire national des services d'eau et d'assainissement : <http://services.eaufrance.fr/>

Conformité des performances des équipements d'épuration au regard des prescriptions de l'acte individuel pris en application de la police de l'eau [P 254.3] :

Parmi les bilans de fonctionnement des équipements d'épuration réalisés sur 24h, nombre de bilans conformes aux objectifs de rejet spécifiés par l'arrêté préfectoral rapporté au nombre total de bilans (arrêté du 2 mai 2007)

Conformité réglementaire des rejets :

L'indice mesure la conformité des rejets aux prescriptions de rejet définies dans la réglementation ou dans l'arrêté préfectoral.

DBO5 :

Demande biochimique en oxygène pendant 5 jours. La DBO5 est un des paramètres de caractérisation d'une eau usée.

DCO :

Demande chimique en oxygène. La DCO est un des paramètres de caractérisation d'une eau usée.

Développement durable :

Défini en 1987 comme « un développement qui répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures de répondre aux leurs. ». C'est un développement économiquement efficace, socialement équitable et écologiquement soutenable, tout en reposant sur une nouvelle forme de gouvernance qui encourage la mobilisation et la participation de tous les acteurs de la société civile aux processus de décision.

Equivalent-habitant :

Flux journalier moyen de pollution, correspondant à la quantité de DBO5 (en grammes / jour) des eaux brutes en entrée de système de traitement divisé par 60. Un équivalent-habitant (EH) rejette en effet 60 grammes de DBO5 par jour.

Habitants desservis :

Population INSEE des communes desservies après correction en cas de couverture partielle d'une commune. Cette donnée est consultable sur le site internet de l'INSEE à compter de 2009 (décret n° 2008-1477 du 30/12/2008).

Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux de collecte des eaux usées [P202.2] :

La valeur de cet indice est comprise entre 0 et 120, avec le barème suivant :

- ◆ 0 point : absence de plan des réseaux de collecte et de transport des eaux usées ou plan très incomplet ;

- ◆ + 10 points : existence d'un plan des réseaux de collecte et de transport des eaux usées mentionnant la localisation des ouvrages annexes (postes de relèvement ou de refoulement, déversoirs d'orage...), et s'ils existent, des points d'autosurveillance du fonctionnement des réseaux d'assainissement ;
- ◆ + 5 points : définition d'une procédure de mise à jour du plan afin de prendre en compte les travaux réalisés depuis la dernière mise à jour (extension, réhabilitation ou renouvellement de réseaux) ainsi que les données acquises notamment en application de l'article R. 554-34 du code de l'environnement. La mise à jour est réalisée au moins chaque année.

L'obtention des 15 points précédents est nécessaire avant de pouvoir ajouter les points suivants :

- ◆ + 10 points : existence d'un inventaire des réseaux identifiant les tronçons de réseaux avec mention du linéaire de la canalisation, de la catégorie de l'ouvrage définie en application de l'article R. 554-2 du code de l'environnement ainsi que de la précision des informations cartographiques définie en application du V de l'article R. 554-23 du même code et, pour au moins la moitié du linéaire total des réseaux, les informations sur les matériaux et les diamètres des canalisations de collecte et de transport des eaux usées.

Lorsque les informations sur les matériaux et les diamètres sont rassemblées pour la moitié du linéaire total des réseaux, un point supplémentaire est attribué chaque fois que sont renseignés 10 % supplémentaires du linéaire total, jusqu'à 90 %. Le cinquième point est accordé lorsque les informations sur les matériaux et les diamètres sont rassemblées pour au moins 95 % du linéaire total des réseaux.

La procédure de mise à jour du plan des réseaux est complétée en y intégrant la mise à jour de l'inventaire des réseaux.

- ◆ + 10 points : l'inventaire des réseaux mentionne pour chaque tronçon la date ou la période de pose des tronçons identifiés à partir du plan des réseaux, la moitié du linéaire total des réseaux étant renseigné.

Lorsque les informations sur les dates ou périodes de pose sont rassemblées pour la moitié du linéaire total des réseaux, un point supplémentaire est attribué chaque fois que sont renseignés 10 % supplémentaires du linéaire total, jusqu'à 90 %. Le cinquième point est accordé lorsque les informations sur les dates ou périodes de pose sont rassemblées pour au moins 95 % du linéaire total des réseaux.

Un total de 40 points est nécessaire pour considérer que le service dispose du descriptif détaillé des ouvrages de collecte et de transport des eaux usées mentionné à l'article D. 2224-5-1 du code général des collectivités locales. Ils doivent être obtenus pour que le service puisse bénéficier des points supplémentaires suivants :

- ◆ + 10 points : le plan des réseaux comporte une information géographique précisant l'altimétrie des canalisations, la moitié au moins du linéaire total des réseaux étant renseignée.

Lorsque les informations disponibles sur l'altimétrie des canalisations sont rassemblées pour la moitié du linéaire total des réseaux, un point supplémentaire est attribué chaque fois que sont renseignés 10 % supplémentaires du linéaire total, jusqu'à 90 %. Le cinquième point est accordé lorsque les informations sur l'altimétrie des canalisations sont rassemblées pour au moins 95 % du linéaire total des réseaux.

- ◆ + 10 points : localisation et description des ouvrages annexes (postes de relèvement, postes de refoulement, déversoirs...).
- ◆ + 10 points : existence et mise à jour au moins annuelle d'un inventaire des équipements électromécaniques existants sur les ouvrages de collecte et de transport des eaux usées ;
- ◆ + 10 points : le plan ou l'inventaire mentionne le nombre de branchements pour chaque tronçon du réseau (nombre de branchements entre deux regards de visite) ;
- ◆ + 10 points : l'inventaire récapitule et localise les interventions et travaux réalisés sur chaque tronçon de réseaux (curage curatif, désobstruction, réhabilitation, renouvellement...) ;
- ◆ + 10 points : mise en oeuvre d'un programme pluriannuel d'enquête et d'auscultation du réseau, un document rendant compte de sa réalisation. Y sont mentionnés les dates des inspections de l'état des réseaux, notamment par caméra, et les réparations ou travaux effectués à leur suite.

- ◆ + 10 points : mise en oeuvre d'un programme pluriannuel de travaux de réhabilitation et de renouvellement (programme détaillé assorti d'un estimatif chiffré portant sur au moins trois ans).

Indice de connaissance des rejets au milieu naturel par les réseaux de collecte [P255.3] :

La valeur de cet indice est comprise entre 0 et 120, les éléments indiqués aux points B et C suivants n'étant pris en compte que si la somme des points mentionnés au point A atteint 80. Pour des valeurs de l'indice comprises entre 0 et 80, l'acquisition de points supplémentaires est faite si les étapes précédentes sont réalisées, la valeur de l'indice correspondant à une progression dans la qualité de la connaissance du fonctionnement des réseaux.

A – Éléments communs à tous les types de réseaux

- ◆ + 20 : identification sur plan et visite de terrain pour localiser les points de rejets potentiels aux milieux récepteurs (réseaux de collecte des eaux usées non raccordés, déversoirs d'orage, trop pleins de postes de refoulement...)
- ◆ + 10 : évaluation sur carte et sur une base forfaitaire de la pollution collectée en amont de chaque point potentiel de rejet (population raccordée et charges polluantes des établissements industriels raccordés)
- ◆ + 20 : réalisation d'enquêtes de terrain pour reconnaître les points de déversements et mise en œuvre de témoins de rejet au milieu pour identifier le moment et l'importance du déversement
- ◆ + 30 : réalisation de mesures de débit et de pollution sur les points de rejet, suivant les prescriptions définies par l'arrêté du 22 juin 2007 relatif à la surveillance des ouvrages de collecte et de traitement des eaux usées mentionnées aux articles L. 372-1-1 et L. 372-3 du code des communes
- ◆ + 10 : réalisation d'un rapport présentant les dispositions prises pour la surveillance des systèmes de collecte et des stations d'épuration des agglomérations d'assainissement et les résultats en application de l'arrêté du 22 juin 2007 relatif à la surveillance des ouvrages de collecte et de traitement des eaux usées mentionnées aux articles L. 372-1-1 et L. 372-3 du code des communes
- ◆ + 10 : connaissance de la qualité des milieux récepteurs et évaluation de l'impact des rejets sur le milieu récepteur

Un total de 80 points minimum sur les 100 premiers est nécessaire pour considérer que le service dispose des éléments communs à tous les types de réseaux. Ils doivent être obtenus pour que le service puisse bénéficier des 20 points suivants :

B – Pour les secteurs équipés en réseaux séparatifs ou partiellement séparatifs

- ◆ + 10 : évaluation de la pollution déversée par les réseaux pluviaux au milieu récepteur, les émissaires concernés devant drainer au moins 70 % du territoire desservi en amont, les paramètres observés étant a minima la pollution organique (DCO) et l'azote organique total.

C – Pour les secteurs équipés en réseaux unitaires ou mixtes

- ◆ + 10 : mise en place d'un suivi de la pluviométrie caractéristique du système d'assainissement et des rejets des principaux déversoirs d'orage

Matières sèches (boues de dépollution) :

Matières résiduelles après déshydratation complète des boues, mesurées en tonnes de MS

MES :

Matières en suspension. Les MES sont un des paramètres de caractérisation d'une eau usée.

Nombre de points du réseau de collecte nécessitant des interventions fréquentes de curage par 100 km de réseau [P252.2] :

Est recensé le nombre de points du réseau de collecte des eaux usées (unitaire ou séparatif) nécessitant au moins 2 interventions par an (préventives ou curatives). Ce nombre est rapporté à 100 km de réseaux de collecte des eaux usées, hors branchements. (Arrêté du 2 mai 2007)

Quantité de boues issues des ouvrages d'épuration :

Quantité de boues, exprimée en tonnes de matières sèches, qui sortent du périmètre des ouvrages d'épuration du service ou qui sont comptabilisées à l'amont des filières d'incinération ou de compostage en cas de traitement sur site ; ces boues contiennent les réactifs ajoutés aux boues brutes et sont comptabilisées en sortie du périmètre des ouvrages d'épuration, donc avec prise en compte des éventuels effets de stockage sur site.

Réseau de collecte des eaux usées :

Ensemble des équipements publics (canalisations et ouvrages annexes) acheminant de manière gravitaire ou sous pression les eaux usées et unitaires issues des abonnés, du domaine public ou d'autres services de collecte jusqu'aux unités de dépollution. Il est constitué de la partie publique des branchements, des canalisations de collecte, des canalisations de transport, des ouvrages et équipements hydrauliques. (Circulaire n° 12/DE du 28 avril 2008)

Station d'épuration (ou usine de dépollution) :

Ensemble des installations chargées de traiter les eaux collectées par le réseau de collecte des eaux usées avant rejet au milieu naturel et dans le respect de la réglementation (appelée aussi usine de traitement, STEP). (Circulaire n° 12/DE du 28 avril 2008)

Taux de boues issues des ouvrages d'épuration évacuées selon des filières conformes à la réglementation [P206.3] :

Une filière est dite « conforme » si la filière de traitement est déclarée ou autorisée selon sa taille et si le transport des boues est effectué conformément à la réglementation en vigueur. L'indicateur est le pourcentage de boues évacuées selon une filière conforme. Les refus de dégrillage et les boues de curage ne sont pas pris en compte. (Arrêté du 2 mai 2007)

Taux de conformité des dispositifs d'assainissement non collectif [P301.3] :

L'indicateur traduit la proportion d'installations d'assainissement non collectif ne nécessitant pas de travaux urgents à réaliser. Il s'agit du ratio correspondant à la somme du nombre d'installations neuves ou à réhabiliter contrôlées conformes à la réglementation et du nombre d'installations existantes qui ne présentent pas de danger pour la santé des personnes ou de risque avéré de pollution de l'environnement rapportée au nombre total d'installations contrôlées (arrêté du 2 décembre 2013).

Taux de débordement d'effluents dans les locaux des usagers [P251.1] :

Le nombre de débordements et d'inondations correspond au nombre de demandes d'indemnisation présentées par des tiers, usagers ou non du service. Le taux de débordement est obtenu en rapportant le nombre de demandes d'indemnisation au millier d'habitants desservis. Les débordements résultant d'une obstruction du réseau due à l'utilisateur ne sont pas pris en compte. (Arrêté du 2 mai 2007)

Taux de desserte par des réseaux de collecte des eaux usées [P201.1] :

Est défini comme le nombre d'abonnés du service public d'assainissement collectif rapporté au nombre potentiel d'abonnés de la zone relevant de l'assainissement collectif dans l'agglomération d'assainissement au sens de l'article R. 2224-6 du code général des collectivités territoriales. Le taux de desserte ne peut être établi qu'après définition des zones d'assainissement collectif et non collectif. On estime qu'un abonné est desservi par un réseau d'assainissement dès lors qu'un réseau existe devant l'immeuble. (Arrêté du 2 mai 2007)

Taux d'impayés [P257.0] :

Il correspond au taux d'impayés au 31/12 de l'année N sur les factures émises au titre de l'année N-1. Le montant facturé au titre de l'année N-1 comprend l'ensemble de la facture, y compris les redevances prélèvement et pollution, la taxe Voies Navigables de France et la TVA liée à ces postes. Pour une facture donnée, les montants impayés sont répartis au prorata hors taxes et redevances de la part « eau » et de la

part « assainissement ». Sont exclues les factures de réalisation de branchements et de travaux divers. (Arrêté du 2 mai 2007)

Taux de raccordement :

Pourcentage des clients desservis effectivement raccordés au réseau d'assainissement (Nombre de clients effectivement raccordés / nombre de clients desservis). La politique en matière d'autosurveillance et d'assainissement non collectif doit être mise en parallèle de l'appréciation de l'indicateur.

Taux de réclamations [P258.1] :

Ces réclamations peuvent être reçues par l'opérateur ou directement par la collectivité. Un dispositif de mémorisation et de suivi des réclamations écrites est mis en œuvre. Le taux de réclamations est le nombre de réclamations écrites rapporté au nombre d'abonnés divisé par 1 000. Sont prises en compte les réclamations relatives à des écarts ou à des non-conformités vis-à-vis d'engagements contractuels, d'engagements de service, notamment au regard du règlement de service, ou vis-à-vis de la réglementation, à l'exception de celles relatives au niveau de prix. (Arrêté du 2 mai 2007)

6.6. Autres annexes

Intitulé	Nombre de pages
DESOBSTRUCTIONS BRANCHEMENTS	3
DESOBSTRUCTIONS COLLECTEURS	3
CURAGE PREVENTIF 2014	4

DESOBSTRUCTIONS BRANCHEMENTS - LATTES	
DATE	ADRESSE
07/01/2014	105 AVENUE DE FIGUIERE
10/01/2014	CENTRE COMMERCIAL DU FORUM
11/01/2014	160 AV MÉDITERRANÉE
13/01/2014	160 RUE DE LA MEDITERENNEE
21/01/2014	8 IMPASSE DU RIEU COULON
25/01/2014	196 RUE DES CEVENNES
01/02/2014	FORUM MAURIN
01/02/2014	FORUM
05/02/2014	4 RUE DES PITTOSPORES
12/02/2014	1 PLAN COUPERIN
20/02/2014	10 RUE DES YEUSES
25/02/2014	8 RUE DES CYPRES
26/02/2014	15 TRAVERSE DES ROBINIERS
01/03/2014	30 FRANCIS POULENC
07/03/2014	RUE D'AGATHA
11/03/2014	6 RUE DES THUYAS
24/03/2014	1605 ALLÉS DES PLATANES
26/03/2014	RUE PITTOSPORES
29/03/2014	PHARMACIE ARAGON
31/03/2014	RUE LÉONARD DE VINCY
01/04/2014	6 RUE THUYAS
02/04/2014	17 RUE GEORGES BIZET
07/04/2014	2 RUE DU PETIR TINAL
09/04/2014	30 ALLEE DES PLATANES
15/04/2014	1275 RUE DES PLATANES
25/04/2014	11 RUE DES AZALEES
30/04/2014	15 PLAN ROSSINI
30/04/2014	25 CHEMIN DE LA BASCULE
30/04/2014	15 PLAN ROSSINI
02/05/2014	64 RUE DES ROBINIERS
05/05/2014	12 RUE DES CYPRES
07/05/2014	105 AVENUE DE FIGUIERE
14/05/2014	AV DE FIGUIERES
15/05/2014	46 RUE DES THUYAS
21/05/2014	ROUTE DE LA CEREIREDE
30/05/2014	RUE DE LA CAPITAINERIE
02/06/2014	8 RUE DES ACACIAS
13/06/2014	61 AVENUE GUSTAVE CHARPENTIER
17/06/2014	PR ARIANE 2
18/06/2014	CENTRE COMMERCIAL DU FORUM
01/07/2014	14 RUE DU TRIDENT
06/07/2014	AV DU MONTPELLIERET
08/07/2014	24 PLAN DES PITOSPORES
11/07/2014	203 RUE DES CEVENNES
12/07/2014	1605 ALLEE DES PLATANES
15/07/2014	24 PLAN DE LA TRINQUETTE
16/07/2014	109 AVENUE DE FIGUIERE
19/07/2014	17 PETIT TINAL

24/07/2014	20 RUE DES YEUSES
29/07/2014	14 RUE DELOS
30/07/2014	8 PLAN MAS DE BOISSON
07/08/2014	21 AVENUE DE LA FONTVIN
18/08/2014	CAT MAS DE SAPORTA
19/08/2014	RUE 1 ECLUSE CAMPING LE FLOREAL
25/08/2014	24 PLAN DES PITTOSPORE
25/08/2014	MAS DE GAU
10/09/2014	18 RUE DES PEUPLIERS
11/09/2014	20 RUE DES ROBINIERS
22/09/2014	4 RUE DU PETIT TINAL
26/09/2014	CHEMIN DE LA 1ERE ECLUSE
26/09/2014	RUE DES LAURIERS ROSES
30/09/2014	SORIECH
01/10/2014	9 RUE DE NEAPOLIS
02/10/2014	49 RUE GUSTAVE CHARPENTIER
27/10/2014	CHEMIN DE LA 2E ECLUSE
27/10/2014	IMPASSE SUZANNE
12/11/2014	MAERA FLOTATEUR
18/11/2014	5 RUE DU MAIL
18/11/2014	5 RUE DES ARBOUSIERS
24/11/2014	16 RUE DES THUYAS
29/11/2014	57 RUE DES MARETELLES
05/12/2014	PR DES TREILLES - LYCEE CHAMPOLLION
05/12/2014	AVENUE DE FIGUIERE
08/12/2014	2BRUE DES CHEVALIERS DE MALTE
10/12/2014	9 RUE RICHARD WAGNER
23/12/2014	16 RUE DES YEUZES
23/12/2014	7 RUE DES ASPHODELES
25/12/2014	2 PLAN DU PETIT TINAL

DESOBSTRUCTIONS BRANCHEMENTS - PEROLS	
DATE	ADRESSE
14/01/2014	14 RT DE MONTPELLIER
17/01/2014	8 RUE DES TAMARINS
17/01/2014	32 RUE DU PRADAS
20/01/2014	6 VIEUX CHENES
27/01/2014	29 RUE FES MOUETTES
31/01/2014	10 RUE BLAIZE PASCAL
31/01/2014	10 RUE BLAIZE PASCAL
22/02/2014	17 RUE CHANTGRIL
24/02/2014	101 RUE DU RADEL
25/02/2014	RUE BLAIZE PASCAL
02/03/2014	29 RT DE LATTES
21/03/2014	IMP DES 4 VENTS
25/03/2014	IMPASSE DES QUATRE VENT
29/03/2014	RUE DES CYCLADES- AVENUE DE MONTPELLIER
30/03/2014	7 RUE DES COMÈTES
01/04/2014	RUE BACHAGA BENHOMIDA
09/04/2014	4 RUE DE LAMARTINE

11/04/2014	114 GRAND RUE
19/04/2014	46 AV LOUIS PASTEUR
19/04/2014	2 RUE HÉLÈNE BOUCHER
20/04/2014	21 RUE OLIVIER DE BOHÈME
26/05/2014	29 RUE GASTON BAZILLE
30/05/2014	1 RUE DES COQUELICOTS
20/06/2014	27 RUE DES AIGUES MARINES
20/06/2014	27 AIGUES MARINES
25/06/2014	RUE DE LA MEDITERANEE
29/06/2014	21 RUE DE LA COMETE
02/07/2014	8 ROUTE DE LATTES
22/07/2014	57 PORT DE CAREME
29/07/2014	17 RUE DE CANTEGRIL
05/08/2014	22 RUE DES COMMETTES
09/08/2014	6 AV DE LA TOUR
10/08/2014	4 RUE RADEL
18/08/2014	ARENES CENTRE ACCUEIL MARCEL PAGNOL
19/08/2014	16 IMPASSE DE LA CITE
19/08/2014	16 IMPASSE DE LA CITE
26/08/2014	36 AVENUE DE MONTPELLIER
09/09/2014	11 RUE VOLTAIRE
19/09/2014	PLACE DE LA MAIRIE
19/09/2014	35 RUE MARIE MARTIN
30/09/2014	19 RUE DU PONT DE GAZE
02/10/2014	27 RUE DU PRADAS
02/10/2014	3 RUE DE BONE
06/10/2014	2 BLAISE PASCAL
10/10/2014	ZAC DES GARRIGUES 210 TASTENAGUE
10/10/2014	210 RUE DES PASTENAGUES
16/10/2014	6 FER A CHEVAL
28/10/2014	10 AVENUE DE MONTPELLIER
08/11/2014	AV DES MOULIERES
28/11/2014	22 RUE DE LA COMETE
02/12/2014	28BRUE MARIE MARTIN
03/12/2014	114 GRAND RUE
08/12/2014	10 RUE DE LA RESISTANCE
18/12/2014	FACE AU 101 RUE DU RADEL

DESOBSTRUCTIONS COLLECTEURS - LATTES		
DATE	N°	ADRESSE
11/01/2014	160	AV MÉDITERRANÉE
01/02/2014		ALLÉS DES PLATANES
01/02/2014		RUE DU FORUM
25/02/2014	8	RUE DES CYPRES
07/03/2014		RUE D'AGATHA
15/03/2014	13	RUE DU MERLOT
24/03/2014	1605	ALLÉS DES PLATANES
26/03/2014		RUE PITTOSPORES
29/03/2014		PHARMACIE ARAGON
07/04/2014	2	RUE DU PETIT TINAL
25/04/2014	11	RUE DES AZALEES
05/05/2014	12	RUE DES CYPRES
14/05/2014		AV DE FIGUIERES
21/05/2014		ROUTE DE LA CEREREDE
30/05/2014		RUE DE LA CAPITAINERIE
17/06/2014		PR ARIANE 2
27/06/2014		GRAMENET
30/06/2014		MAERA
30/06/2014	83	RUE DE LA CHAPELLE
06/07/2014		AV DU MONTPELLIERET
08/07/2014	24	PLAN DES PITOSPORES
09/07/2014	14	RUE DES ACACIAS
11/07/2014	203	RUE DES CEVENNES
12/07/2014	1605	ALLÉS DES PLATANES
19/07/2014	17	RUE DU PETIT TINAL
24/07/2014	20	RUE DES YEUSES
24/07/2014		RUE DES PRUNUS
29/07/2014	14	RUE DELOS
04/08/2014	14	RUE DU TRIDENT
06/08/2014	5	PLAN DE SEPTIMANIE
18/08/2014		CAT MAS DE SAPORTA
18/08/2014		DOMAINE DE SAPORTA
19/08/2014		RUE 1 ECLUSE CAMPING LE FLOREAL
11/09/2014	20	RUE DES ROBINIERS
15/09/2014		AVENUE DE BOIRARGUES
15/09/2014	17	RUE GEORGES BIZET
15/09/2014	2	FONTVIN
18/09/2014		CHEMIN DU FLOREAL
30/09/2014		RUE LE SORIECH
30/09/2014	30	RUE DES PRUNUS
01/10/2014	9	RUE NEOPOLIS
01/10/2014	23	RUE DES PEROUSES
02/10/2014	12	RUE NEOPOLIS
03/10/2014		RUE LE SORIECH
10/10/2014	4	RUE GIACOMO TATTI
16/10/2014		RUE LE SORIECH
17/10/2014	129	RUE DES CYPRES
27/10/2014	17	RUE SAINT BAUDILLE
29/10/2014	20	RUE DES CYPRES

13/11/2014	11	AVENUE DE LATTARA
17/11/2014		JARDIN DE MAGUELONE
18/11/2014	12	RUE DU MAIL
18/11/2014		RUE DU FORUM
19/11/2014	52	RUE DES ROBINIERS
29/11/2014		RUE DES MARESTELLES
01/12/2014	1050	AVENUE LEONARD DE VINCI
07/12/2014	1	RUE DU PIREE
08/12/2014	11	PLAN DU DOLIUM
10/12/2014	49	AVENUE GUSTAVE CHARPENTIER
20/12/2014		MAISON DU MONDE ROUTE DE CARNON
23/12/2014		RUE DU FORUM
23/12/2014	7	RUE DES CAMELIAS

DESOBSTRUCTIONS COLLECTEURS - PEROLS		
DATE	N°	ADRESSE
06/01/2014		RUE DES TERRES NOIRES
06/01/2014	2	RUE DE LORRAINE
08/01/2014	14	AVENUE DE MONTPELLIER
14/01/2014	6	RUE DU VIEUX CHENE
14/01/2014	14	AVENUE DE MONTPELLIER
17/01/2014	8	RUE DES TAMARINS
17/01/2014	32	RUE DU PRADAS
20/01/2014	6	RUE DU VIEUX CHENE
27/01/2014	32	RUE DU PLANAS
27/01/2014		RUE DU VIEUX CHENE
31/01/2014	10	RUE BLAISE PASCAL
22/02/2014	17	RUE CANTAGRILL
07/03/2014	5	RUE DES HIRONDELLES
21/03/2014		IMP DES 4 VENTS
28/03/2014	37	AVENUE DE MONTPELLIER
29/03/2014		AVENUE DE MONTPELLIER
29/03/2014	2	RUE DES CYCLADES
30/03/2014	7	RUE DES COMÈTES
08/04/2014	10	RUE DE LA RÉSISTANCE
09/04/2014	4	RUE DE LAMARTINE
13/04/2014	114T	GRANDE RUE
17/04/2014		PORT DE CARENNE
19/04/2014	46	AV LOUIS PASTEUR
19/04/2014	2	RUE HÉLÈNE BOUCHER
20/04/2014	21	RUE OLIVIER DE BOHÈME
03/05/2014	10	RUE DE LA RÉSISTANCE
30/05/2014	1	RUE DES COQUELICOTS
20/06/2014	27	RUE DES AIGUES MARINES
25/06/2014		RUE DE LA MEDITERANEE
22/07/2014	57	PORT DE CARENNE
05/08/2014	22	RUE DES COMÈTES
18/08/2014		ARENES CENTRE ACCUEIL MARCEL PAGNOL
19/08/2014	16	IMPASSE DE LA CITE
09/09/2014	11	RUE VOLTAIRE
15/09/2014	22	AVENUE DE MONTPELLIER

19/09/2014		PLACE DE LA MAIRIE
19/09/2014	35	RUE MARIE MARTIN
27/09/2014	17	RUE CANTAGRILL
30/09/2014	22	AVENUE DE MONTPELLIER
01/10/2014	2	RUE BLAISE PASCAL
01/10/2014	15	ROUTE DE LATTES
13/11/2014	5	RUE DE LA CAMARGUE
20/11/2014	3	RUE FONT MARTIN
20/11/2014	12	RUE DU PORT
20/11/2014	2282	AVENUE MARCEL PAGNOL
27/11/2014	2	RUE DU VIEUX CHENE
28/11/2014	101	RUE DU RADEL
03/12/2014	114	GRANDE RUE
07/12/2014	1080	AVENUE MARCEL PAGNOL
22/12/2014	26	RUE ALBERT CAMUS

CURAGE PRÉVENTIF 2014 - LATTES		
DATE DE L'INTERVENTION	VOIE DE L'INTERVENTION	LINÉAIRE DE CURAGE (ML)
11/01/2014	160 AV MÉDITERRANÉE	50
01/02/2014	FORUM MAURIN	50
01/02/2014	FORUM	50
25/02/2014	8 RUE DES CYPRES	50
07/03/2014	RUE D'AGATHA	50
15/03/2014	13 RUE DU MERLOT	50
24/03/2014	1605 ALLÉS DES PLATANES	50
26/03/2014	RUE PITTOSPORES	50
29/03/2014	PHARMACIE ARAGON	50
02/04/2014	RPT DU PONT MEJEAN	44
07/04/2014	AVENUE DE LATTARA	300
07/04/2014	2 RUE DU PETIR TINAL	50
18/04/2014	R DES CHEVALIERS DE MALTE	40
18/04/2014	AV GUSTAVE CHARPENTIER	48
25/04/2014	11 RUE DES AZALEES	50
05/05/2014	AVENUE DE MASSILIA	550
05/05/2014	12 RUE DES CYPRES	50
06/05/2014	AVENUE DE MASSILIA	450
14/05/2014	R FRANCIS POULENC	178
14/05/2014	AV DE FIGUIERES	50
21/05/2014	ROUTE DE LA CEREIREDE	50
21/05/2014	ROUTE DE LA CEREIREDE	50
30/05/2014	RUE DE LA CAPITAINERIE	50
04/06/2014	RUE DE NARBO	414
17/06/2014	PR ARIANE 2	50
18/06/2014	AV DE FIGUIERE	47
18/06/2014	R PASIPHAË	109
18/06/2014	R DES CHEVALIERS DE MALTE	40
18/06/2014	PLAN ROSSINI	48
18/06/2014	AV BERLIOZ	134
20/06/2014	R MINOS	314
20/06/2014	RPT DU PONT MEJEAN	44
27/06/2014	GRAMENET	50
30/06/2014	MAERA	50
30/06/2014	83 RUE DE LA CHAPELLE	50
06/07/2014	AV DU MONTPELLIERET	50
07/07/2014	R RONDELET	70
07/07/2014	R DU CLOS DES ENTREPRISES	134
07/07/2014	AV DE SEPTIMANIE	29
08/07/2014	PLAN DES PITOSPORES	50
09/07/2014	RUE DES ACACIAS	50
11/07/2014	RUE DES CEVENNES	50
12/07/2014	ALLÉS DES PLATANES	50
16/07/2014	R DE LA MURAILLETTE	169

16/07/2014	AV DE FIGUIERE	84
19/07/2014	RUE DU PETIT TINAL	50
24/07/2014	RUE DES YEUSES	50
24/07/2014	RUE DES PRUNUS	50
25/07/2014	R DU PUIITS	133
25/07/2014	PLAN DU PUIITS	52
29/07/2014	AV DE LA MEDITERRANEE	43
29/07/2014	R DES SANSOUIRES	120
29/07/2014	RUE DELOS	50
30/07/2014	R DU PIREE	130
31/07/2014	IMP DES CEVENNES	86
31/07/2014	PLAN DU PIC SAINT-LOUP	90
31/07/2014	R DU LANGUEDOC	74
31/07/2014	R DU PIC SAINT-LOUP	69
31/07/2014	R DE CANTABEN	117
31/07/2014	R DES CEVENNES	35
31/07/2014	PLAN DES ROUBINES	140
04/08/2014	R SAINT-BAUDILE	166
04/08/2014	PLAN DU CHATEAU D'O	73
04/08/2014	R DU CHATEAU D'O	79
04/08/2014	R DU MAIL	51
04/08/2014	RUE DU TRIDENT	50
06/08/2014	R SAINT-BAUDILE	491
06/08/2014	PLAN DE SEPTIMANIE	50
07/08/2014	AV DE LA MEDITERRANEE	43
07/08/2014	R DU PUIITS	133
07/08/2014	PLAN DU PUIITS	51
07/08/2014	R DES SANSOUIRES	120
08/08/2014	R DU PIC SAINT-LOUP	69
08/08/2014	PLAN DES ROUBINES	140
08/08/2014	R DES CEVENNES	34
08/08/2014	R DE CANTABEN	117
08/08/2014	R DU LANGUEDOC	73
18/08/2014	CAT MAS DE SAPORTA	50
18/08/2014	DOMAINE DE SAPORTA	50
19/08/2014	RUE 1 ECLUSE CAMPING LE FLOREAL	50
03/09/2014	AV DE BOIRARGUES	343
11/09/2014	RUE DES ROBINIERS	50
15/09/2014	AVENUE DE BOIRARGUES	50
15/09/2014	RUE GEORGES BIZET	50
15/09/2014	FONTVIN	50
16/09/2014	R GEORGES BIZET	187
16/09/2014	AV DE BOIRARGUES	550
16/09/2014	AV DE LA FONTVIN	38
16/09/2014	RPT DE LA FONTVIN	57
18/09/2014	CHEMIN DU FLOREAL	50
30/09/2014	RUE LE SORIECH	50

30/09/2014	RUE DES PRUNUS	50
01/10/2014	RUE NEOPOLIS	50
01/10/2014	RUE DES PEROUSES	50
02/10/2014	RUE NEOPOLIS	50
03/10/2014	RUE LE SORIECH	50
10/10/2014	RUE GIACOMO TATTI	50
16/10/2014	RUE LE SORIECH	50
17/10/2014	RUE DES CYPRES	50
27/10/2014	RUE SAINT BAUDILLE	50
29/10/2014	RUE DES CYPRES	50
13/11/2014	AVENUE DE LATTARA	50
14/11/2014	AV DU GRENACHE	250
14/11/2014	R DES FLEURS	74
17/11/2014	JARDIN DE MAGUELONE	50
18/11/2014	RUE DU MAIL	50
18/11/2014	RUE DU FORUM	50
19/11/2014	RUE DES ROBINIERS	50
29/11/2014	RUE DES MARESTELLES	50
01/12/2014	AVENUE LEONARD DE VINCI	50
07/12/2014	RUE DU PIREE	50
08/12/2014	PLAN DU DOLIUM	50
10/12/2014	AVENUE GUSTAVE CHARPENTIER	50
20/12/2014	MAISON DU MONDE ROUTE DE CARNON	50
23/12/2014	RUE DU FORUM	50
23/12/2014	RUE DES CAMELIAS	50
29/12/2014	RPT DU PONT MEJEAN	45
29/12/2014	R DES CHEVALIERS DE MALTE	287
29/12/2014	R DES VOLQUES	230
29/12/2014	AV LEONARD DE VINCI	354
29/12/2014	R ALBERTI	115
29/12/2014	AV DES ROIS DE MAJORQUE	527
29/12/2014	R DES CONSULS	197
31/12/2014	AV LEONARD DE VINCI	54
31/12/2014	R TATTI	124
31/12/2014	AV DE L'AGAU	365
31/12/2014	R DE LA PLOMBADE	229
31/12/2014	R PALLADIO	323

CURAGE PRÉVENTIF 2014 - PEROLS		
DATE DE L'INTERVENTION	VOIE DE L'INTERVENTION	LINÉAIRE DE CURAGE (ML)
06/01/2014	RUE DES TERRES NOIRES	100
06/01/2014	2 RUE DE LORRAINE	50
08/01/2014	14 AVENUE DE MONTPELLIET	50
14/01/2014	6 RUE VIEUX CHENE	60
14/01/2014	14 RT DE MONTPELLIER	50
17/01/2014	8 RUE DES TAMARINS	60

17/01/2014	32 RUE DU PRADAS	150
20/01/2014	6 VIEUX CHENES	60
27/01/2014	32 RUE DU PLANAS	60
27/01/2014	RUE DU VIEUX CHÊNE	350
31/01/2014	10 RUE BLAIZE PASCAL	56
22/02/2014	17 RUE CHANTGRIL	100
07/03/2014	5 RUE DES HIRONDELLES	50
21/03/2014	IMP DES 4 VENTS	50
28/03/2014	37 AVENUE DE MONTPELLIER	150
29/03/2014	RUE DES CYCLADES- AVENUE DE MONTPELLIER	100
29/03/2014	2RUE DES CYCLADES	50
30/03/2014	7 RUE DES COMÈTES	50
08/04/2014	10 RUE DE LA RESISTANCE	130
09/04/2014	4 RUE DE LAMARTINE	50
13/04/2014	114 TER GRANDE RUE	64
17/04/2014	PORT DE CARENNE	76
19/04/2014	46 AV LOUIS PASTEUR	50
19/04/2014	2 RUE HÉLÈNE BOUCHER	50
20/04/2014	21 RUE OLIVIER DE BOHÈME	60
03/05/2014	10 RUE DE LA RÉSISTANCE	60
27/05/2014	AVENUE MARCEL PAGNOL	750
30/05/2014	1 RUE DES COQUELICOTS	50
20/06/2014	27 RUE DES AIGUES MARINES	50
20/06/2014	27 AIGUES MARINES	70
25/06/2014	RUE DE LA MEDITERANEE	164
22/07/2014	R DES FELIBRES	8
22/07/2014	AV SAINT-VINCENT	221
22/07/2014	R DE BONADONA	17
22/07/2014	PORT DE CARENNE	50
05/08/2014	RUE DES COMÈTES	98
18/08/2014	ARENES CENTRE ACCUEIL MARCEL PAGNOL	50
19/08/2014	IMPASSE DE LA CITE	50
09/09/2014	RUE VOLTAIRE	67
15/09/2014	AVENUE DE MONTPELLIER	450
19/09/2014	PLACE DE LA MAIRIE	50
19/09/2014	RUE MARIE MARTIN	50
27/09/2014	RUE CANTAGRILL	98
30/09/2014	AVENUE DE MONTPELLIER	350
01/10/2014	RUE BLAISE PASCAL	50
01/10/2014	ROUTE DE LATTES	50
13/11/2014	RUE DE LA CAMARGUE	145
20/11/2014	RUE FONT MARTIN	50
20/11/2014	RUE DU PORT	50
20/11/2014	AVENUE MARCEL PAGNOL	50
27/11/2014	RUE DU VIEUX CHENE	156
28/11/2014	RUE DU RADEL	50
03/12/2014	GRANDE RUE	50

07/12/2014	AVENUE MARCEL PAGNOL	450
15/12/2014	GRAND RUE	217
15/12/2014	R MARCEL PAGNOL	452
15/12/2014	R DE LA GUETTE	213
22/12/2014	RUE ALBERT CAMUS	250
08/01/2014	R LORRAINE	47
09/01/2014	R LORRAINE	67
10/04/2014	RUE DES ALOUETTES	96
10/04/2014	RTE DE LATTES	69
14/01/2014	R DU HANGAR	176
14/01/2014	R DES GABIANS	221
14/01/2014	R DE L'ETANG DE L'OR	217
14/01/2014	IMP DU POETE	24
14/04/2014	GRAND RUE	234
15/01/2014	RUE DES TAMARIS	48
15/01/2014	R MARCEL PAGNOL	65
30/01/2014	R DU PRADAS	98

Ressourcer le monde

Document à usage externe

Crédits photos : © Photothèque Veolia: Christophe Majani d'Inguibert, Jean Marie Ramès, Samuel Bigot, Olivier Guerrin, Stéphane Harter/agence VU

Veolia - Compagnie Générale des Eaux - SCA au capital de 2.207.287.340,98 euros - 575008 Paris RCS Paris
572 025 526 - Tous droits réservés - 2014